



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 10 FÉVRIER 1945

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 10th, 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Albert's Self Service Grocery Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, avocats et conseils en loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail d'épiciers, marchands de grain et provisions, bouchers, commerçants, laitiers, boulangers, pâtisseries et distributeurs de produits alimentaires dans toutes ses spécialités, aussi le commerce qui consiste à importer et exporter lesdits produits;

Acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre des articles d'épicerie, aliments et autres articles ou marchandises se rapportant à un tel commerce, sous le nom de "Albert's Self Service Grocery Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,

8498

P. FRENETTE.

Letters Patent

"Albert's Self Service Grocery Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1944, incorporating: Joseph Cohen, Gerald S. Tritt, advocates and King's Counsels, and Ezra Leithman, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of grocers, grain and provision merchants, butchers, dealers, dairymen, bakers, confectioners and food distributors in all its branches, also the business of importing and exporting the said products;

To purchase, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, food stuffs and other wares of merchandise connected with such business, under the name of "Albert's Self Service Grocery Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1944.

P. FRENETTE,

8498-o

Asst. Deputy Attorney General.

"A. L. Zinman Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de novembre 1944, constituant en corporation: John J. Wasserman, Samuel Chait, tous deux avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de marchandises sèches, manufacturiers, fourreurs, drapiers, merciers, bonnetiers, exportateurs et importateurs, en gros et en détail, marchands de toutes sortes de tissus, cuir, costumes, robes, meubles, porcelaine, verrerie, marchandises de fantaisie, quincaillerie, bijoux, marchandises plaquées, parfumerie, savon, articles de toilette de toutes sortes, pierres précieuses, soit comme marchands de gros ou détaillants, sous le nom de "A. L. Zinman Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatrième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
S499 P. FRENETTE.

"Artik Ice Cream Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Henry Weinfeld, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, et (Mademoiselle) Sarah Miller, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et s'occuper du commerce ou des commerces qui consistent à produire, manufacturer, préparer, acheter, vendre et faire le commerce de lait, beurre, crème glacée, produits laitiers, viandes, produits de la viande, poissons, produits du poisson, aliments, produits alimentaires, pains, biscuits, gâteaux, essences, marchandises en conserve, sauces, condiments, thé, café, bonbons, pâtisseries, épicerie et tous autres articles de commerce convenables à la consommation et exercer chacun et tous ces commerces comme marchands de gros ou détaillants, sous le nom de "Artik Ice Cream Co. Inc.", avec un capital total de \$99,000, divisé en 990 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
S500 P. FRENETTE.

"Barakett Building Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois novembre 1944, constituant en corporation: Joseph Helal, Royal Werry, avocats et conseils en loi du Roi, Samuel

"A. L. Zinman Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1944, incorporating: John J. Wasserman, Samuel Chait, both advocates, and Freda Pomerance, spinster, of the full age of majority, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of dry goods merchants, manufacturers, furriers, clothiers, haberdashers, hosiers, exporters and importers, wholesale and retail, dealers in any and all kinds of fabrics, leathers, suits, dresses, furniture, china, glass-ware, fancy goods, hardware, jewellery, plated goods, perfumery, soap, toilet articles of all kinds, precious stones, the same either as wholesalers or retailers, under the name of "A. L. Zinman Company Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000) divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1944.

P. FRENETTE,
S499-o Ass't Deputy Attorney General.

"Artik Ice Cream Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1944, incorporating: Henry Weinfeld, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, and (Miss) Sarah Miller, stenographer, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the business or businesses of producing, manufacturing, preparing, purchasing, selling and dealing in milk, butter, ice cream, milk products, meats, meat products, fish, fish products, food, food products, breads, biscuits, cakes, extracts, canned goods, sauces, condiments, teas, coffees, candies, confectioneries, groceries and all other articles of commerce suitable for consumption and to conduct each and every of such businesses as wholesalers or retailers, under the name of "Artik Ice Cream Co. Inc.", with a total capital stock of \$99,000.00, divided into 990 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1944.

P. FRENETTE,
S500-o Ass't Deputy Attorney General.

"Barakett Building Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1944, incorporating: Joseph Helal, Royal Werry, advocates and King's Counsels, Samuel Lyon Caplan, notary Miss

Lyon Caplan, notaire, mademoiselle Rebecca Pinsky et mademoiselle Ann Caplan, sténographes, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et négoce de marchands en gros et en détail, ou de manufacturiers, acheteurs ou vendeurs, importateurs, exportateurs et marchands, de toutes sortes de vêtements de tout matériel que ce soit, de toutes nouveautés, tous ornements, bijoux, montres, horloges, papeterie, quincaillerie, verrerie, faïence, coutellerie et autres articles et accessoires de même nature qui peuvent sembler à la compagnie appropriés à son commerce et susceptibles d'accroître directement ou indirectement la valeur ou le bénéfice de tous biens et droits de la compagnie, sous le nom de "Barakett Building Corporation", avec un capital total de \$199,000 divisé en 1990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
S501 P. FRENETTE.

"Bergemont Construction Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Louis-Antoine Moreau, agent, Paul-Émile Olivier, comptable, tous deux de la ville de Québec, et Wilfrid Deschênes, menuisier, de Rivière-aux-Chiens, comté de Montmorency, tous trois du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre, construire et réparer, pour elle-même ou des tiers, des maisons à logements, maisons de rapport, cottages, garages, hôtels, entrepôts et en général des bâtiments de toutes sortes et constructions, sous le nom de "Bergemont Construction Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
S502-o P. FRENETTE.

"Bordeleau Auto Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Paulin Bordeleau, garagiste, Hector Gagné et Donat Bordeleau, ces deux derniers marchands, tous trois de La Sarre, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail, de pièces et accessoires d'automobiles neufs et usagés, tenir garage, importer, exporter, acheter, vendre, troquer, et en général faire le commerce d'automobiles, pièces et accessoires d'automobiles, camions, tracteurs, bandages pneumatiques, articles en caoutchouc, articles en cuir, carrosserie d'automobiles, débossage, gazoline, pétrole, huiles lubrifiantes et aussi tous articles, effets, marchandises, outils, outillage et machinerie connexes à l'industrie de l'automobile, sous le

Rebecca Pinsky and Miss Ann Caplan, stenographers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on any trade and business as wholesale and retail merchants, or as manufacturers, buyers or sellers, importers, exporters and dealers, in all kinds of clothing of any material, whatsoever, of any novelties, ornaments, jewelry, watches, clocks, stationery, hardware, glass, crockery, cutlery and other articles and accessories of the same nature which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, under the name of "Barakett Building Corporation", with a total capital stock of \$199,000.00, divided into 1990 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1944.

P. FRENETTE,
S501-o Ass't Deputy Attorney General.

"Bergemont Construction Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1944, incorporating: Louis-Antoine Moreau, agent, Paul-Émile Olivier, accountant, both of the city of Quebec, and Wilfrid Deschênes, carpenter, of Rivière-aux-Chiens, county of Montmorency, all three of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To contract for, build and repair, whether for itself or for third parties, dwelling houses, apartment houses, cottages, garages, hotels, warehouses and, generally, buildings and constructions of every kind, under the name of "Bergemont Construction Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1944.

P. FRENETTE,
S502 Assist. Deputy Attorney General.

"Bordeleau Auto Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1944, incorporating: Paulin Bordeleau, garage-keeper, Hector Gagné and Donat Bordeleau, these two latter merchants, all three of La Sarre, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in new and used automobile parts and accessories, to keep a garage, import, export, buy, sell, trade and deal generally in automobiles, automobile parts and accessories, trucks, tractors, pneumatic tires, rubber goods, leather goods, automobile bodies, de-denting, gasoline, petroleum, lubricating oils and also all goods, wares and merchandise, tools, equipment and machinery connected with the automobile industry, under the name of "Bordeleau Auto Inc.", with a total capital stock

nom de "Bordeleau Auto Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
S503-o P. FRENETTE.

"Flyfast Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Monroe Abbey, Gregory Charlap, Irwin B. Cohen et Max Slapack, tous quatre avocats, des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands, manufacturiers et négociants et commerçants, et manufacturer, importer, acheter ou autrement acquérir, vendre, exporter ou autrement disposer, transporter et faire le commerce de nouveautés et dispositifs mécaniques et autrement, de fermetures, fermetures-éclair, arrêts, cordons, "zipers" et pièces pour "zipers" et de toutes choses avec lesquelles ils peuvent être utilisés et de toute machinerie, outils, outillage, matériaux, produits et autres choses utiles à la fabrication, la mise sur le marché ou l'utilisation d'iceux en tout ou en partie, sous le nom de "Flyfast Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$275,000. La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$250,000 divisée en 2,500 actions privilégiées ayant une valeur nominale ou au pair de \$100 chacune. La partie du capital-actions qui sera émise comme actions ordinaires est de \$25,000 divisée en 250 actions ayant une valeur nominale ou au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
S504 P. FRENETTE.

"Gaspé Oil Ventures Limited"

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Henry Noël Chauvin et Frank Bernard Chauvin, tous des cités et district de Montréal, et Jean Martineau, de Sainte-Genève de Pierrefonds, dans ledit district, province de Québec, tous avocats et conseils en Loi du Roi, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer, ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit;

of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at La Sarre, district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1944.

P. FRENETTE,
S503 Assist. Deputy Attorney General.

"Flyfast Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1944, incorporating: Monroe Abbey, Gregory Charlap, Irwin B. Cohen and Max Slapack, all four advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, manufacturers and dealers, of and in, and to manufacture, import, buy or otherwise acquire, sell, export, or otherwise dispose of, transport and deal in novelties and devices, mechanical and otherwise, sliders, slide fasteners, stops, stringers, zippers and zipper parts, and all things in connection with which the same may be used and all machinery, tools, equipment, materials, products and other things useful for the manufacture marketing or utilization thereof in whole or in part, under the name of "Flyfast Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$275,000. The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$250,000 divided into 2,500 preferred shares having a nominal or par value of \$100. each. The part of the capital stock to be issued as common shares is \$25,000, divided into 250 common shares having a nominal or par value of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1944.

P. FRENETTE,
S504-o Asst. Deputy Attorney General.

"Gaspé Oil Ventures Limited"

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1944, incorporating: Henry Noël Chauvin and Frank Bernard Chauvin, both of the City and District of Montreal, and Jean Martineau, of Ste. Geneviève de Pierrefonds, in said District, Province of Quebec, all advocates and King's Counsels, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the

les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Gaspé Oil Ventures Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000) divisé en 3,000,000 d'actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, comme prévu par l'article 6 de ladite Loi.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-troisième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8505 P. FRENETTE.

"Harvel Manufacturing Co. Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Leon D. Crestohl, avocat, mademoiselle Martha Glovinsky, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, et mademoiselle Queenie Marcovitch, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce tant en gros qu'en détail de vêtements pour bébés et enfants, vêtements de sport pour hommes, dames et enfants; robes, blouses, robes d'intérieur, pyjamas, robes du soir, robes de chambre, pour dames, et tous autres articles similaires qui peuvent être fabriqués de matières textiles, sous le nom de "Harvel Manufacturing Co. Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en 100 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trentième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8506 P. FRENETTE.

"Immeubles et Vignobles, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Henri Gauthier, de la ville de Montréal, Joseph Bolduc, de la ville de Québec, tous deux directeurs d'établissements, et Gérard Jobin, professeur, d'Everell, comté de Québec, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles sous toutes ses formes;

Acquérir, conserver, gérer, éventuellement donner en gage, hypothéquer ou aliéner tous immeubles ou droits immobiliers, sans restriction, sous le nom de "Immeubles et Vignobles, Limitée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8507-o P. FRENETTE.

name of "Gaspé Oil Ventures Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of Three million dollars (\$3,000,000), divided into 3,000,000 shares of One dollar (\$1) each.

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares, as provided by Section 6 of the said Act.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8505-o Asst. Deputy Attorney General.

"Harvel Manufacturing Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1944, incorporating: Leon D. Crestohl, advocate, Miss Martha Glovinsky, stenographer, spinster of the full age of majority, both of the City of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, and Miss Queenie Marcovitch, secretary, spinster of the full age of majority, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in both wholesale and retail in infants' and children's wear, men's, ladies' and children's sportswear; ladies' dresses, blouses, housecoats, pyjamas, gowns, dressing gowns and all such other similar articles as can be manufactured from textiles, under the name of "Harvel Manufacturing Co. Inc.", with a total capital stock of Ten thousand dollars (\$10,000.), divided into 100 shares of One hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8506-o Asst. Deputy Attorney General.

"Immeubles et Vignobles, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1944, incorporating: Henri Gauthier, of the city of Montreal, Joseph Bolduc, of the city of Quebec, both establishment managers, and Gérard Jobin, professor, of Everell, county of Quebec, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in real estate under all the forms thereof;

To acquire, keep, manage, eventually mortgage, hypothecate or alienate any immoveable property or immoveable rights, without any restriction, under the name of "Immeubles et Vignobles, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The number of the shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8507 Assist. Deputy Attorney General.

"Jack Spratt Children's Wear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Leon D. Crestohl, avocat, mademoiselle Martha Glovinsky, sténographe, tous deux de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, et mademoiselle Queenie Marcovitch, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce tant en gros qu'en détail de costumes de neige pour bébés et enfants, salopettes, jaquettes, robes de bain, maillots de laine, coupe-vent, pantalons, sous-vêtements, pyjamas et tous autres articles similaires lesquels peuvent être fabriqués de matières textiles à l'usage des bébés et des enfants, sous le nom de "Jack Spratt Children's Wear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-septième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

8508

"Jack Spratt Children's Wear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1944, incorporating: Leon D. Crestohl, advocate, Miss Martha Glovinsky, stenographers, both of the city of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, and Miss Queenie Marcovitch, secretary, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in both wholesale and retail in infants' and children's snowsuits, overalls, reefers, bath-ropes, sweaters, windbreakers, pants, underwear, pyjamas and all such other similar articles which can be manufactured from textiles for the use of infants and children, under the name of "Jack Spratt Children's Wear Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1944.

P. FRENETTE,
Asst. Deputy Attorney General.

8508-o

"Kerrin, Egan, Freeman Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Hugh Francis Kerrin, de la cité d'Outremont, Loris William Freeman, de la cité de Montréal, et John Francis Lee, de la cité de Westmount, tous trois courtiers en douanes, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Établir, maintenir et diriger un commerce général de courtage en douanes, d'expédition et de transport, et agir comme agents manufacturiers et agents à commission, sous le nom de "Kerrin, Egan, Freeman Co.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

8509

"Kerrin, Egan, Freeman Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1944, incorporating: Hugh Francis Kerrin, of the City of Outremont, Loris William Freeman, of the City of Montreal, and John Francis Lee, of the City of Westmount, all three Custom House Brokers, of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a general Customs House brokerage, shipping and forwarding business, and to act as manufacturers' agents and commission agents, under the name of "Kerrin, Egan, Freeman Co.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1944.

P. FRENETTE,
Asst. Deputy Attorney General.

8509-o

"Kushner Textile Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf novembre 1944, constituant en corporation: Abe Kushner, marchand, Gertrude Flanders, épouse séparée de biens de Abe Kushner et dûment autorisée par lui, et Bell Kushner, fille majeure, teneuse de livres, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de trafiquants, importateurs, grossistes, détaillants, marchands et distri-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1944, incorporating: Abe Kusher, merchant, Gertrude Flanders, wife, separated as to property, of Abe Kushner and duly authorized by him, and Bell Kushner, spinster of the full age of majority, bookkeeper, all of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jobbers, importers, wholesalers, retailers, dealers and distributors of

buteurs de toutes matières textiles, lainages, soieries, doublures, et autres tissus de toute description, et dans ce but faire toutes autres choses relatives à iceux;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des blouses de femmes et de fillettes, habits de sport, robes d'intérieur, jaquettes, jupes, robes de femmes et d'enfants, costumes, manteaux, et manufacturer des vêtements de toutes sortes pour femmes, sous le nom de "Kushner Textile Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 100 actions de deux cents dollars (\$200) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8510 P. FRENETTE

"La Chambre de Commerce de Bonaventure"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Henry William Maguire et Oscar Bujold, marchands, Ludger Cayouette, maire, cultivateur, J.-Hector Arsenault, Charles Forest, comptables, Faber Gauvreau, agent du C.N.R., Alphé Babin, industriel, et Bonaventure Bourdages, hôtelier, tous de Bonaventure, district de Bonaventure, province de Québec, dans les buts suivants:

Favoriser l'expansion et le progrès des industries existantes et la création de nouvelles industries dans la municipalité de Bonaventure, sous le nom de "La Chambre de Commerce de Bonaventure".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Bonaventure, dans le district de Bonaventure.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8511-o P. FRENETTE.

"La Guilde des Artistes"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de décembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Simon-Pierre East, professeur, Roger Blais, artiste, et Jean-Louis East, pharmacien, tous trois de Québec, district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir et encourager le développement des arts, musical, théâtral, chorégraphique et oratoire; Grouper les artistes dans un but d'aide mutuelle;

Agir comme promoteurs dans le but de faciliter l'audition d'artistes au public, sous le nom de "La Guilde des Artistes".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8512-o P. FRENETTE.

all textile materials, woollens, silks, linings, and all other materials of any description whatsoever, and to that end to do any and all other things appertaining to the same;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies' and misses' blouses, sportswear, housecoats, jackets, skirts, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "Kushner Textile Corporation", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 100 shares of Two hundred dollars (\$200) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8510-o Asst. Deputy Attorney General.

"La Chambre de Commerce de Bonaventure"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Henry William Maguire and Oscar Bujold, merchants, Ludger Cayouette, mayor, farmer, J.-Hector Arsenault, Charles Forest, accountants, Faber Gauvreau, C.N.R. agent, Alphé Babin, manufacturer, and Bonaventure Bourdages, hotel-keeper, all of Bonaventure, district of Bonaventure, Province of Quebec, for the following purposes:

To encourage the expansion and the progress of existing industries and the creation of new industries in the municipality of Bonaventure, under the name of "La Chambre de Commerce de Bonaventure".

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Bonaventure, district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8511 Asst. Deputy Attorney General.

"La Guilde des Artistes"

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Simon-Pierre East, professor, Roger Blais, artist, and Jean-Louis East, druggist, all three of Québec, district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To promote and foster the development of musical, theatrical, choreographic and oratorical art; To group artists for mutual assistance purposes;

To act as promoters for the purposes of facilitating the hearing of artists by the public, under the name of "La Guilde des Artistes".

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000).

The head office of the corporation will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8512 Asst. Deputy Attorney General.

"Leisure Wear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, tous deux avocats, et Lewis A. Heber, comptable agréé, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger et généralement exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre, ou autrement faire le commerce de robes, blouses, jupes, manteaux, costumes, vêtements, fourrures, pour dames, coupons, lainages, cotonnades et soie à la verge, et généralement vêtements pour dames, chemises de sport, jaquettes de sport, pantalons, robes de chambre, vêtements de toutes occasions et lingerie de toute description pour femmes, ainsi que vêtements de sport pour hommes, consistant en chemises de sport, jaquette de sport, pantalons, gilets de fumeur, robes de chambre pour hommes et garçons, négligés, cravates et produits alliés, sous le nom de "Leisure Wear Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8513 P. FRENETTE.

"Leisure Wear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1944, incorporating: Jack Rudner, Harold J. Erdrich, both advocates, and Lewis A. Heber, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on generally the business of manufacturing, buying or otherwise acquiring and selling, or otherwise deal in ladies' dresses, blouses, skirts, cloaks, suits, garments, furs, remnants, woollens, cottons and silk by yard, and generally women's wearing apparel, sport shirts, sport jackets, slacks, dressing gowns, casual and leisure garments and feminine wearing apparel of every description, also men's sportswear, consisting of sport shirts, sport jackets, slacks, smoking jackets, dressing gowns for men and boys, lounging jackets, scarves and allied products, under the name of "Leisure Wear Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8513-o Asst. Deputy Attorney General.

"Les Vétérans en Sécurité du Québec"
"Veterans of Safety of Quebec"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de décembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Ruel, Joseph Delage et J.-Pierre Veilleux, employés civils, tous trois de la ville et du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

De grouper, de rassembler et d'unir en société, toutes les personnes qui, durant au moins quinze ans, ont mis leur énergie et leur dévouement à la poursuite et à la réalisation de leur idéal, "que les accidents peuvent être éliminés, dans la grande majorité des cas, par une éducation persévérante et persuasive";

De faire bénéficier les ouvriers travaillant dans les manufactures, les industries, les usines ou sur des chantiers, des connaissances acquises par ces vétérans de la sécurité;

Acquérir, obtenir, posséder, détenir par achats, échanges, ventes, donations, legs, tous les biens meubles dont ils auront besoin pour atteindre ces fins et des immeubles jusqu'à concurrence de \$100,000.00, sous le nom de "Les Vétérans en Sécurité du Québec" — "Veterans of Safety of Quebec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cent mille dollars (\$100,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8514-o P. FRENETTE.

"Les Vétérans en Sécurité du Québec"
"Veterans of Safety of Quebec"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Ruel, Joseph Delage and J.-Pierre Veilleux — civil employees, all three of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To group, assemble and unite into an association everyone who, for fifteen years at least, has devoted time and energy in the pursuit and realization of their ideal, "that accidents may be eliminated, in the great majority of cases, by a persistent and persuasive education";

To give workers in factories, industries, plants or yards an opportunity to benefit by the knowledge acquired by these veterans of safety;

To acquire, obtain, own, hold by purchase exchange, sale, donation, legacy, any moveable property which it may require to realize the said objects and immoveables up to the extent of \$100,000, under the name of "Les Vétérans en Sécurité du Québec" — "Veterans of Safety of Quebec".

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000).

The head office of the corporation will be at Montréal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8514 Asst. Deputy Attorney General.

"L'Hippodrome de S. Leonard de Nicolet Ltée"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de novembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Hébert, manufacturier de beurre et fromage, Albani Lauzière, voiturier, Hector Hébert, commerçant, Daniel Ouellet, industriel, et Lucien Champagne, agent, tous de Saint-Léonard d'Aston, dans le district de Nicolet, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir ou louer des terrains, les préparer, disposer et aménager en terrains de jeux, y aménager une piste pour l'entraînement des chevaux de course, construire et ériger des estrades, amphithéâtres, écuries et autres constructions permanentes ou temporaires, diriger, tenir et encourager les concours hippiques, sous le nom de "L'Hippodrome de St-Léonard de Nicolet Ltée".

Les pouvoirs accordés à la présente compagnie ne peuvent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard ou d'habileté, ou comme permettant la tenue de courses ou de paris défendus par le code criminel ou par toute autre loi fédérale ou provinciale:

La présente corporation n'est pas autorisée à demander ou obtenir des licences de club habituellement octroyées par la Commission des Liciteurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de deux mille dollars (\$2,000.00).

Le siège social de la corporation sera à St-Léonard d'Aston, dans le district de Nicolet.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8515-o P. FRENETTE.

"L'Hippodrome de S. Leonard de Nicolet Ltée"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Philippe Hébert, butter and cheese manufacturer, Albani Lauzière, carter, Hector Hébert, merchant, Daniel Ouellet, manufacturer, and Lucien Champagne, agent, all of Saint-Léonard d'Aston, district of Nicolet, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire or lease lands, prepare, lay-out and equip the said lands as play-grounds, to lay-out thereon a track for the training of race horses, to build and erect stands, amphitheatres, stables and other permanent or temporary structures, direct, hold and encourage horse shows, under the name of "L'Hippodrome de St-Léonard de Nicolet Ltée".

The powers granted to the present company shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill, or as permitting the holding of races or pari-mutuels prohibited by the Criminal Code or by any other Federal or Provincial Law;

The present corporation is not authorized to apply for or obtain club licenses usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is two thousand dollars (\$2,000).

The head office of the corporation will be at St-Léonard d'Aston, in the district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8515 Asst. Deputy Attorney General.

"Liquide Vitrex Liquid, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Alfred Brodeur, gérant, Alice de la Sablonnière et Gilberte Landry, sténographes, filles majeures, tous trois de la ville et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de fabricant et de manufacturier de vernis, polis, "shellac", "laque", teintures, mordant, colle, couleurs, encre, huile, peintures ainsi que des ingrédients entourant la fabrication d'iceux;

Fabriquer, manufacturer des récipients, réceptacles, flocons et autres contenants de toutes sortes de nature et description ainsi que les matériaux nécessaires à leur fabrication, sous le nom de "Liquide Vitrex Liquid, Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.), divisé en 100 actions de cents dollars (\$100.) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8516-o P. FRENETTE.

"Liquide Vitrex Liquid, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1944, incorporating: Alfred Brodeur, manager, Alice de la Sablonnière and Gilberte Landry, stenographers, spinsters, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of maker and manufacturer of varnish, polish, shellac, lacquer, dyes, pigments, glue, colourings, ink, oil, paints, as well as the ingredients connected with the making of same;

To make, manufacture containers, receptacles, bottles and other containers of all kinds and descriptions as well as the materials required for their manufacture, under the name of "Liquide Vitrex Liquid, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.), divided into 100 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at La Tuque, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1944.
P. FRENETTE,
8516 Asst. Deputy Attorney General.

"Pat-Ann Juniors Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept novembre 1944, constituant en corporation: John Jacob Gotlieb, avocat, Irène Rubin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph Henry Freedman, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce qui consiste à manufacturer, vendre en gros et en détail, ou l'un ou l'autre, des vêtements tout faits, à la mode, et vêtements de toute description sur mesure pour hommes, femmes et enfants ou aucun d'eux;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, du cuir, du coton, de cotonnades, lainages, soieries, toiles, marchandises sèches et vêtements de toute sorte;

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, faire le commerce et négoce de couvre-lits, robes, carpettes, jaquettes, capes, ameublement de chambre à coucher, ameublement de chambre de bain, lingerie, bretelles, jaretelles, nouveautés, marchandises sèches, jouets, accessoires électriques, menus objets, colifichets et articles semblables, parapluies, cannes, ornements, nécessaires de toilette, parfum, savon, tweeds, tissus, cotonnades, drap et dentelles et marchandises imperméables, chapeaux, carcasses de chapeau, rayones, lainages, casquettes, fourrures, coiffes, sous le nom de "Pat-Ann Juniors Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8517 P. FRENETTE.

"Pat-Ann Juniors Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1944, incorporating: John Jacob Gotlieb, advocate, Irène Rubin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Joseph Henry Freedman, advocate, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, selling wholesale and retail, or either, ready-to-wear, custom made and made-to-measure clothing or all descriptions for men, women and children or any of them;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, leather, cotton, cotton fabrics, woollens, silks, linens, dry goods and clothing of every sort;

To buy, sell, manufacture, import, export, trade in and deal with bed spreads, robes, rugs, jackets, capes, bedroom sets, bath-room sets, wearing apparel, braces, suspenders, novel ties, dry goods, toys, electrical goods, small wares, notions and similar articles, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, tweeds, fabrics, cottons, cloth and laces, and waterproof goods, hats, hat frames, rayons, woollens, caps, furs, millinery under the name of "Pat-Ann Juniors Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8517-6 Asst. Deputy Attorney General.

"P. J. Stock Express Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Philippe Joseph Stock, voiturier, Frank B. Chauvin, tous deux de la cité de Montréal, et Jean Martineau, de Ste-Geneviève de Pierrefonds, les deux derniers avocats et conseils en loi du Roi, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation commerciale d'omnibus, fiacres, fardiers, taxis, autobus, camions-automobiles, camion ou autres moyens de transport, publics ou privés, loueurs de chevaux et pourvoyeurs de fourrage, marchands de chevaux et cultivateurs, herbagers et marchands de foin, avoine, blé, paille et fourrage de toutes sortes; exercer tous ou aucun des commerces suivants: voituriers généraux, agents de chemins de fer et de transport, emmagasineurs et entreposeurs, agents de transfert et de messageries et tout autre commerce similaire; exercer les opérations qui consistent à opérer des autobus et camions de toutes sortes à tels endroits que la compagnie jugera convenable, et acquérir de toute municipalité ou corporation toute franchise ou droit pour exploiter des omnibus, autobus ou véhicules qui pourront ou peuvent être exploités pour le transport de passagers ou de marchandises;

"P. J. Stock Express Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1944, incorporating: Philippe Joseph Stock, carter, Frank B. Chauvin, both of the City of Montreal, and Jean Martineau, of Ste-Geneviève de Pierrefonds, the two latter advocates and King's Counsels, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of omnibus, cab, dray, taxicab, motor bus, auto dray, motor truck or other private or public conveyances, livery and feed stable keepers, horse dealers and farmers, graziers and dealers in hay, oats, corn, straw and fodder of all kinds; to carry on all or any of the following businesses: general carriers, railway and forwarding agents, storage and warehousemen, transfer and express agents, and any other similar business; and to carry on the business of running motor omnibusses of all kinds and motor trucks at such places as the Company may see fit, and to acquire from any municipality or corporation any franchise or right to operate omnibusses, motor busses or vehicles which can or may be operated for carrying passengers or goods for hire;

Acheter et vendre en gros et en détail, échanger ou autrement faire le commerce de véhicules, automobiles, gazoline, moteurs à vapeur et électriques, camions, taxis, autobus, auto-camions, voitures ou autres véhicules mus au moyen de quelque énergie que ce soit et faire le commerce d'essence et d'énergie électrique, sous le nom de "P. J. Stock Express Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8518 P. FRENETTE.

To buy and sell by wholesale and retail, exchange or otherwise deal in vehicles, motor cars, gasoline, steam and electric engines motor trucks, taxicabs, motor busses, motor drays, carriages or other vehicles propelled by any power whatsoever and to deal in gasoline and electrical power, under the name of "P. J. Stock Express Incorporated", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8518-6 Asst. Deputy Attorney General.

"Road Maintenance Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Arthur Sicard, Irénée Sicard, tous deux industriels, et Dame Ida alias Rita Corbeil, épouse contractuellement séparée de biens dudit Irénée Sicard et dûment autorisée par ce dernier, tous de la ville et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer le commerce, les opérations, les affaires d'entrepreneurs, constructeurs sous toutes ses formes, et/ou toutes opérations de travaux publics et/ou privés, de toute nature ou genre quelconque, s'y rapportant ou s'y rattachant; entreprendre pour le compte de particuliers ou de corporations publiques ou privées, la construction, la réfection, l'entretien ou la réparation de quais, digues, chaussées, écluses, ponts, chemin d'hiver ou d'été, aéroports ou autres, édifices publics ou privés, aqueducs, systèmes de drainage, d'éclairage, de chauffage, travaux de pavage, de macadamisage, d'entretien d'hiver ou d'été et d'améliorations de rues, ruelles, routes et chemins publics ou privés en hiver ou en été, de confection de trottoirs, travaux de creusement, enlèvement de vidanges et récupération, et en général tous les ouvrages d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Road Maintenance Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8519-0 P. FRENETTE.

"Road Maintenance Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of December, 1944, incorporating: Arthur Sicard, Irénée Sicard, both manufacturers, and Dame Ida alias Rita Corbeil, wife separated as to property by marriage contract of said Irénée Sicard, and by the latter duly authorized, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To exercise and carry on the business, operations and affairs of contractors, builders, under the forms thereof, and/or any operations for public and/or private works, of any kind or sort whatsoever, connected therewith or incidental thereto; to undertake, for private parties or for public or private corporations, the construction, alteration, maintenance or repairing of wharves, dykes, barrages, dams, bridges, winter or summer roads, airports or others, public or private buildings, waterworks, drainage, lighting and heating systems, paving works, macadamizing, winter or summer maintenance and improvement of streets, lanes, roads and highways, whether public or private, in winter or summer, the making of sidewalks, excavation works, removal of garbage, salvage, and generally, all general contractors' works, under the name of "Road Maintenance Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8519 Asst. Deputy Attorney General.

"The M. & R. Modern Utilities Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Roger Brossard, Claude Demers, tous deux de la ville de Montréal, et Charles-Edouard Bertrand, de la ville d'Outremont, tous trois avocats, du district de Montréal et de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme plombiers, manufacturiers, entrepreneurs d'appareils et accessoires de

"The M. & R. Modern Utilities Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November 1944, incorporating: Roger Brossard, Claude Demers, both of the city of Montreal, and Charles-Edouard Bertrand, of the city of Outremont, all three advocates of the district of Montreal, and of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, manufacturers of, contractors for plumbing apparatus and

plomberie et appareils et accessoires sanitaires, installations et dispositifs de chauffage et ventilation, tuyaux, accessoires, appareils et outillages, pour des installations de chauffage, éclairage, gaz ou aqueduc;

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et conclure des contrats, construire, exécuter et faire toutes espèces de travaux et, pour les fins précitées, faire les affaires d'une compagnie générale de construction et d'entrepreneurs pour l'édification de travaux publics et privés, sous le nom de "The M. & R. Modern Utilities Co. Ltd.", avec un capital total de \$80,000.00, divisé en 800 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8520-o P. FRENETTE.

"Tots' Toggery Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois novembre 1944, constituant en corporation: Joseph Henry Freedman, John Jacob Gotlieb, tous deux avocats, et James Callaghan, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros ou en détail, ou l'un des deux, de jouets, meubles, images, peintures, tentures, lingerie, habits de sport, habits de jeu, bottes et chaussures, vêtements tout faits, à la mode et vêtements de toutes sortes faits sur mesure pour hommes, femmes et enfants, ou aucun d'eux;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce de meubles, jouets vêtements, bottes et chaussures d'enfants, instruments de musique, radios, appareils de télévision, quincaillerie, marchandises sèches, et vêtements de toute sorte, de même que d'appareils électriques, marchandises à la verge, lainages et tissus, sous le nom de "Tots' Toggery Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1468 rue Peel, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8521 P. FRENETTE.

"Victory Thread & Novelty Co. Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept novembre 1944, constituant en corporation: Leon D. Crestohl, avocat, de la cité d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, et Queenie Marcovitch, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce du fil, fil de laine, de soieries, cotonnades, ficelle, bobines, machines et matériel pour fabrication de bobines, nouveautés, jouets, coiffes nouvelles, coiffures nouvelles, ornements en métal, perles, tissus, pour costumes, et autres articles semblables;

accessories and sanitary apparatus and accessories, heating and ventilation installations and devices, pipes, accessories, apparatus and equipment for heating installations and for lighting, gas or waterworks;

To carry on business as general contractors and enter into contracts, build, perform and carry on all kinds of works and for the aforesaid purposes, to carry on a general building and contracting business for the erection of public and private works, under the name of "The M. & R. Modern Utilities Co. Ltd.", with a total capital stock of \$80,000 divided into 800 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8520 Asst. Deputy Attorney Gene

"Tots' Toggery Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1944, incorporating: Joseph Henry Freedman, John Jacob Gotlieb, both advocates, and James Callaghan, accountant all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of selling wholesale and retail, or either, toys, furniture, pictures, paintings, draperies, lingerie, sportswear, play-togs, boots and shoes, ready-to-wear, custom-made and made-to-measure clothing of all descriptions for men, women and children, or any them;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in furniture, toys, children's wear, boots and shoes, musical instruments, radios, television sets, hardware, dry goods, and clothing of every sort, as well as electrical appliances, piece goods, woollens and textiles, under the name of "Tots' Toggery Incorporated", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at 1468 Peel Street, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8521-o Asst. Deputy Attorney General.

"Victory Thread & Novelty Co. Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1944, incorporating: Leon D. Crestohl, advocate, of the City of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, and Queenie Marcovitch, spinster, of the full age of majority, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in threads, yarns, silks, cottons, twines, spools, spooling machinery and equipment, novelties, toys, novelty haddress, novelty hairdress, costume jewellery made of metals, beads, fabrics, and all other similar articles;

Faire le commerce de rubans, cordes, glands, garnitures faites de tissus et matériel métalliques, et tous autres articles semblables, sous le nom de "Victory Thread & Novelty Co. Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8522 P. FRENETTE.

To deal in ribbons, cords, tassels, trimmings made of textiles and metallic materials, and all other similar articles, under the name of "Victory Thread & Novelty Co. Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1944.

P. FRENETTE,
8522-o Asst. Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Bell Trading Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de décembre 1944, changeant le nom de la compagnie "Bell Chemicals Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour de décembre 1941, en celui de "Bell Trading Company Limited, et étendant les pouvoirs de ladite compagnie.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8523 P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

"Bell Trading Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of December, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Bell Chemicals Limited", incorporated by letters patent dated the eleventh day of December, 1941, to that of "Bell Trading Company Limited", and extending the powers of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8523-o Asst. Deputy Attorney General.

"Canadian Forge Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour de janvier 1945, changeant le nom de la compagnie "Henry Machine Shops Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour d'août 1942, en celui de: "Canadian Forge Co. Ltd."

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8524-o P. FRENETTE.

"Canadian Forge Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fifteenth day of January, 1945, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Henry Machine Shops Ltd.", incorporated by letters patent bearing date the fifth day of August, 1942, to that of: "Canadian Forge Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
8524 Asst. Deputy Attorney General.

"Hygienic Laundry Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sept décembre 1944, à la compagnie "Hygienic Laundry Ltd.", ratifiant le règlement spécial "C" de cette compagnie augmentant son capital-actions de \$49,000 à \$75,000, par la création de 260 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8525 P. FRENETTE.

"Hygienic Laundry Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of December, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Hygienic Laundry Ltd.", ratifying Special By-Law "C" of this company increasing its capital stock from \$49,000.00 to \$75,000.00, by the creation of 260 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8525-o Asst. Deputy Attorney General.

"Les Producteurs de Québec, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-septième jour de

"Les Producteurs de Québec, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-seventh day of December, 1944, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of

décembre 1944, à la compagnie "Les Producteurs de Québec, Limitée", ratifiant le Règlement N° 3 de cette compagnie augmentant son capital de \$99,000.00 à \$198,000.00 par la création de 990 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8526-o P. FRENETTE.

Quebec, to the company "Les Producteurs de Québec, Limitée", ratifying by-law No. 3 of the said company, increasing its capital stock from \$99,000 to \$198,000 by the creation of 990 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8526 Asst. Deputy Attorney General.

"Paterson & Paterson, Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-neuvième jour de décembre 1944, à la compagnie "Paterson & Paterson, Incorporated", ratifiant le règlement N° XXV de ladite compagnie, augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$49,000 par la création de 580 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au prix de \$50 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8527 P. FRENETTE.

"Paterson & Paterson, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of December, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Paterson & Paterson, Incorporated", ratifying By-Law No. XXV of the said company increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$49,000.00, by the creation of 580 additional common shares of the par value of \$50.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8527-o Asst. Deputy Attorney General.

**"Eastern Townships Produce Ltd."
"Produits des Cantons de l'Est Ltée"**

Avis est, par les présente, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de décembre 1944, à la compagnie "Eastern Townships Produce Ltd" — "Produits des Cantons de l'Est Ltée", ratifiant le règlement "A" de ladite compagnie, augmentant son capital-actions de \$49,000 à \$98,000 par la création de 490 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8528 P. FRENETTE.

**"Eastern Townships Produce Ltd."
"Produits des Cantons de l'Est Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of December, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Eastern Townships Produce Ltd" — "Produits des Cantons de l'Est Ltée", ratifying By-Law "A" of the said Company, increasing its capital stock from \$49,000.00 to \$98,000.00, by the creation of 490 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8528-o Asst. Deputy Attorney General.

"Scarves & Allied Arts Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de décembre 1944, à la compagnie "Scarves & Allied Arts Inc.", ratifiant le règlement N° 20 de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$40,000 par la création de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, le quatorzième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
8529 P. FRENETTE.

"Scarves & Allied Arts Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fourteenth day of December, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Scarves & Allied Arts Inc.", ratifying By-Law No. 20 of the said company increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$40,000.00, by the creation of 200 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to these preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
8529-o Asst. Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 372

Québec, le 31 janvier 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés municipaux de la cité de Joliette.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1544, du 9 mai 1944, relatif aux employés municipaux de la Cité de Joliette, soit abrogé et annulé à toutes fins que de droit.

IL EST ORDONNÉ, également, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'arrêté en conseil numéro 3158, du 16 août 1944, ayant approuvé la constitution et les règlements du comité paritaire des services municipaux de Joliette, chargé de surveiller l'application dudit décret, soit abrogé.

A. MORISSET,

8540-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 373

Québec, le 31 janvier 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés de garage dans la cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes ci-dessous énumérées, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Section de l'Automobile de l'Association des Marchands détaillants du Canada, Inc., Section des Cantons de l'Est,

ET, D'AUTRE PART:

L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est Inc.,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 16 septembre 1944;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions du travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU QUE le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a approuvé les dispositions de ladite requête avec, toutefois,

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 372

Quebec, January 31, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the municipal employees of the City of Joliette.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 1544, of May 9, 1944, relating to the municipal employees of the City of Joliette, be abrogated and repealed for all purposes of the law.

IT IS ALSO ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the Order in Council number 3158, of August 16, 1944, which has approved the constitution and the by-laws of the Municipal Services Parity Committee of Joliette, entrusted with the administration of the said decree, be repealed.

A. MORISSET,

8540-o

Clerk of the Executive Council

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 373

Quebec, January 31, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the garage employees in the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties mentioned hereunder for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section de l'Automobile de l'Association des Marchands détaillants du Canada Inc.", section of the Eastern Townships,

AND, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est Inc.",

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of September 16, 1944;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance toward the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

WHEREAS objections have been made against the said request and have been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS the Regional War Labour Board of Québec has approved the provisions of the said request with, however, a few corrections indi-

certaines corrections indiquées dans une décision rendue à sa séance du 16 janvier 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 16 septembre 1944.

I.—*Définitions*:— Pour les fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.— Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui apprend un des métiers mentionnés dans le présent décret.

b.— Le mot "artisan" désigne tout salarié exerçant seul, ou en société, l'un des métiers régis par le présent décret, ou tout employeur professionnel, lorsqu'il exerce pareil métier.

c.— Le mot "compagnon" désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, vérificateur, vulcanisateur, soudeur, vitrier et menuisier.

d.— Le mot "démolisseur" désigne tout salarié faisant la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou d'en vendre le métal comme rebuts (scrap).

e.— Le terme "homme-de-service-de-jour-ou-de-nuit" désigne tout salarié qui conduit des véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change les pneus ou les accumulateurs, graisse les véhicules-moteurs, exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement de courroies d'éventail, de bougies ou de tout menu accessoire de véhicules-moteurs.

Est toutefois exclue, l'installation de radios, d'appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour signaux de direction, laquelle est faite par un compagnon.

f.— Le mot "salarié" désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manœuvre ou ouvrier non qualifié, artisan, préposé aux pièces de rechange ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société.

g.— Le mot "vérificateur" désigne tout salarié à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux.

h.— Le terme "atelier-de-mécanique" désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

i.— Le terme "débit-d'essence" désigne tout endroit fixe ou mobile non reconnu comme garage, où se fait la vente de l'essence et des lubrifiants pour l'usage des véhicules-moteurs.

j.— Le mot "garage" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au présent décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-automobile, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-automobile ou non.

k.— Le terme "station-de-service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis ou lubrifiés.

l.— Le terme "terrain-de-démolition" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines

catalés dans une décision prise à sa séance du 16 janvier 1945;

IL EST ORDONNÉ, par conséquent, sur la recommandation de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Revised Statutes of Québec, 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions à substituer aux conditions décrites dans la *Québec Official Gazette* of September 16, 1944.

I.—*Definition*:— For the purposes of the present decree, the following words shall have the hereinafter given significance.

a.— The word "apprentice" means any employee learning one of the trades mentioned in the present decree.

b.— The word "artisan" means any worker exercising alone or in partnership one of the trades governed by the present decree or any professional employer when he exercises such trade.

c.— The word "journeyman" means any worker having completed his apprenticeship in one of the following trades of the automobile industry; whellwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, painter, upholstery maker, radiator repairer, welder, glazier, upholstery cleaner, dyer, tester, vulcanizer and carpenter.

d.— The word "demolisher" means any employer demolishing motor vehicles for the purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e.— The words "service men day or night" mean any employee driving motor vehicles, selling gas, washing motor vehicles, cleaning or heating the establishment, changing tires or batteries, greasing motor vehicles, performing different emergency works such as replacing fanbelts, spark plugs or any other motor vehicle accessories. However, the installation of radios, air conditioning units and directional signal switches, which must be performed by a journeyman, must be excluded.

f.— The word "employer" means any apprentice, qualified worker or journeymen, any labourer or non qualified worker, artisan, stock room clerk or any employee who performs individually, in group or in partnership.

g.— The word "tester" means any employee committed to the testing of motor vehicles and the appraisal of repairs thereof.

h.— The words "machine shop" mean any establishment where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

i.— The words "gasoline station" mean any place, fixed or movable, not recognized as a garage and where gas and lubricants for motor vehicles are sold.

j.— The word "garage" means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments, engaged exclusively or partly in the repair of parts and or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories are part of the motor-vehicle, shall be considered as garages, and consequently governed by the present decree.

k.— The words "service station" mean any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated.

l.— The words "scrapping yard" mean any place where motor-vehicles or any part thereof

pièces d'iceux sont démolis, soit dans le but de la vente ou de l'emmagasinage, de la réparation ou de la démolition.

m.— Le terme "terrain-de-stationnement" désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

n.— Les termes "postes-de-vente-d'accessoires" "marchands d'automobiles et débits-d'essence" désignent les manufacturiers ou marchands qui vendent au gros ou au détail des parties ou accessoires pour automobiles.

II.— Jurisdiction: — a.— Jurisdiction professionnelle et industrielle:— Sont assujettis aux dispositions du présent décret, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, des stations de service.

Sont également assujettis aux dispositions du décret, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés de tels débits d'essence, garages, stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition, ateliers de mécanique, exploités de façon accessoire, même pour leur fin personnelle par le ou les propriétaires d'un établissement commercial, d'un établissement industriel ou de confectionnerie.

b.— Jurisdiction territoriale:— Le présent décret s'applique dans tout le territoire comprenant la cité de Sherbrooke et dans toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

III.— Salaires minima:— Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après:

a.— Apprentis de toutes les catégories:— à l'exception des hommes de service, des préposés aux pièces de rechange, graisseurs, soudeurs et vulcanisateurs.

Apprentis:

Première classe	\$ 0.40 l'heure
Deuxième classe	0.30 "
Troisième classe	0.25 "
Quatrième classe	0.20 "

b.— Compagnons:— Charron, machiniste, électricien, menuisier, mécanicien, vitrier, peintre, nettoyeur de bourrueres, teinturier, vulcanisateur, débosseur, forgeron, rembourreur et vérificateur.

Première classe	0.67 l'heure
Deuxième classe	0.62 "
Troisième classe	0.52 "

c.— Spécialiste en réparation de radiateurs, soudeurs:

Compagnons	0.67 l'heure
------------------	--------------

Apprentis:

Première année	0.55 "
Deuxième année	0.45 "

d.— Graisseur:

1ère classe	0.50 "
2ième classe	0.45 "

e.— Vulcanisateur:

Compagnons	0.67 l'heure
------------------	--------------

Apprentis:

Première année	0.35 "
Deuxième année	0.45 "

f.— Préposés à la vente des pièces de rechange:

Gérant	\$35.00 par semaine
Assistant-gérant	27.00 "

Apprentis:

1ère année	12.00 "
2ième année	15.00 "
3ième année	18.00 "
4ième année	20.00 "

g.— Dans tous les établissements appartenant à la juridiction professionnelle et industrielle, les taux de salaire à l'heure ou à la semaine sont les suivants pour les salariés ci-après désignés:

are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

m.— The words "parking ground" mean any place where motor-vehicles are parked.

n.— The words "accessories service station", "automobile dealers and gasoline stations" designate any places where manufacturers or merchants sell in wholesale or in retail parts or accessories for motor-vehicles.

II.— Jurisdiction: — a) Professional and Industrial Jurisdiction:— Those governed by the provisions of the present decree shall be the professional employers, office clerks and salesmen, artisans and wage-earners in garages, gasoline stations, service stations.

Those also governed by the provisions of the present decree shall be professional employers, artisans and wage-earners of such gasoline stations, service stations, garages, parking grounds, scrapping yards, machine shops, accessorially operated, even for their personal purposes, by the owner or owners of a commercial or industrial establishment or apartment house.

b.— Territorial jurisdiction:— The territorial jurisdiction of the present decree comprises the City of Sherbrooke and all municipalities completely or partly located within a radius of ten (10) miles from its limits.

III.— Minimum Wages:— The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories hereinafter mentioned:

a.— Apprentices in all categories: with the exception of service men, stock room clerks, greasers, welders and vulcanizers.

Apprentices:

First class	\$ 0.40 per hour
Second class	0.30 "
Third class	0.25 "
Fourth class	0.20 "

b.— Journeymen:— Wheelwright, machinist, electrician, mechanic, joiner, glazier, painter, upholstery cleaner, dyer, vulcanizer, body man, blacksmith, upholstery maker, and tester:

First class	0.67 per hour
Second class	0.62 "
Third class	0.52 "

c.— Radiator repairers, welders:

Journeymen	0.67 per hour
------------------	---------------

Apprentices:

First year	0.35 "
Second year	0.45 "

d.— Greaser:

First class	0.50 "
Second class	0.45 "

e.— Vulcanizers:

Journeymen	0.67 "
------------------	--------

Apprentices:

First year	0.35 "
Second year	0.45 "

f.— Stock room clerk:

Manager	35.00 per week
Assistant-manager	27.00 "

Apprentices:

First year	12.00 "
Second year	15.00 "
Third year	18.00 "
Fourth year	20.00 "

g.— In all establishments comprised in the industrial and professional jurisdiction, the hourly or weekly rates of wages shall be the following for employers mentioned herein-below.

Surintendant	35.00 par semaine
Gérant de service	35.00 " "
Contremaitre	35.00 " "
Homme de service de nuit	0.38 de l'heure
(Maximum de 84 heures par semaine)	
Homme de service de jour	0.45 l'heure
(6 jours).	
<i>h.— Postes de vente d'accessoires et débits d'essence:</i>	
Commis en charge	35.00 par semaine
Commis:	
Première année	16.00 " "
Deuxième année	19.00 " "
Troisième année	22.00 " "
Homme de service de nuit	0.38 de l'heure
(Maximum de 84 heures par semaine)	

Superintendent	35.00 per week
Service Manager	35.00 " "
Foreman	35.00 " "
Night Service Man	0.38 per hour
(Maximum of 84 hours per week)	
Day Service Man	0.45 " "
(6 day).	
<i>h.— Accessories Service station and Gas Station:</i>	
Head Clerk	35.00 per week
Clerk:	
First year	16.00 " "
Second year	19.00 " "
Third year	22.00 " "
Night service man	0.38 per hour
(Maximum of 84 hours).	

IV.— *Détermination et répartition des heures de travail:* — a.— *Garages:* — Pour les compagnons et les apprentis, la journée régulière de travail est de neuf (9) heures, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et, entre 7.00 a.m. et midi, le samedi. Tout travail exécuté après 6.00 p.m. du lundi au vendredi, et le samedi après-midi, doit être payé au taux régulier plus cinquante pour cent (50%).

IV.— *Determination and distribution of working hours:* — a.— *Garages:* — For journeymen and apprentices, the regular working day consists of nine (9) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; on Saturday between 7.00 a.m. and noon.

Work done after 6.00 p.m. from Monday to Friday, and on Saturday after noon, shall be paid the regular rate increased by fifty per cent (50%).

b.— *Poste de vente d'accessoires:* — Pour les compagnons et les apprentis, les heures de travail sont réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.; les vendredi de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.; les samedi de 8.00 a.m. à 1.00 p.m. Tout travail exécuté après ces heures sera payé au taux régulier plus cinquante pour cent (50%).

b.— *Accessories Service Station:* — For journeymen and apprentices, the working hours shall be as follows: Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.; Friday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.; Saturday from 8.00 a.m. to 1.00 p.m. Any work done after these hours shall be paid the regular rate plus fifty per cent (50%).

c.— *Jours chômés:* — Les jours chômés sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le 24 mai (fête de Dollard), la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail et le Jour d'Actions de Grâce. Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours-là doit être rémunéré au taux de salaire double, à l'exception des hommes de service de jour ou de nuit.

c.— *Holidays:* — The following shall be observed holidays: Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas, anniversary of Dollard (May 24th), St. John the Baptist Day (June 24th), Confederation Day (July the first), Labour Day, Thanks Giving Day. All work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for day or night service men.

d.— Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre (24) heures) de repos chaque semaine.

d.— All employees shall be entitled to a complete day of rest (24 hours) each week.

Pour le travail exécuté durant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire doit être doublé.

For work performed on the weekly day of rest the rate of wages shall be doubled.

e.— Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

e.— The working hours shall comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present; however, the time given the employee for his meals shall not be considered as working time.

V.— *Apprentissage:* — a.— Nonobstant toutes les dispositions du présent décret concernant l'apprentissage, tout apprenti peut se présenter n'importe quand après un (1) an d'expérience pratique en vue de subir des examens à la satisfaction du bureau des examinateurs nommé par le comité paritaire et demander sa carte de compétence. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au comité paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

V.— *Apprenticeship:* — a.— Notwithstanding the provisions of the present decree concerning the apprenticeship, every apprentice may, at any time, after one (1) year of practical experience, undergo his examinations to the satisfaction of the Board of Examiners named by the Parity Committee for his certificate of Competency. Upon entering the Industry governed by the present decree, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his experience can be established. The employer shall not hire an apprentice without this registration.

b.— Dans chaque établissement régi par le présent décret, il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti par deux compagnons ou hommes de service. Toutefois, dans les établissements où

b.— In each establishment governed by the present decree, there shall not be more than one apprentice to each two journeymen or service men. However, in establishment where there

il n'y a qu'un compagnon ou homme de service, il est permis d'avoir un apprenti.

c.—Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize ans. Il doit avoir terminé au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

VI.—L'employeur peut exiger, de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que ce salarié continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salariés à laquelle il appartient, d'après son certificat.

VII.—a.—Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié, et demeure la propriété de l'employeur jusqu'au paiement complet par le salarié.

b.—Les autres uniformes exigés par l'employeur, tels que: salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et blanchies, moitié par l'employeur, moitié par le salarié.

VIII.—Le temps alloué pour les repas est d'une (1) heure.

IX.—Le pourboire est la propriété du salarié, l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir, même avec le consentement du salarié, comme partie de salaire.

X.—Le salaire de tout salarié doit être payé au complet, hebdomadairement, dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialisée par la personne qui a fait la paie et, si possible, distribuée le vendredi.

XI.—Aucun salarié ne doit être tenu responsable de l'évaporation ni de la contraction de l'essence.

XII.—Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage et des lames de scie à fer.

XIII.—Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le présent décret ne doivent pas être diminués après sa mise en vigueur.

XIV.—Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

XV.—Est déclarée illégale et sera considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du présent décret, toute entente ou convention entre employeurs et employés ou salariés touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail, ou soit tout autre procédé dont l'effet pourrait diminuer le montant du salaire fixé par le présent décret.

XVI.—*Travail à domicile*: — a.— Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile, d'exécuter, à domicile, du travail ou quelque partie de travail du métier de l'automobile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la Loi de la convention collective.

b.—Aucun artisan, compagnon ou apprenti dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que stipulés dans le présent décret, ne peut exercer son métier, ailleurs que dans les établissements définis dans le présent décret.

XVII.—*Durée du décret*: — Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication

is but one journeyman or service man, there may be an apprentice.

c.—No apprentice may be hired before having sixteen years of age. He must have, at least, finished his fifth elementary grade.

VI.—The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified on his certificate of Competency, provided the said employee shall continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs, according to the said certificate.

VII.—a.—Half the cost of the special uniform required by the employer shall be paid by him and half by the employee and shall remain the property of the employer until the said uniform is fully paid for.

b.—The other uniforms required by the employer, such as overalls and special frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost.

VIII.—One (1) hour shall be allowed for meals.

IX.—Tips shall belong to the employee; the employer shall not keep or use same, even with the consent of the employee, as part of the wages.

X.—The wages of all employees shall be paid completely, every week, in a sealed envelope, on which the following shall be mentioned: his name, number, the date of the working week, the number of working hours paid for, the wage rate and the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the person preparing the pay, and, if possible, given on Friday.

XI.—No employee shall be held responsible for the evaporation or contraction of gas.

XII.—The employee shall furnish the manual tools for the execution of his work with the exception of the files required for body work and steel saw blades.

XIII.—The wages actually higher than the minimum rates established by the present decree shall not be lowered after its coming into force.

XIV.—Any wage increase for overtime shall be computed on the wages paid and not on the minimum rate.

XV.—For the purposes of the present decree, any agreement or contract entered into between an employer and an employee or wage-earner concerning the renting of space or place of business, the conditions of labour or any other transactions with a view to reduce the amount of wages established by the present decree is hereby declared illegal and shall be considered as null and void.

XVI.—*Home-Work*: a. An employee actually working for an employer of the Automobile Industry, shall not have the right to perform any work or part thereof of the Automobile Industry, at home, for the account of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer, within the meaning of the Collective Agreement Act.

b. No artisan, journeyman or apprentice in the trades of the Automobile Industry, as stipulated in the present decree, shall exercise his trade elsewhere than in the establishments defined in the present decree.

XVII.—*Duration of the decree*: The present decree shall come into force on and from the

dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur durant une période d'une année à compter de cette date.

A. MORISSET,
8541-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 353

Québec, le 31 janvier 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT les règlements relatifs au classement et à la vente des volailles abattues.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de l'agriculture, vu l'article 3 de la Loi des produits agricoles (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 132):

QUE soient édictés les règlements intitulés "Règlement concernant le classement et la vente des volailles abattues" et que lesdits règlements entrent en vigueur le 1er juin 1945.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

TITRE I

Des dispositions générales

Art. 1er.— Les présents règlements seront connus sous le nom de "Règlements concernant le classement et la vente des volailles abattues".

Art. 2.— A moins qu'une interprétation différente ne ressorte du contexte:

a) "Loi" signifie la Loi des produits agricoles (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 132);

b) "Ministre" signifie le Ministre de l'Agriculture;

c) "Ministère" signifie le ministère de l'Agriculture;

d) "Inspecteur" signifie un inspecteur nommé sous les dispositions de la Loi des produits agricoles;

e) "Producteur" signifie toute personne qui expédie, transporte ou vend des volailles produites sur sa propre ferme et pas ailleurs;

f) "Détaillant" signifie toute personne qui offre, a en sa possession pour la vente ou vend des volailles à un consommateur;

g) "Volaille" signifie les oiseaux domestiques les pintades et les pigeons;

h) "Bréchet tordu" est un bréchet (sternum) qui réduit la quantité de chair et gêne son arrangement;

i) "Plume naissante", ou petite plume (pin feather) est une toute petite plume qui fait suffisamment saillie à travers la peau pour pouvoir être arrachée.

Art. 3.— Les dispositions de la Loi des produits agricoles (Statuts refondus de Québec, 1941 chapitre 132) s'appliquent aux volailles abattues.

Art. 4.— L'application des présents règlements est limitée au commerce exercé à l'intérieur de l'île de Montréal, ainsi qu'à l'intérieur de la cité de Québec.

Art. 5.— Il est interdit au détaillant de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre des volailles abattues qui ne répondent pas aux conditions de qualité, catégorie, emballage, marquage ou autres formulées ci-après.

Toutefois, le producteur qui détient en vue de la vente, met en vente ou vend, sans une allégation de catégorie, classe ou qualité, des produits provenant de son exploitation, n'est pas tenu au classement de ces produits.

date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force during a period of one year from the said date.

A. MORISSET,
8541-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 353

Quebec, January 31st, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulations relative to the Grading and the Sale of Dressed Poultry.

IT IS ORDAINED, upon recommendation of the Honourable Minister of Agriculture,

Seeing Article 3 of the Agricultural Products Act (Quebec Revised Statutes, 1941, Chapter 132):

THAT be enacted the regulations entitled "Regulations concerning the Grading and the Sale of Dressed Poultry" and that the said regulations come into force on the 1st of June, 1945.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

TITLE I

General provisions.

Art. 1.— These regulations may be cited as the "Regulations concerning the Grading and the Sale of Dressed Poultry".

Art. 2.— Unless the context otherwise requires:

a) "Act" means the Agricultural Products Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 132);

b) "Minister" means the Minister of Agriculture;

c) "Department" means the Department of Agriculture;

d) "Inspector" means an inspector appointed under the provisions of the Agricultural Products Act;

e) "Producer" means a farmer who ships, transports or sells only the dressed poultry raised on his own farm;

f) "Retailer" means any person who offers, has in his possession for sale or sells dressed poultry to a consumer;

g) "Poultry" means domestic fowl, guinea fowl and pigeons;

h) "Crooked Breast Bone" means a breast bone which interferes with the amount and arrangement of the meat;

i) "Pin feather" means a miniature feather so protruding through the skin that it can be extracted.

Art. 3.— The provisions of the Agricultural Products Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 132) apply to dressed poultry.

Art. 4.— The enforcement of these regulations is limited to commerce carried out within the City of Quebec and within the Isle of Montreal.

Art. 5.— It is forbidden for the retailer to hold or ship for selling purposes, to place on sale or sell dressed poultry which does not fulfill the conditions of quality, grading packing, marking or any others hereafter mentioned.

However, a producer who holds or transports for selling, place on sale or sells, without any declaration of grade, class or quality, products originating from his own farm, shall not be compelled to grade these products.

TITRE II

Des postes enregistrés d'emballage.

Art. 6.— Le classement, le marquage et l'emballage des volailles abattues ne peuvent être faits que dans un poste enregistré d'emballage de volailles, pour lequel un certificat d'enregistrement a été délivré par le Ministre; un producteur n'est pas tenu d'avoir un certificat d'enregistrement.

Art. 7.— Celui qui désire opérer un poste enregistré pour l'emballage des volailles doit présenter, pour chaque poste de ce genre, une demande de certificat d'enregistrement à un bureau régional du Service d'inspection des produits avicoles. Cette demande doit être faite un mois avant la date où l'on désire ouvrir le poste en question.

Le certificat d'enregistrement d'un poste d'emballage de volailles expire le trente et unième jour de mars de chaque année.

Art. 8.— Les certificats annuels d'enregistrement pour les postes d'emballage de volailles ne sont accordés que lorsque les conditions suivantes existent:

a) Locaux propres et en bon état sanitaire;
b) Classement, emballage et marquage des volailles effectués dans un local ou des locaux approuvés à cet effet par l'inspecteur;

c) Local ou chambre de classement bien éclairé et pourvu de balances pour peser les volailles séparément et après l'emballage, ainsi que de râteliers de refroidissement, de casiers de classement et de tables de triage, de banes d'emballage et de tables de marquage et de clouage;

d) Classement des volailles abattues fait uniquement par les classificateurs approuvés par le ministère ou sous leur surveillance directe, et en stricte conformité des règlements touchant les volailles abattues;

e) Locaux dans lesquels les volailles abattues sont refroidies pourvu d'un thermomètre exact pour enregistrer la température;

f) Moyens suffisants pour refroidir, avant le classement, l'intérieur du corps des volailles à une température d'au plus quarante degrés Fahrenheit et maintenir à une température non supérieure à quarante degrés Fahrenheit les locaux où les volailles doivent être classées, emballées et gardées pour l'expédition.

Art. 9.— Il peut être accordé des certificats temporaires d'enregistrement à des postes d'emballage de volailles pour le classement, le marquage et l'emballage des volailles pendant les mois de fin d'automne et d'hiver, pourvu que les dispositions et les moyens pourvus pour le refroidissement et la manutention des volailles soient approuvés par un inspecteur.

Art. 10.— Un numéro sera alloué à chaque poste enregistré d'emballage de volailles, et chaque caisse de volailles emballées dans un poste de ce genre portera les mots "N° d'enr.", suivis du numéro alloué audit poste, et la grandeur des lettres et des chiffres employés sera celle qui est prescrite dans ces règlements. Cette marque paraîtra au centre inférieur de l'extrémité marquée de chaque caisse.

Art. 11.— Le Ministre peut retirer l'enregistrement d'un poste d'emballage de volailles qui enfreint ces règlements et néglige de les observer.

Art. 12.— Les volailles ne doivent pas être mises en tas avant ou après le refroidissement, mais elles peuvent être placées sur les tables de classement et de triage pour faciliter l'emballage.

Art. 13.— En ce qui concerne la conformation, la chair, la quantité de graisse et l'habillage (déchirures, petites plumes, décoloration résultant de meurtrissures ou d'une saignée mal faite)

TITLE II

Registered Poultry Packing Stations

Art. 6.— Dressed poultry shall be graded, marked or packed only in a registered poultry packing station with respect to which a certificate of registration has been issued by the Minister; provided that a certificate of registration shall not be required of a producer.

Art. 7.— Every person desiring to operate a registered poultry packing station shall apply to a district office of the Poultry Products Inspection Service for a certificate of registration for each of such premises. Such application shall be made one month in advance of the date when it is desired to commence.

Certificates of registration of registered poultry packing stations shall expire on the thirty-first day of March of each year.

Art. 8.— Yearly certificates of registration of registered poultry packing stations shall be granted only when:

a) the premises are clean and sanitary;
b) the grading, packing or marking of poultry is done in a room or rooms which in the opinion of the inspector are suitable for the purpose;

c) the grading room shall be adequately lighted and equipped with scales for weighing birds individually and when packed. Also cooling racks, grade bins or sorting table, packing benches, stencilling and nailing tables;

d) the grading of dressed poultry is done only by, or under the direct supervision of, graders approved by the Department and only in accordance with the Dressed Poultry Standards;

e) the premises in which dressed poultry is to be cooled, shall be equipped with an accurate thermometer to record temperature readings;

f) adequate facilities are provided to cool birds before grading to an internal body temperature of at least forty degrees Fahrenheit and to maintain a temperature not higher than forty degrees Fahrenheit in the premises where the birds are to be graded, packed and held for shipment.

Art. 9.— Temporary certificates of registration of registered poultry packing stations may be granted to grade, mark or pack poultry during the late fall and winter months, providing the arrangements and facilities for cooling and handling poultry are approved by an inspector.

Art. 10.— Each registered poultry packing station shall be allotted a number and each box of dressed poultry packed therein shall bear the wording "Reg. No." followed by the number allotted to such station, all in the size of letters and figures as prescribed in these regulations. This mark shall appear at the lower centre of the stencilled end of the box.

Art. 11.— The Minister may cancel the registration of any registered poultry packing station which violates or fails to comply with these regulations.

Art. 12.— Poultry shall not be placed in piles either before or after cooling but may be placed on grading or sorting tables for convenience in packing.

Art. 13.— With respect to conformation, flesh, amount of fat and dressing (tears, pinfeathers, discoloration from bruising or improper bleeding) of any dressed poultry sold or deli-

des volailles abattues, vendues ou livrées à un acheteur, le poste enregistré en est tenu responsable en tout temps.

En ce qui concerne l'état (moisissure, décoloration résultant de la putréfaction ou peau séchée, parcheminée ou décolorée) d'une volaille abattue fraîche ou congelée, vendue ou livrée à un acheteur, le poste enregistré d'emballage dont le numéro apparaît sur cette volaille est responsable pour toute une journée après la livraison à l'acheteur ou la décongélation de cette volaille par l'acheteur.

TITRE III

Des produits classés et des emballages.

Section Ière.— Des espèces et sous-espèces.

Art. 14.— Les espèces et sous-espèces de volailles abattues sont les suivantes:

<i>Espèces</i>	<i>Sous-espèces</i>
Poulets	Poulets mignons (Squab Broilers), Poulets de gril (Broilers), Poulets de poêle (Fryers), Poulets de broche (Roasters), Poulardes, Chapons, Cochets (Stags).
Poules et coqs	
Dindons	Jeunes dindes, dindonneaux, vieux dindons et vieilles dindes.
Canards	Canetons ou jeunes canards, vieux canards.
Oies	Oisillons, vieilles oies.
Pigeons	Pigeonneaux (Squab Pigeons), pigeons.
Pintades	Pintadeaux, pintades.

Art. 15.— Les espèces de volailles comprennent les deux sexes, mais ne font aucune distinction entre les races.

Art. 16.— Les poulets mignons, de gril, de poêle ou de broche, les poulardes, chapons, canetons, oisillons, jeunes dindons ou dindes, pintadeaux et cochets, sont de jeunes oiseaux ayant un cartilage mou et flexible à l'extrémité postérieure du bréchet (sternum). Ce sont des oiseaux qui sont préparés pour le marché et abattus dès qu'ils sont formés ou avant d'avoir atteint leur complet développement et avant d'être employés pour la reproduction.

Les poulets mignons (Squab Broilers) sont de jeunes poulets qui ne pèsent pas plus de 19 livres à la douzaine.

Les poulets de gril (Broilers) sont de jeunes poulets qui ne pèsent pas plus de 28 livres à la douzaine.

Les poulets de poêle (Fryers) sont des poulets qui pèsent de 29 à 42 livres à la douzaine.

Les poulets de broche (Roasters) sont des poulets qui pèsent 43 livres ou plus à la douzaine.

Les chapons sont des poulets mâles châtrés.

Les poulardes sont des poulets femelles châtrés.

Les cochets (Stags) sont des poulets mâles portant des éperons durs et des caractères généraux indiquant l'approche de la maturité.

Art. 17.— Les pigeonneaux (Squab Pigeons) sont de jeunes pigeons qui n'ont jamais volé.

Les poules, coqs, canards, oies, vieilles dindes ou vieux dindons et pintades sont des oiseaux qui ont atteint leur complet développement et n'ont plus de cartilage mou et flexible à l'extrémité du bréchet.

Les pigeons sont de vieux oiseaux qui ont volé et développé des muscles fermes.

Section IIème.— Des catégories.

Art. 18.— (1) Dans le classement des volailles abattues conformément à ces règlements, on

vered to a buyer, the registered poultry packing station shall be responsible at all times.

With respect to condition (musty, mouldy, discoloration from putrefaction, or dried, leathery or discoloured skin) of any fresh or frozen dressed poultry sold or delivered to a buyer, the registered poultry packing station whose number appears on any such poultry shall be responsible for one clear day after delivery to or defrosting thereof by the buyer respectively.

TITRE III

Graded Dressed Poultry and Packing

Section 1.—Kinds and Sub-Kinds

Art. 14.—The kinds and sub-kinds for Dressed Poultry shall be as follows:

<i>Kinds</i>	<i>Sub-kinds</i>
Chickens	Squab Broilers, Broilers, Fryers, Roasters, Poulards, Capons, Stags.
Hens and Roosters	
Turkeys	Young Turkey Hens, Young Turkey Toms, Old Turkey Hens, Old Turkey Toms.
Ducks	Ducklings, Old Ducks.
Geese	Goslings, Old Geese.
Pigeons	Squab Pigeons, Pigeons.
Guineas	Guinea Chickens, Guinea Fowl.

Art. 15.—The kinds of poultry shall include both sexes but shall make no distinction between the breeds.

Art. 16.—Squab Broilers, Fryers, Roasters, Poulards, Broilers, Capons, Ducklings, Goslings, Young Turkeys, Guinea Chickens and Stags are young birds with soft flexible cartilage at the posterior end of the breastbone or keel. They are birds that are prepared for market and killed at or before maturity and before they are used for breeding purposes.

Squab broilers are young chickens weighing not more than 19 pounds to the dozen.

Broilers are young chickens weighing not more than 28 pounds to the dozen.

Fryers are chickens weighing from 29 to 42 pounds to the dozen.

Roasters are chickens weighing from 43 pounds or more to the dozen.

Capons are unsexed male chickens,

Poulards are unsexed female chickens.

Stags are male chickens showing hard spurs and general characteristics approaching the stage of maturity.

Art. 17.—Squab Pigeons are young pigeons that have never flown.

Hens, Roosters, Ducks, Geese, Old Turkey Hens, Old Turkey Toms and Guinea Fowl are mature birds that have no soft flexible cartilage at the end of the breastbone or keel.

Pigeons are old birds, that have flown and developed hard muscle.

Section 2.—Grades

Art. 18.—(1) In grading dressed poultry under these regulations the following factors shall be

tiendra compte des caractères suivants: état ou condition, conformation, chair, graisse et habillement ou préparation.

(2) Pour qu'elles puissent être classées dans l'une ou l'autre des catégories établies sous ces règlements, il faut que les volailles aient toutes les plumes de leur plumage enlevées du corps, des ailes, des jarrets et du cou, jusqu'à un pouce de la tête, que l'anus et les pattes soient lavés et le bec nettoyé.

(3) La tolérance maximum, à l'époque de l'inspection, ne doit pas dépasser un oiseau par vingt-quatre inférieur à la catégorie indiquée, ou un oiseau par trois supérieur à la catégorie indiquée.

Art. 19.— Les catégories établies sous ces règlements sont désignées comme suit:

Catégorie Spéciale de lait
Catégorie A de lait
Catégorie B de lait
Catégorie Spéciale
Catégorie A
Catégorie B
Catégorie C
Catégorie D

Art. 20.— *Catégorie spéciale.*— Les conditions pour l'admission des volailles à la catégorie "Spéciale" sont les suivantes:

a) Conformation physique normale sans difformité;

b) Bien garnies de chair, poitrine pleine et bien recouverte de chair, proportionnellement à la longueur et à la profondeur du corps;

c) Poitrine, dos, hanches et os du bassin bien recouverts de graisse;

d) Pas plus de cinq petites plumes sur la poitrine ou pas plus de dix sur une autre partie du corps;

e) Aucune décoloration provenant d'une cause quelconque;

f) Aucune déchirure sur la poitrine.

Le nombre de déchirures sur le reste du corps de l'oiseau ne doit pas dépasser deux et la longueur de ces déchirures ne doit pas dépasser:

i) un quart de pouce chez les poulets de grill et les pigeons;

ii) un demi-pouce chez les autres poulets, les poules et coqs, les canards et pintades;

iii) trois quarts de pouce chez les dindes et les oies.

Art. 21.— *Catégorie "A".*— Les conditions pour l'admission des volailles à la catégorie "A" sont les suivantes:

a) Conformation physique normale, sans difformité;

b) Relativement bien garnies de chair, proportionnellement à la longueur et la profondeur du corps. Un bréchet légèrement saillant n'est pas une disqualification;

c) Poitrine, dos, hanches et os du bassin montrant de la graisse chez les poulets, et bien recouverts de graisse chez toutes les autres volailles;

d) Pas plus de six petites plumes sur la poitrine, et pas plus de douze sur toute autre partie du corps;

e) Pas de décoloration prononcée provenant d'une cause quelconque d'une étendue de plus d'un demi-pouce carré sur la poitrine, ou d'un pouce carré sur une autre partie du corps et

f) Pas plus d'une déchirure d'une longueur de plus d'un quart de pouce, ou pas plus de trois petites déchirures sur la poitrine.

Le nombre de déchirures sur le reste du corps ne doit pas dépasser deux, et la longueur de ces déchirures ne doit pas dépasser:

i) un demi-pouce chez les poulets, poules et coqs, canards, pigeons et pintades;

considered: condition, conformation, flesh, fat and dressing.

(2) To qualify for any grade under these regulations, poultry must have all plumage feathers plucked from the body, wings, hocks and the neck to within one inch of the head, vents flushed, feet and mouth cleaned.

(3) Maximum allowance at time of inspection shall not exceed one bird in twenty-four below the grade stated or one bird in three above the grade stated.

Art. 19.—The following shall be the grade names under these regulations:

Grade Special Milkfed
Grade A Milkfed
Grade B Milkfed
Grade Special
Grade A
Grade B
Grade C
Grade D

Art. 20.—*Grade special.*—To qualify for this grade, poultry must:

a) be of normal physical conformation with no deformities;

b) be well fleshed, breast full and well fleshed in relation to length and depth of body;

c) have breast, back, hips and pin bones well covered with fat;

d) have not more than five pin feathers on the breast or more than ten elsewhere on the body;

e) have no discoloration from any cause;

f) have no tears on the breast.

Tears elsewhere on the body of the bird must not exceed two and,

i) with broilers and pigeons must not be over one-quarter inch in length,

ii) with other chickens, fowl, ducks and guineas must not be over one-half in length,

iii) with turkeys and geese must not be over three-quarters inch in length.

Art. 21.—*Grade A.*—To qualify for this grade, poultry must:

a) be of normal physical conformation with no deformities;

b) be relatively well fleshed in relation to length and depth of body. Slightly prominent keel bones will not disqualify;

c) chickens shall have the breast, back, hips and pin bones showing fat and all other poultry shall be well covered with fat;

d) have not more than six pin feathers on the breast or more than twelve elsewhere on the body;

e) have no prominent discoloration from any cause exceeding one half-inch square on the breast or one inch square elsewhere on the body, and

f) not have on the breast more than one tear exceeding one-quarter inch in length or more than three small tears.

Tears elsewhere on the body of the bird must not exceed two in number and,

i) with chickens, fowl, ducks, pigeons and guineas must not be over one-half inch in length,

ii) trois quarts de pouce chez les dindons et les oies.

Art. 22.—Catégorie "B".— Les conditions pour l'admission des volailles à la catégorie "B" sont les suivantes:

a) Conformation physique normale, mais un bréchet (os de la poitrine) légèrement tordu n'est pas une cause de disqualification;

b) Raisonnablement charnues, quoique insuffisamment pour la catégorie "A";

c) Couche suffisante de graisse pour que l'oiseau n'ait pas une apparence rouge foncé;

d) Assez bien plumées pour que les petites plumes qui restent ne gâtent pas l'apparence de l'oiseau;

e) Pas de décoloration prononcée provenant d'une cause quelconque;

f) Pas plus de deux déchirures de plus d'un demi-pouce de longueur sur la poitrine.

Le nombre des déchirures sur le reste du corps ne doit pas dépasser trois, et la longueur de ces déchirures ne doit pas dépasser:

i) un demi-pouce chez les poulets, poules et coqs, canards, pigeons et pintades;

ii) un pouce de longueur chez les dindes et les oies.

Art. 23.—Catégorie "C".— Les conditions pour l'admission des volailles à la catégorie "C" sont les suivantes:

Assez bien charnues, pas de fortes décolorations provenant d'une cause quelconque, pas de déchirures de plus de quatre pouces de longueur, pas de bréchet extrêmement tordu ni de petites plumes gâtant sérieusement l'apparence de l'oiseau.

Art. 24.—Catégorie "D".— Comprend toutes les volailles qui ne remplissent pas les conditions voulues pour l'une ou l'autre des catégories supérieures, mais qui cependant sont bonnes pour la consommation.

Art. 25.—Volailles de lait.— Les jeunes canards et les poulets des catégories "Spéciale", "A" ou "B" qui portent de la graisse d'une couleur blanche ou blanc-crème sur la poitrine, le dos, les hanches et les os du bassin et dont la peau et la chair sont d'une texture tendre peuvent être et, en ce qui concerne les poulets, doivent être décrits "de lait" et désignés "Catégorie Spéciale de lait", "Catégorie A de lait", ou "Catégorie B de lait", suivant le cas.

Section IIIème.—*Des emballages.*

Art. 26.— L'emballage de côté ou l'emballage de poitrine seront considérés comme emballages réglementaires et seront facultatifs pour l'emballleur.

Art. 27.— Tous les oiseaux dans un emballage réglementaire seront raisonnablement uniformes quant à la couleur et à la conformation.

Toutes les sous-espèces de volailles seront emballées dans des caisses séparées.

L'emballage réglementaire pour les poulets, poules et pintades est de 12 oiseaux par caisse.

L'emballage réglementaire pour les canards est de six à douze oiseaux par caisse.

L'emballage réglementaire pour les dindons et les oies est de quatre, six, huit, dix ou douze oiseaux par caisse suivant leur poids.

L'emballage réglementaire pour les pigeons est de 1 douzaine, 2 douzaines, 3 douzaines, 4 douzaines, ou 5 douzaines par caisse.

Art. 28.— Les caisses pour les volailles abattues seront doublées de papier parchemin ou de papier ciré ou de tout autre genre de papier approuvé par le Ministre.

Art. 29.— Les poids d'emballage des volailles abattues sont les suivants:

ii) with turkeys and geese must not be over three-quarters inch in length.

Art. 22.—Grade B.—To qualify for his grade, poultry must:

a) be of normal physical conformation but slightly crooked keel bones will not disqualify;

b) be reasonably well fleshed having insufficient flesh to meet the requirements of Grade A;

c) have sufficient fat to prevent a dark red appearance;

d) be sufficiently well plucked that any remaining pin feathers will not detract from the appearance of the bird;

e) have no pronounced discoloration from any cause; and

f) not have more than two tears exceeding one-half inch in length on the breast.

Tears elsewhere on the body must not exceed three in number and,

i) with chickens, fowl, ducks, pigeons and guineas must not be over one-half inch in length,

ii) with turkeys and geese must not be over one inch in length.

Art. 23.—Grade C.—To qualify for this grade, poultry must:

Be fairly well fleshed, not badly discoloured from any cause, not have tears exceeding four inches in length, nor extremely crooked keel bones nor pin feathers that seriously detract from the appearance of the bird.

Art. 24.—Grade D.—Shall include all birds that do not qualify for any of the higher grades but which are fit for human consumption.

Art. 25.—Milkfed poultry.—Ducklings and chickens of the grades "Special", "A" or "B" which show fat on the breast, back, hips and pin bones of a white or creamy white colour with skin and flesh soft in texture may be, and in the case of chickens shall be, described as Milkfed and designated as Grade Special Milkfed, Grade A Milkfed or Grade B Milkfed as the case may be.

Section 3.—*Style of Packing*

Art. 26.—Either side pack or breast pack shall be considered as a regulation pack and shall be optional with the packer.

Art. 27.—All birds in any regulation package shall be reasonably uniform as to colour and conformation.

All sub-kinds of poultry shall be packed in separate boxes.

The regulation pack for chickens, fowl and guineas shall be twelve birds to the box.

The regulation pack for ducks shall be six or twelve birds to the box.

The regulation pack for turkeys and geese shall be four, six, eight, ten or twelve birds to the box according to their weight.

The regulation pack for pigeons shall be 1 dozen, 2 dozen, 3 dozen, 4 dozen or 5 dozen to the box.

Art. 28.—Boxes for dressed poultry shall be lined with parchment or wax paper or any other kind of paper approved by the Minister.

Art. 29.—The following shall be the weights for packing dressed poultry:

a) Poids d'emballage pour les poulets:
 Oiseaux pesant de 11 à 13 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 14 à 16 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 17 à 19 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 20 à 22 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 23 à 25 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 26 à 28 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 29 à 31 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 32 à 34 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 35 à 38 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 39 à 42 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 43 à 48 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 49 à 54 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 55 à 60 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 61 à 66 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant 67 livres et plus.

b) Poids d'emballage pour les dindons:
 Oiseaux pesant de 6 à 8 livres chacun;
 Oiseaux pesant plus de 8 livres et jusqu'à 10 livres chacun;
 Oiseaux pesant plus de 10 livres et jusqu'à 12 livres chacun;
 Oiseaux pesant plus de 12 livres et jusqu'à 15 livres chacun;
 Oiseaux pesant plus de 15 livres.

c) Poids d'emballage pour les oies:
 Oiseaux pesant moins de 10 livres chacun;
 Oiseaux pesant de 10 livres à 12 livres chacun;

Oiseaux pesant plus de 12 livres chacun.

d) Poids d'emballage pour les canards:
 Oiseaux pesant moins de 4 livres chacun;
 Oiseaux pesant de 4 livres à 5 livres chacun;
 Oiseaux pesant plus de 5 livres chacun.

e) Poids d'emballage pour les poules et coqs:
 Oiseaux pesant 30 livres et moins à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 31 à 36 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 37 à 42 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 43 à 48 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 49 à 54 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 55 à 60 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant de 61 à 66 livres à la douzaine;
 Oiseaux pesant 67 livres et plus.

Les tolérances de variation de poids pour les oiseaux emballés dans la même caisse sont les suivantes:

Poulets mignons et poulets de grill — pas plus de $\frac{1}{4}$ de livre par oiseau.

Tous les autres poulets de même que les poules et coqs — pas plus de $\frac{1}{2}$ livre par oiseau.

Canards et canetons — pas plus de 1 livre par oiseau.

Oies et dindons — pas plus de 3 livres par oiseau.

Le nombre d'oiseaux dont le poids dépasse l'écart maximum toléré pour les oiseaux d'une même caisse ne doit pas dépasser un par vingt-quatre.

TITRE IV

Indications et marques.

Art. 30.— À l'exception des volailles vendues et livrées directement aux consommateurs par le producteur, toutes les volailles abattues offertes en vente aux consommateurs dans les magasins de détail, les marchés publics ou ailleurs, doivent être étiquetées à l'aile et marquées sur la poitrine d'une marque et d'une étiquette approuvées par le Ministre et indiquant la catégorie et le numéro d'enregistrement du poste où les volailles ont été classées, conformément à ces règlements.

Art. 31.— Les étiquettes et les marques sont de couleur violette, rouge, bleue et jaune-brune et se rapportent aux catégories "Spéciale", "A", "B", et "C" respectivement.

Art. 32.— La forme, la couleur, le lettrage, le lieu et le mode d'attache des étiquettes employées dans le classement des volailles abattues sont comme il est prescrit par le Ministre.

a) Packing weights for Chickens:

Birds weighing 11 to 13 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 14 to 16 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 17 to 19 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 20 to 22 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 23 to 25 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 26 to 28 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 29 to 31 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 32 to 34 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 35 to 38 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 39 to 42 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 43 to 48 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 49 to 54 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 55 to 60 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 61 to 66 pounds per 12 birds;
 Birds weighing from 67 pounds and up.

b) Packing weights for Turkeys:

Birds weighing 6 to 8 pounds each;
 Birds weighing over 8 pounds and up to 10 pounds each;
 Birds weighing over 10 pounds and up to 12 pounds each;
 Birds weighing over 12 pounds and up to 15 pounds each;
 Birds weighing over 15 pounds each.

c) Packing weights for Geese:

Birds weighing under 10 pounds each;
 Birds weighing 10 pounds and up to 12 pounds each;

Birds weighing over 12 pounds each.

d) Packing weights for Ducks:

Birds weighing under 4 pounds each;
 Birds weighing 4 pounds and up to 5 pounds each;
 Birds weighing over 5 pounds each.

e) Packing weights for Hens and Roosters:

Birds weighing 30 pounds and under per 12 birds;
 Birds weighing 31 to 36 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 37 to 42 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 43 to 48 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 49 to 54 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 55 to 60 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 61 to 66 pounds per 12 birds;
 Birds weighing 67 pounds and up per 12 birds.

Allowance for variation in weight in birds packed in the same box shall be as follows:

Squab and Broiler Chickens— not over $\frac{1}{4}$ pound per bird;

All other Chickens also Fowl— not over $\frac{1}{2}$ pound per bird;

Ducks and Ducklings— not over 1 pound per bird;

Geese and Turkeys— not over 3 pounds per bird.

The number of birds that exceed the maximum allowance in weight of birds within a box shall not be more than one in twenty-four.

TITLE IV

Stencilling and Branding

Art. 30.— Except where dressed poultry is sold and delivered direct to consumers by a producer, all dressed poultry offered for sale to consumers in retail stores, public markets or otherwise shall be tagged in the wing or stamped on the breast of the birds with a mark or a tag approved by the Minister, to show the grade and the registered number of the registered poultry packing station at which the birds were graded, as required by these regulations.

Art. 31.— Tags or marks shall be coloured purple, red, blue or yellow-brown and shall relate to the grades "Special", "A", "B" and "C" respectively.

Art. 32.— The form, colour, lettering, place and method of attachment of tags used in the grading of dressed poultry shall be as prescribed by the Minister.

Art. 33.— Pour les vieux dindons ou dindes, l'étiquette indiquant la marque ou la catégorie portera le mot "vieux" (Vieux dindons ou vieilles dindes).

Art. 34.— Toutes les boîtes ou caisses contenant des volailles auxquelles ces règlements s'appliquent doivent porter, clairement et lisiblement marquées au pochoir (stencil), sur l'extérieur et au moins sur une extrémité, en lettres et chiffres pleins et noirs, d'au moins trois quarts de pouce de hauteur, les jambages des lettres ayant environ un huitième de pouce de largeur et les lettres un demi-pouce de largeur, à l'exception du mot "Étiqueté" qui sera en lettres d'un quart de pouce de hauteur, avec des jambages minces, les indications suivantes:

a) Dans le coin supérieur de gauche: le nombre de volailles dans la caisse.

Cette marque peut être omise pour une caisse qui contient douze (12) volailles, l'emballage reconnu.

b) Dans le coin inférieur de gauche: le mot "Étiquetées" mais seulement si toutes les volailles dans la caisse sont étiquetées sur l'aile; dans ce coin le poids brut du colis peut également être indiqué sous "Étiquetées".

c) Dans le coin inférieur de droite: le poids net.

d) Au centre: en première ligne, l'espèce et la sous-espèce; en deuxième ligne, le mot "catégorie" suivi de la désignation de la catégorie; en troisième ligne, les mots: "de lait", si cette indication est employée.

e) Au centre, sur la ligne du bas, immédiatement sous la désignation de la catégorie, les mots "N° d'enr.", suivis par le numéro alloué.

f) Lorsque l'espèce et la sous-espèce sont indiquées en partie par le même mot, il suffit d'employer un seul nom.

g) Dans le marquage des caisses de dindons, l'espèce et la sous-espèce doivent être indiquées. La sous-espèce peut être désignée par la première lettre ou les premières lettres de la sous-espèce

h) Les cochets et les coqs doivent être marqués comme tels.

i) Lorsque la tête et les pattes sont enlevées ou lorsque les volailles ont été fortement ébouillantées ou vidées, ce fait doit être indiqué sur l'extrémité de la boîte où la catégorie et le poids sont marqués.

Art. 35.— Toutes les volailles abattues qui sont dans les magasins de détail, qu'elles soient ou non exposées à la vue du public, seront considérées comme tenues pour la vente et toutes les marques de catégorie devront être claires et lisibles.

Art. 36.— Toute annonce se rapportant aux volailles abattues devra spécifier le genre et la catégorie de volailles offertes en vente et, dans le cas de dindons, s'ils sont jeunes ou vieux.

Art. 37.— Il est interdit de vendre soi-même ou par l'entremise d'une autre personne, d'offrir ou d'avoir en sa possession pour la vente ou de livrer des volailles abattues marquées et étiquetées, sur les contenants ou ailleurs, du nom d'une catégorie ou d'une marque spécifiée dans ces règlements si la qualité de ces volailles n'est pas conforme à cette catégorie.

On considérera qu'une volaille est faussement marquée si elle n'est pas conforme à la catégorie spécifiée sur l'étiquette ou sur la marque qu'elle porte, ou si elle est inférieure à cette catégorie.

Art. 38.— Toute publication d'annonces inexactes ou trompeuses touchant les volailles offertes ou gardées pour la vente ou la distribution est interdite.

Art. 33.— In the case of old turkeys, the tag or grade mark shall bear the word "old".

Art. 34.— All boxes containing poultry packed under these regulations shall be clearly and legibly stencilled on the outside of at least one end in black block letters and figures three-quarters of an inch in height with stems of letters approximately one-eighth of an inch in width and letters approximately one-half inch wide, except in the case of the word "Tagged" which shall be letters of one-quarter inch in height with thin line stems so as correctly to show:

a) in the left upper corner: the number of birds in the box. This mark may be omitted in the case of a box containing twelve (12) birds, the recognized pack;

b) in the left lower corner: "Tagged" if, and only if, all the birds in the box are wing tagged. In this corner, may also be shown the gross weight of the package under "Tagged";

c) in the right lower corner: the net weight;

d) in the centre: kind and sub-kind on the first line; the word "Grade" followed by the Grade designation on the second line, and where the term "Milkfed" is employed, on the third line;

e) in the bottom centre line directly below the grade designation, the words "Reg. No.—" followed by the number allotted;

f) in instances where the kind and sub-kind are partly designated by the same word only one name need be used;

g) in the making of turkey boxes both kind and sub-kind shall be shown. The sub-kind may be indicated by the first letter or letters of the sub-kind;

h) stags and roosters must be branded as such;

i) in instances where birds have head or feet removed, or have been heavily scalded or been drawn, it shall be so stated on the end of the box where the grade and weight are shown.

Art. 35.— All dressed poultry in retail store premises, whether or not in view of the public, shall be deemed to be kept for sale and all grade markings shall be clear and legible.

Art. 36.— Any advertisement pertaining to dressed poultry shall state the kind and grade of poultry offered for sale and, in the case of turkeys, whether they are young or old.

Art. 37.— No person shall, either by himself or through the agency of any person, sell, offer or have in possession for sale, ship or deliver dressed poultry marked, labelled, tagged or described on the containers or otherwise with or by the name of any grade tag or mark specified in these regulations unless the said dressed poultry conforms in quality to such grade.

Any dressed poultry which fails to conform to or is below the grade specified by any tag or mark thereon shall be deemed to be misbranded.

Art. 38.— No person shall publish an untrue, deceptive or misleading advertisement in respect of dressed poultry offered or held for sale or distribution.

Est inexacte et trompeuse, toute annonce qui, contrairement aux faits, applique directement ou indirectement, à des volailles abattues, une catégorie, espèce ou sous-espèce spécifiée dans ces règlements.

TITRE V

Inspection et saisie.

Art. 39.— Toute personne qui ne se conforme pas à quelque prescription des présents règlements, est coupable d'infraction auxdits règlements.

Seront saisies ou confisquées les volailles classées, emballées, marquées, transportées ou détenues en contravention des dispositions de la Loi ou des règlements.

Art. 40.— L'inspecteur a le droit d'interroger toute personne en charge d'une expédition ou d'un local de vente ou de dépôt de volailles abattues, sur toute matière relative à l'accomplissement des prescriptions de la Loi et des règlements.

La personne interrogée doit répondre honnêtement et au meilleur de sa connaissance et intelligence, à l'interrogatoire susdit et représenter à l'inspecteur, à sa réquisition les documents dont elle est détentrice et qui concernent la vente, le dépôt ou le transport des produits ci-dessus visés.

Les réponses, s'il est jugé utile, sont rapportées dans un procès-verbal rédigé à cette fin.

Art. 41.— Les inspecteurs témoins d'un flagrant délit de contravention sont tenus d'en faire la constatation immédiate. Un procès-verbal est dressé à cet effet et l'inspecteur y consigne toutes les circonstances de nature à établir devant l'autorité judiciaire la valeur des constatations faites.

Art. 42.— Les produits saisis sont laissés en dépôt au propriétaire ou détenteur de la marchandise.

Les produits confisqués, mais qui peuvent servir à l'alimentation, seront distribués à des institutions charitables. Si leur envoi immédiat est impossible, ils sont laissés en dépôt à l'intéressé, ou, sur son refus, dans un lieu choisi par l'inspecteur. S'il s'agit de produits reconnus, corrompus ou toxiques, l'inspecteur peut procéder sur le champ à leur destruction.

L'inspecteur appose un bulletin numéroté sur tout lot saisi, ou confisqué, et laissé en dépôt comme susdit. Ce bulletin doit porter la mention "lot saisi" ou "confisqué", suivant le cas, "en vertu de la Loi des produits agricoles" et la signature de l'inspecteur. Tel bulletin ne peut être enlevé par aucune autre personne qu'un inspecteur.

Les opérations relatives à la saisie, ou confiscation, sont relatées et justifiées dans le procès-verbal.

Art. 43.— Main-levée de la saisie peut être donnée par écrit par tout inspecteur convaincu que le propriétaire ou détenteur de la marchandise s'est, depuis la saisie, conformé à la loi.

Telle main-levée doit être signée par l'inspecteur et porter les indications suivantes: numéro de la saisie, dénomination du produit concerné et nom de l'intéressé.

Art. 44.— Tout procès-verbal est rédigé en triple expédition.

L'original est envoyé par l'inspecteur au Ministre. Une copie est laissée au propriétaire ou détenteur du produit, ou, le cas échéant, au représentant de l'entreprise de transport. Une copie est conservée par l'inspecteur.

Any advertisement which contrary to the fact applies either directly or indirectly to any dressed poultry, any grade, kind or sub-kind set forth in these regulations shall be deemed to be untrue, deceptive or misleading.

TITLE V

Inspection and Seizure

Art. 39.— Any person not complying with the provisions of these regulations is guilty of an infraction against the said regulations.

Dressed poultry graded, packed, marked, carried or held in contravention with the provisions of the law or regulations shall be confiscated or seized.

Art. 40.— The inspector has the right to question any person in charge of a shipment, or of any premises where dressed poultry is sold or kept on any matter concerned with the carrying out of the provisions of the law or of these regulations.

The person questioned must answer honestly and to the best of his knowledge and ability the questions asked, and furnish the inspector, at his request, with every document in his possession concerning the sale, storage or transportation of dressed poultry.

Replies, if it be deemed expedient, shall be set down in a procès-verbal drawn up for such a purpose.

Art. 41.— Any inspector who witnesses a flagrant violation must immediately establish the same. The agent shall draw up a procès-verbal thereof in which he shall enter all the circumstances of a nature to establish before the judicial authorities the value of the evidence collected.

Art. 42.— Seized products shall be left on deposit with the owner or holder of the merchandise.

Dressed poultry which has been confiscated, but can still be used for alimental purposes, shall be distributed to charitable institutions. If immediate forwarding is impossible, it shall be left on deposit with the interested party or, upon his refusal, in a place selected by the inspector. In the case of rotten or toxic products, the inspector may destroy them immediately.

The inspector shall place a numbered Detention Tag on any lot seized or confiscated and left on deposit as above-mentioned. This Detention Tag shall bear the words "Seized" or "Confiscated", as the case may be "under the Agricultural Products Act", with the inspector's signature and shall not be removed by any person other than an inspector.

Operations relative to the seizure or confiscation shall be entered and substantiated in the procès-verbal.

Art. 43.— Withdrawal of a seizure may be given in writing by any inspector who is convinced that the owner or holder of the goods has, since the seizure, complied with the law.

This withdrawal from must be signed by the inspector and carry the following information: number of seizure, name of product concerned and name of the interested party.

Art. 44.— Each procès-verbal shall be drawn up in triplicate.

The original shall be forwarded by the inspector to the Minister. One copy shall be left with the owner or holder of the product or, as the case may be, with the representative of the transporter. One copy shall be retained by the inspector.

Art. 45.— Le propriétaire de volailles confisquées n'a droit à aucune compensation ou indemnité, à moins que le Ministre n'en décide autrement.
8549-o

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 371

Québec, le 31 janvier 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 3365, du 9 septembre 1944, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 9 décembre 1944;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU QUE le Conseil régional du travail a approuvé la modification proposée dans ledit avis, par décision rendue à sa séance du 16 janvier 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 3365 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe "c" de l'article IX est remplacé par le suivant:

"Cependant, dans les petits établissements, il est loisible, suivant entente entre l'employeur et le salarié, de prendre ces vacances en deux semaines différentes, soit les trois premiers jours de la semaine, à condition que copie de cette entente soit déposée au bureau du Comité paritaire pour fins de contrôle. La rémunération du salarié pour les trois derniers jours de travail suivant chaque demi-semaine de congé doit être conforme à celle d'un employé surnuméraire, telle que déterminée au sous-paragraphe 5 du paragraphe "a" de l'article VI du présent décret; durant ces deux demi-semaines de vacances, le salarié n'aura pas droit au congé hebdomadaire stipulé à l'article X."

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

8550-o

Art. 45.— The owner of dressed poultry which has been confiscated shall have no claim to any compensation or indemnity unless the Department shall otherwise decide.

8549-o

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 371

Quebec, January 31, 1945.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the barber and hairdresser trades in Quebec and vicinity.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Minister of Labour has given notice of his intent on to recommend the approval of an amendment to the decree number 3365, of September 9, 1944, relating to the barber and hairdresser trades in Quebec and vicinity;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette* of December 9 1944;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional War Labour has approved the amendment contained in the said notice, by a decision taken at its meeting of January 16, 1945;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 3365 be modified in the following manner: -

Sub-section "c" of section IX is replaced by the following:

"However, in small establishments, it is permissible, after an agreement between the employer and employee, to take such holidays in two different weeks, on the three first days of the week, provided a copy of such agreement be sent to the office of the Parity Committee for verification purposes. The employee's wages for the three last working days following each half-week's holiday shall be equal to those of supernumerary employees as determined in paragraph 5 of subsection "a" of section VI of the present decree; during these two half-week's holidays, the employee shall not be entitled to the weekly holiday stipulated in section X."

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

8550-o

Avis divers

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "The People's Church" de l'Associated Gospel Churches de la province de Québec, 594 ouest, rue Sherbrooke, cité de Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour obtenir son incorporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311, des statuts refondus de la province de Québec 1941, et amendements.

Montréal, le 8 janvier 1945.

Le Procureur de la requérante,

HOWARD S. ROSS,

57, rue St-Jacques ouest,

Montréal.

8225-2-5

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "The People's Church" of the Associated Gospel Churches in the Province of Quebec, 594 Sherbrooke Street West, City of Montreal, will present a Petition to the Lieut.-Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments.

Montreal, January 8, 1945.

HOWARD S. ROSS,

Solicitor for Petitioner.

57 St. James Street West,

Montreal.

8225-2-5-o

HOLLINGER (QUÉBEC) EXPLORATION COMPANY,
LIMITED

(Libre de responsabilité personnelle)

Règlement numéro 6

Un règlement changeant la situation du siège social de la compagnie.

ATTENDU qu'il est convenable de changer la situation du siège social de la compagnie "Hollinger (Quebec) Exploration Company, Limited".

QU'IL soit décrété et il est, par les présentes, décrété par les directeurs de la compagnie "Hollinger (Quebec) Exploration Company", Limited" (Libre de responsabilité personnelle) comme un règlement de la compagnie ce qui suit:

QUE le siège social de la compagnie soit changé de la ville de Arntfield, dans la province de Québec, à chambre 721, Édifice Royal Bank, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, dans la province de Québec.

PASSÉ par les directeurs ce 15ième jour d'octobre 1944.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.

Le Président,

J. R. TIMMINS.

Le Secrétaire,

P. C. FINLAY.

Nous, J. R. Timmins et P. C. Finlay, président et secrétaire respectivement de la compagnie "Hollinger (Quebec) Exploration Company, Limited", certifions que le précédent est une vraie copie du règlement numéro 6 de ladite compagnie.

Daté ce 30ième jour de décembre 1944.

(Signé) Le Président,

J. R. TIMMINS.

(Sceau corporatif)

(Signé) Le Secrétaire,

P. C. FINLAY.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du dix-huit janvier 1945, les règlements généraux de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Montréal" ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 304) et aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23ième jour de janvier 1945.

Le Sous-secrétaire, de la Province,

8535-0

JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 25, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-trois janvier 1945.

Le siège social de l'association précitée est situé à Saint-Casimir, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,

8543-0

JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 49, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 19 janvier 1945.

Le siège social de l'association précitée est situé à Saint-Joseph, comté de Beauce, district de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,

8553-0

JEAN BRUCHÉSI.

HOLLINGER (QUEBEC) EXPLORATION COMPANY,
LIMITED

(No Personal Liability)

By-Law number 6

A By-Law changing the situs of the Company's Head Office.

WHEREAS it is desirable to change the situs of the Head Office of "Hollinger (Quebec) Exploration Company, Limited".

Be it enacted and it is hereby enacted by the Directors of "Hollinger (Quebec) Exploration Company, Limited" (No Personal Liability) as a By-Law of the Company as follows:

THAT the Head Office of the Company be changed from the Town of Arntfield in the Province of Quebec to Room 721, Royal Bank Building, 360 St. James Street West, Montreal, in the Province of Quebec.

PASSED by the Directors this 18th day of October, 1944.

Witness the Corporate Seal of the Company.

J. R. TIMMINS,

President.

P. C. FINLAY,

Secretary.

We, J. R. Timmins and P. C. Finlay, President and Secretary respectively of Hollinger (Quebec) Exploration Company, Limited", certify the foregoing to be a true copy of By-Law Number 6 of the said Company.

Dated this 30th day of December, 1944.

(Signed) J. R. TIMMINS,

(Corporate Seal)

President.

(Signed) P. C. FINLAY,

8530-0

Secretary.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated the eighteenth of January, 1945, the general by-laws of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Montréal" have been approved, and such, in conformity with the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 304) and the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, the 23rd day of January, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

8535

Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 25, Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on January 23rd, 1945.

The principal place of business of the said association is at Saint-Casimir, district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,

8543

Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 49, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the 19th of January, 1945.

The principal place of business of the said association is at Saint-Joseph, county of Beauce, district of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI,

8553

Under Secretary of the Province.

DISCOURS DU TRONE

SPEECH FROM THE THRONE

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

Il m'est agréable de vous voir réunis pour commencer les travaux parlementaires de la première session de la Législature nouvellement élue.

Évidemment, il ne saurait être question pour les nouveaux ministres de proposer, dès la première session, toutes les réformes sociales ou économiques qu'ils préconisent.

Le gouvernement s'appliquera à orienter la politique et la législation en vue d'assurer la primauté de l'être humain sur les choses créées pour l'accomplissement de la haute destinée de l'homme.

Convaincu que nos familles sont les cellules vivantes de notre société et le gage de notre survivance en territoire canadien, le gouvernement s'occupera particulièrement de recommander l'adoption de mesures appropriées pour leur venir en aide et reconnaître leur incomparable contribution au bien-être et à la prospérité de la nation.

L'agriculture et la colonisation auront, dans les préoccupations administratives du gouvernement, le rang qui leur appartient et qui a été reconnu de 1936 à 1939.

Le gouvernement favorisera l'enseignement, encouragera la coopération, excellente formule de durable progrès et de solidarité sociale.

Il facilitera la fertilisation de sols et le drainage des terres. Il s'emploiera à consolider les paroisses organisées et à diriger les défricheurs de façon que toute nouvelle colonie soit, autant que possible, le prolongement naturel de l'ancienne, en fournissant aux colons des terres entièrement libres et sans léser les droits légitimes de la très importante industrie forestière.

Le prêt agricole institué en 1936, ayant donné à l'agriculture la propriété du sol et des bâtiments, condition préalable essentielle, le gouvernement appliquera une saine politique d'électrification rurale par l'entremise de coopératives agricoles d'électricité. Nous voulons que nos cultivateurs puissent bénéficier du développement et des progrès scientifiques dans le domaine hydro-électrique, grâce à une politique qui offrira les meilleures garanties possibles de succès et d'expansion progressive et rationnelle.

Le gouvernement reconnaît la nécessité et la valeur indiscutable du capital sain. Il est bien déterminé à lui rendre pleine et entière justice parce qu'il le considère toujours utile, mais surtout à l'époque présente et en vue du règlement des problèmes d'après-guerre. Le gouvernement saura énergiquement réprimer tous les abus et tous les excès de la finance.

Il tient particulièrement à ce que les ressources hydro-électriques de la province soient utilisées pour le bénéfice de notre population, à des taux raisonnables, et à des conditions qui permettent l'électrification graduelle de nos villages et de nos campagnes. Les ressources naturelles de la province doivent servir le peuple et non pas l'asservir.

Le gouvernement s'emploiera à procurer à notre jeunesse la place à laquelle elle a droit dans l'œuvre de développement de notre province, et c'est son intention d'organiser un service administratif spécialement chargé du bien-être et de l'avenir de la jeunesse.

Afin de connaître exactement la valeur de notre patrimoine provincial, ainsi que les avantages qu'il offre à l'activité des nôtres, le ministre se

*Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

It is agreeable for me to see you assembled to commence your parliamentary labors on the occasion of the first session of the newly-elected legislature.

Evidently it is not expected of the new Ministers that they should propose at the first session all the social and economic reforms which they advocate.

The government will apply itself to shape policy and legislation with a view to assure the primacy of the human being over the things created for the fulfilment of man's high destiny.

Convinced that our families are the living cells of our society, and the assurance of our survival on Canadian territory, the government will particularly take care to recommend the adoption of appropriate measures towards aiding them, and recognizing their incomparable contribution to the wellbeing and prosperity of the nation.

Agriculture and colonization will have in the administrative preoccupation of the government the rank which belongs to them, and which was recognized from 1936 to 1939.

The government will favor education and encourage cooperation; they are an excellent formula of durable progress, and social solidarity.

The government will facilitate the fertilization of soils and the drainage of lands. It will devote itself to consolidating the already organized parishes, and to direct pioneers in such manner that each new colony be, as much as possible, the natural prolongation of the old one, furnishing colonists with lands entirely free, and without wrong to the legitimate rights of the very important forestry industry.

Since Farm Credits instituted in 1936 have given to agriculture the ownership of the soil and buildings, which was an essential preliminary condition, the government will now apply a sane policy of rural electrification by means of agricultural electricity cooperatives. We wish our farmers to be able to benefit from scientific development and progress in the hydro-electric domain, by means of a policy which will offer the best possible guarantees of success and progressive and rational expansion.

The government recognizes the necessity and indiscutable value of sane capital. It is firmly determined to render it full and entire justice because it considers it always useful, more so at the present epoch, and in view of settling the after war problems; but the government will energetically repress all the abuses and all the excesses of finance.

The government holds particularly to the view that the hydro-electric resources of the province should be utilized for the benefit of our population at reasonable rates, and under conditions which will permit the gradual electrification of our villages and our countryside. The natural resources of the province should serve the people, not enslave them.

The government will strive to obtain for our young people the position to which they are entitled in the process of development of our province, and it is its intention to organize an administrative service specially entrusted with the welfare and the future of youth.

The Ministry proposes to continue, complete and improve the inventory of our provincial patrimony, which was commenced in 1937, in

propose de continuer, de compléter et d'améliorer l'inventaire commencé en 1937. Cet inventaire nous mettra à même de surveiller plus étroitement l'exploitation de nos richesses, de diriger à meilleur escient l'exploitation industrielle et agricole, de faciliter l'exploitation rationnelle de nos bois, de nos minerais, de nos pêcheries, de notre houille blanche, d'adapter l'industrie, grande et petite, aux ressources et aux besoins particuliers de chaque région. Cet inventaire procurera en même temps du travail à nos jeunes et facilitera l'utilisation de leurs talents et de leurs énergies.

Le gouvernement sait quels services rendent les différentes professions; aussi entend-il les traiter toutes avec justice. Il a cependant une sollicitude particulière pour la classe ouvrière. Il ne négligera aucun des moyens à sa disposition pour aider l'employeur et l'employé, tous deux indispensables, à collaborer sincèrement et à établir entre eux le règne de la justice et de la charité. Des réformes et des améliorations vous seront recommandées pour atteindre ce but louable et pour donner à la politique et à l'administration de la province une orientation sociale appropriée.

Parmi ces réformes, le gouvernement vous proposera des mesures de réhabilitation et d'adaptation susceptibles de permettre aux victimes d'accidents de travail, aux blessés qui nous reviendront de la guerre, aux infirmes, de pouvoir gagner leur vie et d'apporter leur contribution au bien-être familial et social.

Le gouvernement considère l'industrie forestière d'une importance vitale et des mesures adéquates seront prises afin d'assurer, à la fois, la stabilité de cette industrie et une exploitation profitable pour notre province, en particulier pour nos ouvriers.

Conscient de la valeur de l'enseignement à tous ses degrés, le gouvernement vous demandera votre coopération pour réaliser des améliorations qui seront profitables à l'éducation, au personnel enseignant ainsi qu'aux élèves.

Le gouvernement accordera une attention toute spéciale à la protection de la santé publique et s'occupera du problème très important des jeunes délinquants.

Le développement de nos richesses minières, la mise en marché et la distribution de nos produits, la prospérité de nos pêcheries et l'amélioration de notre réseau routier, particulièrement au point de vue rural, seront aussi l'objet de l'attention du gouvernement.

Afin de sauvegarder les droits démocratiques du peuple, il vous proposera une nouvelle loi électorale.

Le gouvernement considère que la centralisation de la richesse entre les mains d'un petit nombre constitue une injustice flagrante, un danger social; c'est pourquoi il vous soumettra une législation pour venir en aide à la petite propriété.

Vous serez également appelés à étudier des projets pour obtenir une meilleure et plus juste répartition des impôts publics et pour remédier aux injustices qui découlent de la taxe de vente provinciale établie en 1940.

Les membres du service civil provincial sont les collaborateurs de l'administration. Le gouvernement vous soumettra des mesures propres à assurer leur bien-être.

Afin de pouvoir donner à l'administration ainsi qu'à la législation provinciales l'orientation familiale, sociale et nationale que le gouvernement propose, il est nécessaire que la province puisse exercer dans leur intégrité les droits,

order to know exactly the value of it, as well as the advantages which it offers to the activity of our people. This inventory will enable us to survey even more closely the exploitation of our wealth, to direct with a better knowledge our industrial and agricultural development, to facilitate the rational utilization of our wood, our minerals, our fisheries, our "white coal", to adapt industry, small and great, to the resources and particular needs of each region. This inventory will procure at the same time employment for our young people and facilitate the use of their talents and their energies.

The government realizes what services are rendered by the different professions, and consequently intends to treat them all with justice. However, it has a special solicitude for the working class. It will neglect none of the means at its disposal to aid the employer and employee, both of whom are indispensable, to sincerely collaborate, and to establish between them a reign of justice and charity. Reforms and improvements will be recommended to you towards attainment of this laudable aim, and to give to the policy and administration of the province an appropriate social orientation.

Amongst these reforms, the government will propose to you measures of rehabilitation and adaptation susceptible of enabling the victims of industrial accidents, the wounded who will come back from war, the infirm, to earn their livelihood, and to bring their contribution to the family and social wellbeing.

The government considers the forestry industry of a vital importance, and adequate measures will be taken to assure, at the same time, stability of this industry and a profitable exploitation for our province, particularly for our workers.

Conscious of the value of education in all its degrees, the government will invite your cooperation with a view to effect improvements which will be profitable to education, to the teaching personnel, as well as to students.

The government will give a very special attention to the protection of public health, and will concern itself with the very important problem of juvenile delinquency.

The development of our mineral wealth, the marketing and distribution of our products, the prosperity of our fisheries and the improvement of our highway system, particularly from the rural standpoint, will also be the object of the government's attention.

In order to safeguard the democratic rights of the people, it will propose a new electoral law.

The government considers that the centralization of wealth in the hands of a small number constitutes a flagrant injustice, a social danger and, for that reason, it will submit to you legislation to aid small property.

You will equally be called upon to study projects for obtaining a better and more just repartition of public imposts, and to remedy the injustices resulting from the provincial sale tax established in 1940.

The members of the Civil Service of the province are the collaborators of the administration. The government will submit to you appropriate measures to ensure their welfare.

In order to be able to give to both the provincial administration and legislation, the family, social and national orientation which the government proposes, it is necessary that the province be able to exercise in all their integrity the rights,

prérogatives et libertés que lui reconnaît l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Le gouvernement considère qu'il n'appartient ni à une majorité des provinces, ni au gouvernement d'Ottawa, d'apporter des changements à la Constitution canadienne. Il croit fermement que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord est un pacte d'honneur entre les deux grandes races; il entend le respecter, il en exige le respect.

Il estime que la décentralisation administrative et législative est de l'essence même du pacte fédératif, tandis que la centralisation s'apparente à l'hitlérisme, qui répugne profondément à la province de Québec. Le gouvernement entend coopérer à la grandeur et à la prospérité de la Confédération canadienne, fondée sur le respect du pacte fédératif, essentiel à la véritable unité nationale.

A cause de leurs besoins particuliers et de l'étendue de leur territoire, vaste comme une province de la Confédération, il y aurait lieu de donner aux comtés de Charlevoix et de Saguenay chacun un représentant. Le gouvernement vous soumettra un projet à ce propos.

Vous aurez à étudier plusieurs projets susceptibles d'aider au règlement des problèmes d'après-guerre et vous aurez à légiférer sur divers autres matières d'intérêt public et d'intérêt privé.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les Comptes Publics de la dernière année fiscale vous seront distribués et je vous prierais de voter le budget des dépenses pour le prochain exercice.

*Honorable Messieurs du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

Vos délibérations s'inspireront, je n'en doute pas, du désir de réaliser le bien commun. Je demande à Dieu de hâter le triomphe des alliés et de donner au monde une paix juste et durable. Puisse la Divine Providence bénir vos travaux afin qu'ils assurent le progrès de notre chère province et le bonheur de toute sa population.
8555-o

prerogatives and liberties recognized to the province by the British North America Act. The government considers that it belongs neither to a majority of the provinces, nor the Ottawa government, to bring about changes to the Canadian constitution. It firmly believes that the British North America Act is a pact of honor between the two great races: it intends to respect it, it exacts its respect.

It believes that administrative and legislative decentralization is the very essence of the federative pact, whereas centralization is in the nature of Hitlerism which is deeply repugnant to the province of Quebec. The government intends to cooperate in the greatness and prosperity of the Canadian confederation founded upon the respect of the federative pact, essential to true national unity.

Because of their particular needs and the extent of their territory, vast as a province of Confederation, it would be opportune to give to the counties of Charlevoix and Saguenay each a representative. The government will submit a project to you on this subject.

You will also be called upon to study several projects susceptible of aiding in the settlement of after war problems, and you will have to legislate on divers other matters of public and private interest.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

The public accounts for the last fiscal year will be distributed to you, and I ask you to vote the budget of expenditure for the next year.

*Honourable Gentlemen of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

Your deliberations will be inspired, I do not doubt, by the desire to advance the common good. I pray God to hasten the triumph of the allies, and to give the world a just and durable peace. May it please divine Providence to bless your labors so that they may assure the progress of our dear province and the happiness of all its population.
8555-o

Chartes — Abandon de

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie Cosmo Mfg. Inc. donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le 16 janvier 1945.

COSMO MFG. INC.,
Le Secrétaire,
LIBBY COAN.

8531

BLEURY REALTY LIMITED

AVIS PUBLIC

Avis, est par les présentes donné que "Bleury Realty Limited" s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 2 février 1945.

Le Secrétaire,
A. MC MATH.

8536-o

Charters — Surrender of

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Cosmo Mfg. Inc. hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant Governor of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, January 16th, 1945.

COSMO MFG. INC.,
LIBBY COAN,
Secretary.

8531-o

BLEURY REALTY LIMITED

NOTICE

"Bleury Realty Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs Trade and Commerce of the Province of Quebec, for acceptance of surrender of its charter.

Dated at Montreal this 2nd of February, 1945.

A. MC MATH,
Secretary.

8536-o

ÉCONOMIE SOCIALE LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que conformément à la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie Économie Sociale Ltée s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et sa dissolution.

Sherbrooke, ce 6 février 1945.

8544-o

Le Président,
CHS DE L. MIGNAULT.

ÉCONOMIE SOCIALE LTÉE

Notice is hereby given that pursuant to the Quebec Companies Act, Economic Sociale Ltée will make application for leave to surrender its charter and for the dissolution of the Company

Sherbrooke, 6th day of February 1945.

8544-o

CHS DE L. MIGNAULT,
President.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est par les présentes donné que "l'Association d'Hospitalisation du Québec" s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi pour clarifier et étendre sa charte, la loi 6 George VI, chapitre 102, en rapport avec la fourniture de services médicaux et chirurgicaux, pour l'autoriser à faire des arrangements réciproques et pour confirmer son droit exclusif de se servir dans la province de Québec du terme "Plan de la Croix Bleue" et du symbole de la "Croix Bleue".

Montréal, 16 janvier 1944.

Les Procureurs de la requérante.
8322-3-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, pour obtenir une loi pour faire approuver un bail emphytéotique passé avec l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de Sainte-Adelphe et pour obtenir le pouvoir d'acheter un immeuble en construction et des matériaux de construction et pour construire une école sur le terrain loué et pour toutes autres fins à ce sujet.

Trois-Rivières, 18 janvier 1945.

Le Procureur des Commissaires d'Écoles
pour la Municipalité de la Paroisse
de Saint-Adelphe,
8409-4-4-o LÉON MÉTHOT.

AVIS LÉGAL

Avis public est, par les présentes donné, que Son Excellence Monseigneur Joseph-Cyprien Bonhomme, O.M.I., Évêque de Tulana, et Vicaire apostolique du Basutoland, Afrique du Sud, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour faire passer un bill privé le constituant en corporation lui et ses successeurs en office, sous le nom de "L'Oeuvre des Missions Catholiques du Basutoland", ou sous tout autre nom jugé convenable, pour la gestion et l'exploitation, même pour fins de revenus, des biens meubles et immeubles situés dans la province de Québec, et détenus pour le bénéfice des missions du Basutoland et particulièrement un moulin à bois situé à Laval-des-Rapides, ainsi que pour l'organisation et le maintien de foyers.

La nouvelle corporation aura tous les pouvoirs des corporations civiles ordinaires.

Montréal, le 10 janvier 1945.

Le Procureur du requérant,
8291-3-4-o YVES LAURIER.

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that the "Quebec Hospital Service Association" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to clarify and extend its charter, the Act 6, George VI, Chapter 102, in respect of providing medical and surgical services, to authorize it to enter into reciprocal arrangements and to confirm its exclusive right to use in the Province of Quebec the term "Blue Cross Plan" and the "Blue Cross" symbol.

Montreal, 16th January 1945.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
8322-3-4-o Attorneys for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school commissioners for the Municipality of the parish of Saint-Adelphe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, for the passing of an Act to approve the passing of an emphyteutic lease passed with "L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Adelphe" and to secure the power of purchasing an immovable which is being built and the building materials and for the building of a school on the leased land and for other purposes in this regard.

Trois-Rivières, January 18th, 1945.

LÉON MÉTHOT,
8409-4-4 Attorney for the School Commissioners
of the Municipality of the Parish
of Saint-Adelphe.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that His Excellency Most Reverend Joseph-Cyprien Bonhomme, O.M.I., Bishop of Tulana and Vicar Apostolic of Basutoland, South Africa, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, in order to have a private bill passed constituting into a corporation the aforementioned Most Reverend J.-C. Bonhomme, and his successors in office under the name of "L'Oeuvre des Missions Catholiques du Basutoland" or under any other name deemed fit, for the administration and operation, even for revenue purposes, of all property moveable or immovable situated in the Province of Quebec and held for the benefit of the missions of Basutoland and more particularly a lumber mill situated at Laval-des-Rapides, as well as for the organization and maintenance of shelter homes.

The new corporation thus formed will have all the powers of the ordinary civil corporations.

Montreal, January 10th, 1945.

YVES LAURIER,
8291-3-4-o Attorney for the petitioner.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS,
LIMITED

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'une petition pour l'introduction d'un bill privé sera présentée par Canadian Kaolin Silica Products, Limited à la prochaine session de la Législature de la province de Québec afin de faire ratifier et confirmer le titre de Canadian Kaolin Silica Products, Limited à la propriété ci-après décrite, y inclus les bâtisses y dessus érigées et tous droits, circonstances et dépendances et l'en faire déclarer propriétaire absolue et irrévocable, à savoir:

(a) ce certain lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de canton d'Amherst dans la province de Québec comme le lot numéro onze (11) dans le sixième rang sud du dit canton d'Amherst contenant approximativement cent (100) acres en superficie moins une certaine partie du dit lot numéro onze (11) bornée vers le sud et l'ouest par le droit de passage des Chemins de fer Canadiens Nationaux, vers l'est par la ligne de séparation entre le sixième rang sud et le septième rang sud dans le dit canton d'Amherst et vers le nord par le lot numéro dix (10) dans le sixième rang sud du dit canton d'Amherst, le tout sujet aux lois et règlements concernant les terrains publics, mines et pêcheries dans la province de Québec tels qu'énoncés dans l'octroi originaire du dit lot de terre par sa Majesté le Roi en droit de la province de Québec;

(b) ce certain lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du canton d'Amherst dans la province de Québec comme le lot numéro douze (12) dans le sixième rang sud du canton d'Amherst contenant approximativement deux cent une (201) acres en superficie, le tout sujet aux lois et règlements concernant les terrains publics, mines et pêcheries dans la province de Québec tels qu'énoncés dans l'octroi originaire du dit lot de terre par sa Majesté le Roi en droit de la province de Québec.

franche et quitte de tous droits, réclamations, charges, privilèges et hypothèques, sauf et excepté tels droits et privilèges réservés par sa Majesté le Roi en droit de la province de Québec dans l'acte de concession originaire des dits lots de terre.

Donné à la cité de Montréal, ce 12ième jour de janvier 1945.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS,
LIMITED,

Par les Avocats,
ASSELIN, CRANKSHAW,
GINGRAS & TRUDEL.

8302-3-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la loi 22 George V, chapitre 111, et les différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes: ratification et confirmation d'un contrat intervenu le 30 septembre 1944 entre Sa Majesté le Roi, la cité de Salaberry-de-Valleyfield, The Montreal Cotton Company et Beauharnois Light, Heat & Power Company, concernant la réfection des ponts de

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS,
LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that a petition for the introduction of a Private Bill will be presented by Canadian Kaolin Silica Products, Limited at the forthcoming session of the Legislature of the Province of Quebec for the purpose of ratifying and confirming the title of Canadian Kaolin Silica Products, Limited to and causing Canadian Kaolin Silica Products, Limited to be declared the full and complete owner of the property hereinafter described, including the buildings thereon erected and all rights, members and appurtenances, that is to say:

(a) that certain lot of land known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the Township of Amherst in the Province of Quebec as Lot Number Eleven (11) in the Sixth Range South of the said Township of Amherst containing approximately one hundred (100) acres in area less a certain portion of the said lot Number Eleven (11) bounded towards the South and West by the right of way of the Canadian National Railways, towards the East by the dividing line between the Sixth Range South and the Seventh Range South in the said Township of Amherst and towards the North by Lot Number Ten (10) in the Sixth Range South of the said Township of Amherst, the whole subject to the laws and regulations concerning public lands, mines and fisheries in the Province of Quebec as stated in the original grant of such lot of land by His Majesty the King in Right of the Province of Quebec;

(b) that certain lot of land known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the Township of Amherst in the Province of Quebec as Lot Number Twelve (12) in the Sixth Range South of the Township of Amherst containing approximately two hundred and one (201) acres in area, the whole subject to the laws and regulations concerning public lands, mines and fisheries in the Province of Quebec as stated in the original grant of such lot of land by His Majesty the King in Right of the Province of Quebec.

free and clear of any and all rights, claims, charges, privileges, hypothecs or encumbrances, save and except only such rights and privileges reserved by His Majesty the King in Right of the Province of Quebec in the original grant of the said lots of land.

Given at the City of Montreal this 12th day of January, 1945.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS,
LIMITED,

Per: ASSELIN, CRANKSHAW,
GINGRAS & TRUDEL,
Attorneys.

8302-3-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Salaberry-de-Valleyfield will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, amending its charter, the Act 22 George C, chapter 111, and the different Acts amending the same, on the following matters: the ratification and confirmation of a contract passed on the 30th of September, 1944, between His Majesty the King, the City of Salaberry-de-Valleyfield, the Montreal Cotton Company and the Beauharnois Light, Heat and Power Company, respecting the

la rue Chaussée; commutation de taxes foncières en faveur de Merck & Co. Limited; droit pour la cité d'établir et d'opérer un service d'autobus dans ses limites; annexion dans son territoire d'une partie de la municipalité de la paroisse de la Grande-Ile; annexion dans son territoire d'une partie de la municipalité de la paroisse Sainte-Cécile; autorisation pour la cité d'adopter un règlement de construction et de zonage sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal; autorisation d'adopter le budget d'une année fiscale dans le courant de l'année précédant ladite année fiscale; autorisation de charger et de percevoir une taxe de cinq centins sur chaque billet d'admission dans un lieu d'amusements; changement de la date de préparation de la liste électorale; changement de la date des élections municipales; changements au mode d'élection du conseil; changements du nom des propriétaires au rôle d'évaluation après chaque mutation de propriété; autorisation de conclure des baux et contrats, et pour autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 15 janvier 1945.

Le Maire de la Cité,
ROBERT CAUCHON.

Le Greffier de la Cité,
CHARLES CODEBECQ.

8303-3-4-o

LES MISSIONNAIRES OBLATS DE MARIE
IMMACULÉE

Avis est, par les présentes, donné que "Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée", de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement l'article 11 de la loi 5 George V, chapitre 103, pour y supprimer la mention des lots suivants:

Dans le Rang 2 du Canton Beresford: les lots 10b, 10c, 11a, 11b, 11c, 12a, 12b, 13a, 13b, 14a, et 14b;

Dans le Rang 2 du Canton Beresford: les parties des lots 9a, 9b, 9c et 10a; suivant actes enregistrés sous les numéros 57655, 58942, 59354 et 65742 au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne;

Dans le Rang 3 du Canton Beresford: les lots 11a, 12a, 13a y compris l'île McGibbon et 14a;

Dans le Rang 3 du Canton Beresford: la partie du lot 10 suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne sous le numéro 59354;

Aussi pour ériger le territoire représenté par les lots susmentionnés en municipalité distincte, sous le nom de Dozois, ou sous tout autre nom jugé convenable, avec juridiction exclusive sur ses chemins publics et droit de propriété exclusive du rivage du Grand Lac des Sables, à Ste-Agathe des Monts; aussi pour que la nouvelle municipalité ne soit pas soumise aux articles 52 à 330 du Code municipal mais soit administrée par le même conseil que celui de la corporation; aussi pour que toute nouvelle acquisition de territoire soit incorporée *ipso facto* dans la nouvelle municipalité; aussi pour que tous emprunts contractés par la nouvelle municipalité ne soient pas soumis aux formalités des articles 758 à 783 inclusivement du Code municipal, pourvu que la corporation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée garantisse les dits emprunts.

Montréal, 12 janvier 1945.

Les Procureurs des pétitionnaires,

8200-3-4-o

TRUDEL & SIMARD.

repairing of certain bridges of the Chaussée street; the commutation of taxes on land in favour of Merck & Co. Limited; the right for the City to establish and operate an autobus service within its limits; the annexation to its territory of part of the municipality of the parish of la Grande-Ile; the annexation to its territory of part of the municipality of the parish of Sainte-Cécile; the authorization for the City to adopt a by-law for building and zoning without any other formality than the approval of the Municipal Council; authorization to adopt the budget of a fiscal year in the course of the year preceding the said fiscal year; authorization to change and collect a five cent tax on each admission ticket to a place of amusement; the changing of the date of preparation of the electoral list; change of the date of the municipal elections; change in the mode of election of the Council; changes in the name of owners on the valuation roll after each mutation of property; to enter into leases and contracts; and for other purposes.

Salaberry de Valleyfield, January 15th, 1945.

ROBERT CAUCHON,
Mayor of the City.

CHARLES CODEBECQ,
City Clerk.

8303-3-4

LES MISSIONNAIRES OBLATS DE MARIE
IMMACULÉE

Public notice is hereby given that "Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée", of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session in order to have a bill passed amending Article 11 of the law 5 George V, Chapter 103 for the purpose of abrogating the mention of the following lots:

a) In Range two in Beresford Township: lots number 10b, 10c, 11a, 11b, 11c, 12a, 12b, 13a, 13b, 14a et 14b;

b) In Range two in Beresford Township: parts of lots number 9a, 9b, 9c and 10a; according to Deeds registered in the Registry Office of Terrebonne County under numbers 57655, 58942, 59354 and 65742;

c) In Range three in Beresford Township: lots number 11a, 12a, 13a including McGibbon Island and 14a;

d) In Range three in Beresford Township: part of lots 10 according to Deed registered in the Registry Office of Terrebonne County under number 59354;

Also to erect the territory represented by the above mentioned lots into a separate municipality, under the name of "Dozois", or under any other name deemed convenient with exclusive jurisdiction upon its public roads and exclusive right of ownership of the shore of the Great Lac des Sables, at Ste-Agathe des Monts; also to dispense the new municipality to comply with Articles 52 to 330 of the Municipal Code in order that same should be administered by the same authority as that of the corporation itself; also to allow any new acquisition of land to be incorporated *ipso facto* in the new municipality; also to dispense the new municipality, as far as borrowings are concerned, to comply with the formalities provided for in Articles 758 to 783 inclusively of the Municipal Code, provided the corporation of "Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée" warrants said borrowings.

Montreal, January 12th, 1945.

TRUDEL & SIMARD,

Attorneys for petitioners.

8200-3-4-o

Avis est par les présentes donné que dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny, de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, veuve de feu Arthur Roy, en son vivant gentilhomme, du même lieu, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale concernant la succession dudit feu Arthur Roy, autorisant ladite dame Marie-Antoinette-Louise de Montigny et les légataires universels aux termes du testament olographe du dit feu Arthur Roy, en date du 9 décembre 1926, à faire entre eux un acte de conventions comportant la distribution d'une partie des biens de la succession et déterminant pour l'avenir les droits de chacun d'eux sur le résidu des biens de la dite succession et pour autres fins.

Montréal, ce 12 janvier, 1945.

Les Procureurs de la requérante,
8309-3-4-o LAJOIE, GÉLINAS & MACNAUGHTEN.

AVIS

Avis est donné que Anita Dombrowski, fille majeure, Théodore Dombrowski, électricien, et Adolphe Dombrowski, électricien, tous de la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi les autorisant à aliéner certains immeubles qui leur proviennent de la succession de feu Joseph Bergeron, en son vivant de Québec, mesureur de bois, nonobstant la substitution créée par le testament de ce dernier.

Québec, le 10 janvier 1945.

Le Procureur des requérants,
ROBERT BEAUDOIN.

8292-3-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi ayant pour objet d'autoriser la Cité à utiliser une somme de cinquante mille dollars (\$50,000.00) pour le paiement du coût de l'outillage et d'appareils à incendie et à employer le résidu à toutes autres fins municipales qu'elle jugera à propos, ladite somme ayant été reçue du gouvernement de cette province en l'année 1940 et versée alors au fonds de roulement de la Cité.

Saint-Hyacinthe, ce 16 janvier 1945.

Le Procureur de la requérante,
PH. POTHIER.

8304-3-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Cité de Lévis s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi annexant à son territoire les lots numéros 2, 8, 16, 20, 27, 31 et la subdivision numéro 1 du lot originaire numéro 35, tous du cadastre de la paroisse de St-David de l'Auberivière, pourvoyant à la création d'une Commission d'Urbanisme, permettant au conseil d'imposer une charge d'eau sur les personnes en chambre, augmentant les pouvoirs d'expropriation de la Cité, et pour autres fins.

Lévis, 16 janvier 1945.

Le Greffier de la Cité,
LIONEL LEMIEUX.

8323-2-4-o

Notice is hereby given that dame Marie Antoinette Louise de Montigny, of the City of Outremont in the District of Montreal, widow of the late Arthur Roy, in his lifetime gentleman, of the same place, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of a special Act concerning the estate of the said late Arthur Roy, authorizing the said dame Marie Antoinette Louise de Montigny and the universel legatees under the terms of the holograph will of the said late Arthur Roy dated December 9, 1926, to enter into a deed of Agreement, whereby a portion of the assets of the Estate is to be distributed among themselves, and whereby their rights for the future on the remainder of the assets of the Estate will be determined and for other purposes.

Montreal, January 12th, 1945.

LAJOIE, GÉLINAS & MACNAUGHTEN,
8309-3-4-o Attorneys for the Petitioner

NOTICE

Notice is hereby given that Anita Dombrowski, spinster of age, Théodore Dombrowski, electrician, and Adolphe Dombrowski, electrician, all of the City of Quebec, will apply to the Legislature at the next session for the passing of a special act authorizing them to dispose of certain immovables bequeathed to them by the will of the late Joseph Bergeron, of the City of Quebec, culler, notwithstanding the substitution created by the said will.

Quebec, January 10th, 1945.

ROBERT BEAUDOIN,
8292-3-4-o Attorney for the Petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that the City of St. Hyacinthe will apply to the Legislature at its next session, regarding the passing of an Act authorizing the City to use a sum of fifty thousand dollars (\$50,000.00) for the payment of the cost of fire apparatus and equipment and to use the balance for any purpose which the municipality may deem advisable, this amount having been received from the Government of this Province in the year 1940 and at that time added to the Working Fund.

St. Hyacinthe, January 16th, 1945.

PH. POTHIER,
8304-3-4-o Solicitor for Petitioner.

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lévis will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act annexing to its territory lots numbers 2, 8, 16, 20, 27, 31 and subdivision number 1 of primitive lot number 35, all of the official cadastre for the parish of St-David de l'Auberivière, authorizing the creation of a Town Planning Commission, authorizing the imposition of a water charge on persons living in rooms, increasing the expropriation powers of the City, and for other purposes.

Lévis, January 16th 1945.

LIONEL LEMIEUX,
8323-2-4-o City Clerk.

Avis est par les présentes donné que le Révérend Sydney Williams, ministre de l'Église Anglicane, le Révérend Robert Charlton, ministre de l'Église Unie du Canada, Elmer McMullen, ingénieur, Robert Maxwell, opérateur de centrale électrique, William Mueller, chimiste, Charles Nelson Crutchfield, directeur d'école, Hugh Wyman, ingénieur, et Herbert James Ward, ingénieur, tous de la cité de Shawinigan Falls, s'adresseront à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi formant en la cité de Shawinigan Falls une corporation sous le nom de Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company; conférant à la dite corporation la possession à titre de propriétaire et l'administration du cimetière protestant de Shawinigan Falls; définissant les pouvoirs généraux et les devoirs de la corporation et pourvoyant à la formation et au fonctionnement de son conseil d'administration.

Shawinigan Falls, ce 16^e jour de janvier 1945.

Les Procureurs des requérants,
8345-3-4-o DÉSILETS & DESHAIES.

AVIS PUBLIC

VILLE DES ILES LAVAL

Avis public est par les présentes donné que monsieur J.-Aldéric Pariseau, courtier, de la ville des Iles Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendant la charte de la ville des Iles Laval, dans le but de déclarer ses biens immobiliers exempts de toutes taxes imposées ou à être imposées pour la construction et l'entretien d'un pont construit en vertu de l'article 21 de la charte de la ville des Iles Laval, telle exemption ayant un effet rétroactif depuis l'imposition de la taxe actuellement en vigueur relativement à ce pont.

Montréal, ce 16 janvier 1945.

Les Procureurs du requérant,
8346-3-4-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & MONTPETIT.

Avis public est par les présentes donné que H. Gauthier, de Hull, P.Q.; M. Cloutier, de Québec; J.-A. Larin, de Valleyfield; J.-S. Joly, de St-Lin; Donat Tremblay, de Napierville; L.-Eug. Courtois et G. Vandelac, de Montréal, tous directeurs de funérailles, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui pourront se joindre à eux, sous le nom de "La Corporation des Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec" — "The Corporation of Funeral Directors and Embalmers of the Province of Québec", pour les fins déterminées ci-après.

La Corporation aura pour fins la promotion des intérêts professionnels des embaumeurs et directeurs de funérailles de la province de Québec, ainsi que le progrès de l'hygiène et la santé publique.

Les règlements de la Corporation seront sujets à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

La Corporation pourra prélever de ses membres une contribution.

Les entreprises de funérailles et d'embaumement actuellement existantes pourront être admises dans la Corporation. Les entreprises futures, dans les villes de plus de 7,000 âmes, devront présenter, avant d'être admises dans la

Notice is hereby given that Reverend Sydney Williams, Minister of the Anglican Church, Reverend Robert Charlton, Minister of the United Church of Canada, Elmer McMullen, engineer, Robert Maxwell, power-house operator, William Mueller, chemist, Charles Nelson Crutchfield, school principal, Hugh Wyman, engineer, and Herbert James Ward, engineer, all of the City of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act forming in the city of Shawinigan Falls a corporation under the name of Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company; granting to the said corporation the possession as proprietor and the management of the protestant cemetery of Shawinigan Falls; defining the general powers and the duties of the corporation and providing for the creation and the functioning of its board of directors.

Shawinigan Falls, this 16th day of January, 1945.

DÉSILETS & DESHAIES,
8345-3-4-o Attorneys for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

TOWN OF ILES LAVAL

Public notice is hereby given that Mr. J. Aldéric Pariseau, broker, of the Town of Iles Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session, for the passing of a special Act amending the charter of the Town of Iles Laval, for the purpose of declaring its immovable properties exempt from taxes levied or to be levied for the construction and maintenance of a bridge built under article 21 of the charter of the Town of Iles Laval, such exemption to have a retroactive effect from the time of the levying of the tax actually in force respecting the said bridge.

Montreal, January 16th, 1945.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
8346-3-4 BEAULIEU & MONTPETIT,
Attorneys for Applicant.

Public notice is hereby given that H. Gauthier, of Hull, P.Q.; M. Cloutier, of Quebec; J.-A. Larin, of Valleyfield; J.-S. Joly, of St-Lin; Donat Tremblay, of Napierville; L.-Eug. Courtois and G. Vandelac, both of Montreal, all funeral directors, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating them and all others who may join them as a corporation, under the name of "La Corporation des Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec" — "The Corporation of Funeral Directors and Embalmers of the Province of Québec", for the purposes hereinafter set forth.

The purposes of the corporation the promotion of the professional interests of embalmers and funeral directors of the Province of Quebec, and also the furtherance of public health and hygiene.

The by-laws of the Corporation will be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

The Corporation may collect a contribution from its members.

The actually existing funeral and embalming undertakings may be admitted into the Corporation. Future undertakings, in towns of more than 7,000 souls, must present, before being admitted into the Corporation, certain guaran-

Corporation certaines garanties prévues dans les règlements de telle Corporation; mais celle-ci, en présence de ces garanties, ne pourra refuser aucune demande d'entrée.

La Corporation aura les pouvoirs généraux nécessaires à ses opérations, tels que le droit d'acquérir et le droit d'aliéner des biens meubles ou immeubles.

Le siège social de la Corporation sera situé à Montréal.

Montréal, 15 janvier 1945.

Les Procureurs des requérants,
PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE
& DANSEREAU.

8320-3-4-o

tees provided for in the by-laws of the said Corporation; but the said Corporation, in the presence of such guarantees, cannot refuse any application for entrance.

The said Corporation shall be endowed with the general powers required for its operations, such as the right to acquire and the right to dispose of movable or immovable property.

The head office of the Corporation will be at Montreal.

Montreal, January 15th, 1945.

PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE
& DANSEREAU,
Attorneys for applicants.

8320-3-4

AVIS

Avis public est, par les présentes, donné que "La Corporation de l'École Polytechnique", de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour amender et refondre sa charte, la Loi 57 Victoria, chap. 23, telle qu'amendée, aux fins de mieux définir, étendre, préciser et modifier ses pouvoirs et attributions, ainsi que de ratifier et confirmer certaines nominations, contrats et décisions prises par la corporation, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 29 janvier 1945.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
& MONTPETIT.

8479-5-4-o

Public notice is hereby given that "La Corporation de l'École Polytechnique", of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its next session, in order to obtain a special law for the purpose of amending and revising its charter, the Act 57 Victoria, chap. 23, for the purposes of better defining, extending, precisising and modifying its powers and attributions, and also of ratifying and confirming certain appointments, contracts and decisions made by the corporation, and for other purposes.

Montreal, January 29th, 1945.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
& MONTPETIT,
Attorneys for Petitioner.

8479-5-4-o

NOTICE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Val d'Or s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir ce qui suit:

1^o Que l'article 13 de la Charte de la ville de Val d'Or, 1 George VI, chapitre 121, soit remplacé par le suivant:

13.— L'article 108 de la Loi des Cités et Villes est remplacé, pour la ville de Val d'Or, par le suivant:

108.— Le Conseil doit, par résolution, nommer un officier appelé "gérant", qui sera l'officier exécutif de la municipalité et aura pour fonctions de surveiller et de diriger, sous le contrôle du conseil, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter; ce gérant devra être sujet britannique et devra fournir le cautionnement déterminé par le ministre des affaires municipales, qui aura droit de veto quant à la nomination du gérant.

2^o Que l'article 17 de la Charte de la ville de Val d'Or, soit remplacé par le suivant:

17.— Le gérant reste en fonctions durant le bon plaisir du conseil; cependant, il ne peut être destitué et son traitement ne peut être diminué que par une résolution adoptée à la majorité absolue de ses membres, et cette résolution n'a d'effet que lorsqu'elle a reçu l'approbation du ministre des affaires municipales de Québec.

3^o Que l'article 19 de la Loi I, George VI, chapitre 121, remplacé par l'article 19 de la Loi 4, George VI, chapitre 96, soit de nouveau remplacé par le suivant:

19.— Jusqu'au premier jour non férié de février 1952, la Commission Municipale de Québec exercera sur la ville de Val d'Or les droits, pouvoirs et direction prévus par la Loi 22, George V, chapitre 56, telle que modifiée, articles 39, 41, 43, 44, 46, 46a, à 46x, inclusivement.

4^o Que demande soit faite à la Législature d'accorder à la ville de Val d'Or le droit d'ac-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Val d'Or will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the following:

1. That section 13 of the Charter of the town of Val d'Or, 1 George VI, chapter 121, be replaced by the following:

13.— Section 108 of the Cities and Towns Act, for the town of Val d'Or, is replaced by the following:

108.— The council shall, by resolution appoint a "manager" who shall be executive officer of the municipality, whose duties shall be to supervise and direct under the control of the council, the affairs of the municipality and the work it causes to be carried out; such manager must be a British subject and must give the security determined by the Minister of Municipal Affairs, who will be entitled to "veto" the appointment of the manager.

2. That section 17 of the Charter of the town of Val d'Or, be replaced by the following:

17.— The manager shall remain in office during the council's pleasure; and he cannot be dismissed or his salary reduced except by a resolution adopted by the absolute majority of the members of the council and such resolution shall not have effect until approved Minister of Quebec Municipal Affairs.

3. That section 19 of the Act 1, George VI, chapter 121, replaced by section 19 of the Act 4, George VI, chapter 96, be again replaced by the following:

19.— The Quebec Municipal Commission shall, until the first juridical day of February 1952, exercise in the town of Val d'Or, the rights, powers and control contemplated by the Act 22, George V, chapter 56, as amended by sections 39, 41, 43, 44, 46, 46a to 46x, inclusively.

4. That application be made to the Legislature to grant to the town of Val d'Or the right to

quérir, par expropriation ou arbitrage, ou de gré à gré, les terrains non-subdivisés situés dans les limites actuelles de la ville de Val d'Or.

5° Que demande soit faite à la Législature pour donner en outre le droit à la ville de Val d'Or d'acquérir, par expropriation ou arbitrage, ou de gré à gré, une superficie additionnelle de 1 mille carré dans le rang VII du canton de Dubuisson, lequel territoire est adjacé aux limites actuelles de la ville de Val d'Or, ce qui augmenterait d'autant la superficie de la ville de Val d'Or.

Donné sous mon seing, à Val d'Or, ce 24 janvier 1945.

Le Procureur de la Requérente,
8474-5-4-o LUCIEN TOURIGNY.

acquire, by expropriation or arbitration or by private agreement, the unsubdivided lots of land situate within the actual limits of the town of Val d'Or.

5. That application be made to the Legislature to grant, moreover, to the town of Val d'Or, right to acquire by expropriation, arbitration or by private agreement, an additional area of one square mile in range VII of the township of Dubuisson, said territory being adjacent to the actual limits of the town of Val d'Or, which shall increase to that extent the area of the town of Val d'Or.

Given under my hand, at Val d'Or, this 24th of January 1945.

LUCIEN TOURIGNY,
Attorney for the Applicant.

La Cité de Drummondville donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des modifications à sa charte et à certaines dispositions de la Loi des Cités et Villes, quant à elle, sur les matières suivantes:

1.— Le pouvoir de décréter par résolution du Conseil la création d'une charge municipale prévue à l'article 108 de la Loi des Cités et Villes;

2.— Le pouvoir d'appliquer la loi concernant la destitution de certains officiers des Cités et Villes, Chap. 235 S. R. 1941, pour ce qui regarde la destitution du gérant de la Cité;

3.— Décréter un nouveau mode d'élection des échevins de la Cité.

Drummondville, 31 janvier 1945.

Le Procureur de la cité
de Drummondville,
8491-5-4-o MARCEL MARIER.

The city of Drummondville gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter and to certain provisions of the Cities and Towns Act, respecting said City, on the following matters:

1.— Power to enact, by resolution of the Council, the creation of a municipal office provided by section 108 of the Cities and Towns Act;

2.— Power to apply the Municipal Officers Dismissal Act, Chap. 235, R. S. 1941, to that which concerns the dismissal of the manager of the City.

3.— To enact a new mode of election of the City aldermen.

Drummondville, January 31st, 1945.

MARCEL MARIER,
Attorney of the City
of Drummondville.

Avis est par les présentes donné que Monsieur Médéric Charbonneau, bijoutier, de la cité de Montréal, et son épouse Dame Marie-Isabella Bernard demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ayant pour but de compléter et de clarifier une disposition de leur contrat de mariage, relative à la dévolution de certains biens dudit Médéric Charbonneau.

Les Procureurs des requérants,
8289-3-4-o ASSELIN, CRANKSHAW, GINGRAS & TRUDEL.

Notice is hereby given that Mr. Médéric Charbonneau, jeweller, of the city of Montreal, and his wife, Dame Marie-Isabella Bernard, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a Bill for the purpose of completing and clarifying a provision of their marriage contract, relating to the devolution of certain property of said Médéric Charbonneau.

ASSELIN, CRANKSHAW, GINGRAS
& TRUDEL,
8289-3-4 Attorneys for the Applicants.

Avis public est par les présentes donné que M. Lazar Bodnariuk, de la cité de Montréal, et MM. Dorofei Marchuk, Ilarion Diakoniuk, Gabriel Burak, Sam Vertilneck, Sava Tahil, Joseph Harasimovitch, George Zizian, Nicholas Malaryk, Stephen Kisilenko, Wasy Ostapovich, Peter Danychuk, Nicholas Olynyk, Andrew Harasimovitch, Lawrence Kotuba, tous de la cité de Lachine, et membres de The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant et précisant les pouvoirs de ladite corporation, relativement à son administration, à l'élection des syndics, à l'admission des membres, à la tenue des assemblées et autres matières de gouvernement interne.
Montréal, 20 janvier 1945.

Les Procureurs des requérants,
8405-4-4-o ASSELIN, CRANKSHAW, GINGRAS & TRUDEL.

Public notice is hereby given that Mr. Lazar Bodnariuk, of the City of Montreal, and Messrs. Dorofei Marchuk, Ilarion Diakoniuk, Gabriel Burak, Sam Vertilneck, Sava Tahil, Joseph Harasimovitch, George Zizian, Nicholas Malaryk, Stephen Kisilenko, Wasy Ostapovich, Peter Danychuk, Nicholas Olynyk, Andrew Harasimovitch, Lawrence Kotuba, all of the City of Lachine, and members of The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act amending and determining the powers of the said corporation, respecting its administration, the election of trustees, the admission of members, the holding of meetings and other matters of internal government.
Montréal, January 20th, 1945.

ASSELIN, CRANKSHAW,
GINGRAS & TRUDEL,
8405-4-4 Attorneys for the Applicants.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Verdun, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session ou à la présente session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale,

1. afin d'amender la Loi 23 Geo. V, chap. 59 se rapportant aux salaires des commissaires et au referendum à suivre en pareil cas;
2. pour modifier la Loi de l'Instruction Publique quant à la date de l'entrée en vigueur de la liste électorale et quant aux avis à être donnés en vertu de l'article 294 et quant à l'assemblée publique dont il est question à l'article 348;
3. pour être autorisée à contracter un emprunt pour la construction d'une école;
4. pour être autorisée à porter au fonds général divers montants obtenus par suite d'emprunt ou autrement et qui restent maintenant dans les comptes spéciaux.

Montréal, 2 février, 1945.

Les Procureurs du requérant,
PATENAUDE, PATENAUDE, HÉBERT
& TRAHAN.

8532-6-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that The Catholic School Commission of Verdun, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session or at the present session for the passing of a special Act:

1. to amend the Act 23 Geo. V, chap. 59 respecting the salaries of commissioners and the referendum to be taken in such cases;
2. to amend the Education Act as regards the date of the coming into force of the electoral list respecting notices to be given under section 294 and as regards the public meeting referred to in section 348;
3. to be authorized to float a loan for the building of a school;
4. to be authorized to place, in the general funds, the various amounts obtained from loans or otherwise and which now remain in special accounts.

Montreal, February 2nd, 1945.

PATENAUDE, PATENAUDE, HÉBERT
& TRAHAN,
Attorneys for applicant.

8532-6-4

AMENDEMENTS A LA CHARTE

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- 1.— Pour autoriser la Cité de Verdun à faire des règlements concernant les divisions, subdivisions ou resubdivisions des terrains.
- 2.— Pour abolir le Comité Exécutif et fixer l'indemnité des membres du Conseil.
- 3.— Pour modifier le projet de règlement concernant le contrat avec la Compagnie des Tramways de Montréal.
- 4.— Pour fixer les procédures concernant l'évaluation et son rôle d'homologation.
- 5.— Pour augmenter le nombre de Quartiers dans la Cité.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P. Q., ce 6ième jour de février 1945.

Le Conseil juridique de la Cité,
FRS FAUTEUX.

8545-6-4-o

CHARTER AMENDMENTS

Notice is hereby given by the City of Verdun that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain amendments to the City Charter on the following subjects:

- 1.— To authorise the City of Verdun to make by-laws concerning the division, subdivision or resubdivision of land.
- 2.— To abolish the Executive Committee of the City Council and fix the indemnity of the Council members.
- 3.— To modify the draft by-law concerning the contract with the Montreal Tramways Company.
- 4.— To determine the procedures concerning the valuation roll and its homologation.
- 5.— To increase the number of Wards in the City.

Given at the City Hall, Verdun, P. Q., this 6th February 1945.

FRS. FAUTEUX,
City Solicitor.

8545-6-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Berthierville, ayant sa principale place d'affaires en la Ville de Berthierville, demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, de fixer, pour fins municipales seulement, l'évaluation des immeubles appartenant à Eddy Match Company Limited et Melchers Distilleries Company Limited présentement existants et situés en la Ville de Berthierville.

Montréal, ce 7 février 1945.

Les Procureurs de la Requérante,
SYLVESTRE, PELLETIER & LACROIX.

8554-6-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Berthierville, having its principal place of business in the Town of Berthierville, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the fixing, for municipal purposes only, of the valuation of the immoveables belonging to Eddy Match Company Limited and Melchers Distilleries Company Limited actually existing and located in the Town of Berthierville.

Montreal, February 7th, 1945.

SYLVESTRE, PELLETIER & LACROIX,
Attorneys for Petitioner.

8554-6-4-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLEVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of

la Province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523, du 5 février 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 370 du 31 janvier 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 10 février 1945, au 9 février 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis audit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés réguliers, supplémentaires et apprentis régis par le décret.

b) Tous les salariés régis par ledit décret sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

Tous les employeurs régis par le décret doivent percevoir, au nom du comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ces derniers.

Les employeurs professionnels doivent transmettre au comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ledit rapport doit être envoyé au comité pas plus tard que le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible. Conséquemment, les cotisations de février seront payables le 10 mars et ainsi de suite jusqu'au 10 mars 1946.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport, s'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec, pour les douze mois commençant le 10 février 1945.

COMITÉ CONJOINT DES TANNERIES ET CORROIERIES
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 février 1945 et le 9 février 1946.

Quebec, formed under decree No. 523, of February 5, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 370, of January 31, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from February 10, 1945, to February 9, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll and of the bonuses, allocations remitted to their regular or supernumerary employees and to their apprentices governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the amounts sent to the Parity Committee.

All the professional employers governed by the decree shall collect, for the Parity Committee, the assessments levied upon the employees, from the wages which they pay to them.

The professional employers shall send to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the amounts collected from their employees; the said report shall not be sent to the committee later than the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which the report is exigible. Consequently, the assessments of February shall be payable on March 10, and so forth, until March 10, 1946.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial activities and send same to the Minister of Labour on the following date: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec, for the twelve months commencing February 10, 1945.

THE TANNERS AND CURRIERS JOINT COMMITTEE
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between February 10, 1945, and February 9, 1946.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels (½ de 1% de \$600,000.00)	\$3,000.00
Cotisations des salariés (½ de 1% de \$600,000.00)	3,000.00
	\$6,000.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire-inspecteur	\$1,040.00
Salaire de la sténographe	624.00
Salaire du vérificateur de rapports	624.00
Dépenses de bureau	430.00
Ameublement de bureau	522.00
Audition	100.00
Frais de déplacement des membres	1,000.00
Dépenses de voyage de l'inspecteur	1,000.00
Divers et procédures	500.00
Bonis	160.00
	\$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY
 Ministère du Travail,
 Québec, 10 février, 1945. 8542-o

Receipts:

Professional employers' assessments (½ of 1% of \$600,000.00)	\$3,000.00
Employees' assessments (½ of 1% of \$600,000.00)	3,000.00
	\$6,000.00

Disbursements:

Salary of the Secretary-Inspector	\$1,040.00
Salary of the stenographer	624.00
Salary of the report checker	624.00
Office expenses	430.00
Office furniture	522.00
Audition	100.00
Travelling expenses of members of Committee	1,000.00
Travelling expenses of inspector	1,000.00
Miscellaneous and proceedings	500.00
Bonuses	160.00
	\$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy-Minister of Labour.
 Department of Labour,
 Quebec, February 10, 1945. 8542-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Jean, à l'effet de modifier de la façon suivante, le décret numéro 1983 du 24 septembre 1938 et amendements—relatif aux métiers du bâtiment dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

1° Que le paragraphe "a" de l'article II soit radié et remplacé par le suivant:

"II.—*Taux de salaires:*—a.—Les taux de salaires minima seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaires horaires
Briqueur, plâtrier, maçon, y compris les tailleurs sur le chantier	\$0.78
Charpentier-menuisier, poseur de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, divisions en acier, menuisier, forme à béton (boutique ou chantier), poseur de planchers de bois	0.70
Poseur de "weatherstrips"	0.63
Electricien	0.73
Préposé aux grues	0.63
Préposé aux malaxeurs à vapeur	0.63
Préposé aux malaxeurs à gazoline	0.48
Préposé aux compresseurs	0.58
Porteur d'oiseau	0.48
Journalier (ouvrier non qualifié)	0.48
Poseur de lattes (bois ou métal)	0.63
Poseur de marbre	0.78
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapissier, vernisseur de planchers	0.66
Plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie:	
Compagnons	0.73
Compagnons juniors	0.63
Couvreur-amiante, ardoise, tuile et composition:	
Compagnons	0.63
Aides	0.48
Ouvrier-tôlier	0.73
Poseur de terrazo	0.63

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been submitted to him by the Joint Committee of the Building Trades of St. John, for the purpose of amending, in the following manner, the decree number 1983, of September 24, 1938, and amendments, relating to the building trades in the City of St. John and the town of Iberville. It is requested:

1° That sub-section "a" of section II be deleted and replaced by the following:

"II.—*Rates of wages:*—a.—The following shall be the minimum rates of wages for each one of the trades hereinafter mentioned:

Trades	Hourly rates
Bricklayers, plasterers, masons, including cutters on the field	\$0.78
Carpenter-joiners, erectors of screens (wood or metal), sashes, windows, steel partitions, joiners, concrete forms (shop of job), wood floor makers	0.70
Weatherstrippers	0.63
Electricians	0.73
Enginemen (hoist)	0.63
Enginemen (steam mixer)	0.63
Enginemen (gasoline mixer)	0.48
Compressor operators	0.58
Hod carriers	0.48
Common workers	0.48
Lathers (wood or metal)	0.63
Marble setters	0.78
Painters, sprayers, decorators, glaziers, paper hangers, floor varnishers	0.66
Plumbers, steamfitters and pipe mechanics:	
Journeymen	0.73
Junior journeymen	0.63
Roofers: asbestos, slate, tile and composition:	
Journeymen	0.63
Helpers	0.48
Sheet metal workers	0.73
Terrazo layers	0.63

Ouvrier préposé aux machines pour polir le terrazo:	
Machines à sec	0.58
Machines à l'eau	0.53
Poseur de tuiles	0.73
Finisseur de ciment	0.48
Poseur et préposé à l'entretien de brûleurs à l'huile, de pompes à gazoline ..	0.68"

2° Que le paragraphe 9 de l'article XI soit radié et remplacé par le suivant:

"9.— Les taux de salaires payés aux apprentis seront les suivants:

1.— Pour les apprentis des métiers de plombier, de poseur d'appareil de chauffage, de mécanicien en tuyauterie, de ferblantier, de charpentier-menuisier, d'électricien.

1ère année	\$0.35
2ième année	0.40
3ième année	0.45
4ième année	0.55

2.— Pour les apprentis peintres, aspergeurs, vitriers, décorateurs, tapissiers:

1ère année	\$0.30
2ième année	0.35
3ième année	0.40
4ième année	0.50

Les taux de salaires payés aux apprentis briqueteurs, maçons et plâtriers seront fixés d'après un pourcentage des taux minima payables aux ouvriers qualifiés de ces métiers, et ce pourcentage de rémunération s'établit comme suit:

1ère année	30%
2ième année	45%
3ième année	60%
4ième année	75%"

3° Que le taux de "quatre-vingt-sept (\$0.87) cents" apparaissant à la fin du premier alinéa du paragraphe "a" de l'article IIIa soit remplacé par le taux de "un dollar (\$1.00)".

4° Que le taux de "cinquante-huit (\$0.58) cents" apparaissant à la fin du troisième alinéa du paragraphe "a" de l'article IIIa soit remplacé par le taux de "soixante-dix (\$0.70) cents".

5° Que les taux de "\$0.70" et "\$0.47" apparaissant dans le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article IIIa soient remplacés respectivement par les taux de "\$0.80" et "\$0.60".

6° Que le paragraphe "d" de l'article IIIa soit remplacé par le suivant:

"d.— Taux de salaires:— Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Peintres (fer structural)	\$0.85
Travailleurs en fer structural (toutes catégories)	1.00
Chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur	1.00
Aides chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur	0.75"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 février 1945.

8552-0

Men working on the machine for the polishing of terrazo:

Dry polishing	0.58
Water polishing	0.53
Tile setters	0.73
Cement finishers	0.48

Men doing the installation of, or maintenance work on oil burners, gasoline pumps

2° That sub-section 9 of section XI be deleted and replaced by the following:

"9.— The rates of wages paid to apprentices shall be as follows:

1.— For those of the plumbing, heating, pipe-fitting, sheet-iron working, carpenter's, joiner's and electrician's trades:

1st year	\$0.35
2nd year	0.40
3rd year	0.45
4th year	0.55

2.— For those of the painter's, sprayer's, glazier's, decorator's and paper hanger's trades:

1st year	\$0.30
2nd year	0.35
3rd year	0.40
4th year	0.50

The wage rates of the apprentices of the bricklayer's, mason's and plasterer's trades shall be determined according to a percentage of the minimum rates payable to the skilled workers of such trades, and the said percentage shall be established as follows:

1st year	30%
2nd year	45%
3rd year	60%
4th year	75%"

3° That the rate "eighty-seven (\$0.87)", mentioned at the end of the first paragraph of sub-section "a" of section IIIa, be replaced by the rate "one dollar (\$1.00)".

4° That the rate "fifty-eight (\$0.58) cents", mentioned at the end of the third paragraph of sub-section "a" of section IIIa, be replaced by the rate "seventy cents (\$0.70)".

5° That the rates "\$0.70" and "\$0.47", mentioned in the last paragraph of sub-section "b" of section IIIa, be replaced, respectively, by the rates "\$0.80" and "\$0.60".

6° That sub-section "d" of section IIIa be replaced by the following:

"d.— Rates of wages:— The following are the minimum rates of wages for each one of the trades hereinafter mentioned:

Trades	Hourly rates
Painters (structural iron)	\$0.85
Structural iron workers (all categories)	1.00
Boiler-makers, erectors and steam generator mechanics	1.00
Boiler-makers', erectors' and steam generator mechanics' helpers	0.75"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall consider the objections which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1945.

8552-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la Commission conjointe pour l'Industrie de la Robe de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la robe, dans la province de Québec. On demande:

1° Que l'article IV soit remplacé par le suivant: "IV.— *Définition spéciale: — Employeurs et employés: —* Sans limiter en aucune façon les définitions contenues dans ledit décret, tout intermédiaire, détaillant ou autre personne ayant des vêtements fabriqués pour lui sera considéré comme un employeur; tout travailleur à domicile sera considéré comme employé, tout entrepreneur sera considéré en même temps comme employeur et employé, et tout employeur faisant personnellement le travail d'un ouvrier de l'industrie, tel que défini, devra être considéré comme un employé pour les fins de ce décret et sera sujet aux dispositions de ladite loi et dudit décret."

2° Que l'article XII soit remplacé par le suivant:

"XII.— 1.— Il n'est pas permis de donner du travail pour être fait ou exécuté à domicile sur des vêtements dont la fabrication est assujettie au présent décret à une personne déjà à l'emploi de l'établissement ou atelier manufacturier qui distribue tel travail ou de tout autre établissement ou atelier manufacturier. Personne ne peut faire exécuter le dit travail dans une maison, un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou un local utilisé comme tel excepté dans les cas stipulés ci-après.

2.— Aucun travail sur vêtements, dont la fabrication est assujettie au présent décret, ne peut être donné ou accepté par qui que ce soit si tel travail doit être fait ou exécuté dans une maison, un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou un local utilisé comme tel à moins que cette personne n'ait obtenu un certificat lui permettant de donner ou d'accepter du travail industriel à domicile. Ce certificat doit être émis par la Commission conjointe pour l'Industrie de la Robe de la province de Québec. La personne (du sexe masculin ou féminin) ci-après appelée "travailleur à domicile", et qui exécute du travail à domicile, sera considérée comme employée du manufacturier pour lequel le travail est exécuté.

Le certificat ci-haut mentionné ne sera accordé que si le travailleur à domicile doit faire tel travail pour gagner sa vie et ne peut l'exécuter dans un établissement ou atelier manufacturier

i) en raison de son âge ou d'une incapacité physique ou mentale, ou

ii) parce qu'il doit prendre soin d'un invalide ou d'enfants mineurs et, par conséquent, ne peut quitter la maison.

3.— La Commission conjointe, après enquête et avec des preuves jugées suffisantes, peut accorder un certificat autorisant l'exécution d'un travail industriel à domicile à la suite d'une demande à elle adressée, faite sur des formules qu'elle fournit, et assermentée par le futur salarié (travailleur à domicile) et l'employeur. Cette demande devra mentionner:

- a.— Le nom et l'adresse de l'employeur;
- b.— Le nom et l'adresse, ainsi que l'âge et le statut matrimonial du salarié (travailleur à domicile);

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that The Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has submitted to him a petition to amend the decree number 3519, of September 24, 1940, and its amendments, relating to the dress industry, in the Province of Quebec. It is requested:

1° That section IV be replaced by the following:

"IV.— *Special definition: — Employees and employers: —* Without in any way limiting the definitions as herein contained, every jobber, retailer, or other person having goods manufactured for him shall be deemed to be an employer, every homemaker shall be deemed to be an employee, and every contractor shall be deemed to be both an employer and an employee, and every employer personally engaged in doing any work ordinarily done by an employee in the Industry as defined shall be deemed to be an employee for the purposes of this decree, and shall be bound by the provisions of the said Act and of this decree."

2° That section XII be replaced by the following:

"XII.— 1.— No one shall give work to be done or performed at home on garments coming under the jurisdiction of this Decree, to any person who is already employed in his manufacturing establishment or shop or any other manufacturing establishment or shop. No one shall cause such work to be done in or about a home, apartment, tenement, or a room in a residential establishment or premises used as such, except as provided hereinafter.

2.— No work on garments coming under the jurisdiction of this Decree shall be given to and or accepted by any person to be done or performed, in or about a home, apartment, tenement or room in a residential establishment or premises used as such, unless he or she has obtained a certificate permitting him or her to give and/or to accept Industrial Homework, from the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, and the person hereinafter called the homemaker doing the work at home shall be deemed to be the employee of the manufacturer for whom the work is being done.

This certificate shall be granted only if the homemaker requires the work to earn a livelihood but cannot adjust himself or herself to work in a manufacturing establishment or shop

i) by reason of age or mental or physical disability and/or

ii) Because his or her constant presence is required at home to care for an invalid person or minor children.

3.— The Joint Commission, after investigation and on proof deemed by it to be sufficient, may grant a certificate allowing Industrial Homework upon presentation to it of an application on forms provided by it, signed under oath both by the prospective employee (Homeworker) and employer containing:

- a.— The name and address of the employer;
- b.— The name and address, age and marital status of the employee (Homeworker);

c.— Les opérations à être exécutées par le salarié (travailleur à domicile);

d.— Une déclaration attestant que le salarié (travailleur à domicile) a besoin de travailler pour gagner sa vie et qu'il lui est impossible de travailler dans un établissement ou atelier manufacturier

i) à cause de son âge ou d'une incapacité physique, ou

ii) parce qu'il doit constamment rester à la maison pour prendre soin d'un invalide ou d'enfants mineurs;

e.— Tout autre renseignement quant à l'état physique et hygiénique de la maison que la Commission conjointe peut juger nécessaire.

f.— Tout autre renseignement jugé nécessaire par la Commission conjointe.

4.— Le travailleur industriel à domicile aura toujours le droit de porter en appel auprès du Ministre du Travail le refus de la Commission conjointe d'accorder le certificat prévu au paragraphe 3 du présent article. La décision du Ministre sera finale.

5.— Dans tous les cas où le travail à domicile est autorisé, l'employeur devra distribuer directement à ses salariés (travailleurs à domicile) tous les articles et étoffes requis. L'employeur ne peut faire parvenir les dits articles et étoffes, soit directement ou indirectement, par l'entremise d'entrepreneurs ou de distributeurs de travail à domicile. Aucun entrepreneur ou distributeur de travail à domicile n'a le droit de recevoir ou de distribuer des articles ou étoffes pour l'exécution ou comme résultat d'un travail industriel à domicile. Il n'est pas permis à un travailleur à domicile de redistribuer tout travail qu'il peut avoir reçu en raison d'un permis à d'autres travailleurs à domicile, même s'il s'agit de membres de sa famille. Les dispositions de cet alinéa sont impératives, nonobstant toute autre clause de cet article ou ce décret à ce contraire.

6.— L'employeur doit limiter le travail qu'il donne à un salarié (travailleur à domicile) pour être fait ou exécuté à domicile, même sous permis, à la somme fournie pendant une semaine, durant les heures légales de travail, par le salarié moyen de son atelier ou d'ateliers comparables. Avant de donner d'autre travail à un travailleur à domicile, l'employeur doit avoir reçu dudit travailleur le travail qu'il lui avait confié, complètement terminé. Tous les vêtements faits par les travailleurs à domicile doivent porter une étiquette identifiant l'employeur et le salarié (travailleur à domicile).

7.— On doit déterminer et établir de la façon suivante la durée de travail du travailleur à domicile:

L'inspecteur de la Commission conjointe doit s'assurer du nombre d'heures requis pour la fabrication complète, par un travailleur à domicile, d'au moins une douzaine de vêtements, de quelque modèle que ce soit, confiés à ce dernier.

Le nombre total des heures de travail consacré par un travailleur à domicile à la fabrication de vêtements de quelque modèle que ce soit doit être déterminé en multipliant le nombre d'heures requis pour faire une douzaine de vêtements d'un modèle quelconque par le nombre total de douzaines de vêtements du même modèle ou d'un modèle comparable complétés par le dit travailleur à domicile.

8.— L'employeur doit rémunérer tout travail fait ou exécuté à domicile par les salariés (travailleurs à domicile) à un taux hebdomadaire, quotidien ou horaire 10% plus élevé que les taux payés dans son atelier ou dans des ateliers com-

c.— The craft to be performed by the employee (Homeworker);

d.— A declaration that the employee (Homeworker) requires the work in order to earn a livelihood but cannot adjust to work in a manufacturing establishment or shop

i) by reason of age or mental or physical disability

ii) because his or her constant presence is required at home to care for an invalid person or minor children;

e.— Any other information relating to the physical and hygienic condition of the home that the Joint Commission may consider advisable and necessary.

f.— Any other information deemed necessary by the Joint Commission.

4.— The industrial homeworker shall be at liberty, at any time, to appeal to the Minister of Labour against a refusal of the Joint Commission to grant the certificate stipulated in sub-section 3 of the present section. The decision of the Minister shall be final.

5.— The employer shall, in all cases where homework is permitted, distribute directly to his employees (Homeworkers), all materials and articles of homework. No employer shall give out any materials or articles of homework, either directly or indirectly, through homework contractors or distributors. No homework contractors or distributors shall receive or distribute any materials or articles for or as a result of Industrial Homework. No homeworker shall redistribute any work which he or she may receive as a result of a permit, to other homeworkers whether or not they are members of his or her family. The prohibitions in this paragraph shall be deemed to be absolute, anything in this Section or Decree to the contrary notwithstanding.

6.— No employer shall give work to an employee (Homeworker) to be done or performed at home, even under permit, in greater quantity than can be produced in a period of one week, during legal working hours, by the average employee in his shop or in comparable shops. Before giving additional work, the employer must receive from the homeworker the work already in his or her possession fully completed. All garments made by homeworkers must bear a tag identifying the employer and employee (Homeworker).

7.— The time worked by the homeworker shall be determined and established by the following method:

The Inspector of the Joint Commission shall ascertain the time required by a homeworker to complete at least one dozen garments of any given style being worked upon by him or her.

The total time spent by a homeworker working at home on garments of any given style or comparable styles shall be established by multiplying the duration of time required to make a dozen garments of a given style by the total number of dozens of garments of the same or comparable styles completed by the said homeworker.

8.— All work done or performed by employees at home (Homeworkers) shall be paid for by the employer at a weekly, daily or hourly rate which is 10% higher than the rates paid in his shop or in comparable shops in the Industry for

parables de l'industrie, pour des opérations similaires, ou à un taux à la pièce, si le mode de paiement est à la pièce, 10% plus élevé que ceux payés dans son atelier ou dans des ateliers comparables de l'industrie.

Nonobstant l'alinéa précédent, le travailleur à domicile ne pourra jamais recevoir moins que les taux minima stipulés dans les articles VIII et IX du décret, majorés de 10%, et il ne peut y avoir détermination de taux à la pièce si ces derniers sont moins élevés que ces taux minima.

Nonobstant toute violation des dispositions de ce décret, et en particulier de cet article XII, l'employeur doit toujours verser au travailleur à domicile les taux minima fixés ci-haut.

Aucune déduction ne peut être faite sur le salaire d'un travailleur à domicile pour l'achat de fil ou pour les frais de transport; tout ceci doit être payé par l'employeur.

Il appartient à l'employeur de livrer et recueillir tout le travail.

9.— Toute imperfection dans le travail du travailleur à domicile doit être réparée par ce dernier. Il est loisible à l'employeur de faire faire les réparations ailleurs pourvu que le coût de ces réparations ne soit pas défrayé par le travailleur à domicile à qui le dit travail avait été confié en premier lieu.

10.— Tout employeur doit faire parvenir à la Commission conjointe des rapports dûment signés sur les formules fournies par la dite Commission conjointe. On devra y mentionner:

a.— i) Les noms, adresse et numéro de certificat pour travail à domicile de toute personne à laquelle il donne du travail pour être fait ou exécuté à domicile;

ii) La date de livraison de tel travail;

iii) Le genre d'opération à exécuter, le modèle, la description et la quantité de vêtements ainsi que le prix qui doit être payé pour le travail avec mention du mode de paiement, soit à la semaine, à la journée, à l'heure ou à la pièce.

b.— Les formules sur lesquelles ces renseignements doivent être donnés doit être faite en triplicate, et l'original doit être envoyé par l'employeur au bureau de la Commission conjointe dans un délai maximum d'une semaine suivant la date de livraison du travail. Une copie doit accompagner le travail donné au travailleur à domicile. La troisième copie doit être gardée par l'employeur pour une période minimum d'une année afin d'être disponible pour fins d'examen par la Commission conjointe."

Durant les trente jours suivant la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 février 1945.

8556-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2402 du 16 septembre 1942 et amendements, relatif aux

similar operations or at piece work rates, if the system of payment is by the piece, which are 10% higher than those paid in his shop or in comparable shops in the Industry.

Notwithstanding the foregoing paragraph, in no case shall the homemaker receive less than the minimum wages as provided in Section VIII and IX of the Decree increased by 10%, and no piece work rates shall be fixed which do not yield these minimum wages.

Notwithstanding any violations of any of the provisions of this Decree, and particularly of this Section XII, the employer must in all cases, nevertheless, pay the homemaker the minimum wages as hereinabove specified.

No deductions shall be made from the wages of the homemaker for thread and transportation charges which must be paid by the employer.

All work must be delivered and collected by the employer.

9.— The Homemaker is obliged to repair all garments incorrectly made by him or her. The employer may, however, have the repairs executed elsewhere but shall not charge the cost thereof to the homemaker who originally made the garments.

10.— Every employer must furnish the Joint Commission with records duly signed on forms provided by the Joint Commission showing:

a.— (i) The names, addresses and homework certificate numbers of all persons to whom he gives work to be done or performed at home;

(ii) The date when the said work was given;

(iii) The craft of the said work, the style, description and quantity of the garments and the price of labour to be paid therefore and the basis of payment, whether by the week, day or hour or by the piece.

b.— The forms containing the foregoing information must be made in triplicate and the original must be filed by the employer at the office of the Joint Commission no later than one week from the date of giving the work. A copy must be given with the work to the homemaker. The third copy must be kept by the employer for a period of not less than one year and be held available for examination by the Joint Commission."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall consider the objections against the said petition which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1945.

8556-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been submitted to him by the Building trades Joint Committee of the Eastern Townships District, for the purpose of amending, in the following manner, the decree number 2402, of September 16, 1942, and amendments, relating to the

métiers du bâtiment dans la région des Cantons de l'Est:

1° Que le mot "Main-d'œuvre" mentionné dans la cédule des salaires, paragraphe "a" de l'article III, soit remplacée par le mot Manœuvre".

2° Que les dispositions suivantes soient ajoutées à la cédule des salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article III:

	Zones			
	I	II	III	IV
"Préposés aux machines fixes ou portatives à l'électricité de même qu'aux grues et malaxeurs à l'électricité	\$0.60	\$0.55	\$0.50	\$0.45
Poseurs de marbre et terrazzo	0.60	0.55	0.50	0.45
Opérateurs d'ascenseurs ou montes charges	0.75	0.70	0.70	0.65
Forgerons	0.70	0.65	0.65	0.60
Opérateurs de pelles mécaniques (48 heures)	45.00	45.00	40.00	40.00
Chauffeurs de pelles	0.65	0.60	0.55	0.50
Porteurs d'eau	0.35	0.35	0.35	0.30"

3° Que le paragraphe "d" suivant soit ajouté à l'article VI:

"d.— De plus, dans les cas où l'ensemble des travaux à exécuter sur un chantier déterminé, y compris les salaires et les matériaux, n'excède pas \$200.00, tout salarié ou employeur qui exécute ou fait exécuter tels travaux en dehors des heures réglementaires prévues au présent article ou excédant huit (8) heures par jour ou durant les jours fériés énumérés à l'article X, doit, au préalable, en donner avis au Comité paritaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 février 1945. 8551-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que l'Association des Policiers de Sherbrooke lui a présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Cité de Sherbrooke,

D'AUTRE PART:

L'Association des Policiers de Sherbrooke, pour l'employeur et les salariés des fonctions visées, suivant les conditions ci-après:

I. La présente convention s'applique et s'étend à la cité de Sherbrooke et à ses employés des services de la police municipale mentionnés ci-après.

II. — *Salaires minima*:— Les taux de salaire suivants seront payés chaque semaine, aux employés ci-après énumérés:

Capitaines:	
1ère année	\$ 36.00
2ième année	37.00

building trades in the Eastern Townships District. It is requested:

1° That the word "Labourer" mentioned in the wage schedule of section 3-a be replaced by the words "Labourer" common workers.

2. That the following provisions be added to the list of wages, sub-section "a" of section III:

	Zones			
	I	II	III	IV
Operators - stationary or portable electric machines and electric cranes and mixers	\$0.60	\$0.55	\$0.50	\$0.45
Marble and terrazzo layers	0.60	0.55	0.50	0.45
Elevator operators	0.75	0.70	0.70	0.65
Blacksmiths	0.70	0.65	0.65	0.60
Mechanical shovel operators (48 hours)	45.00	45.00	40.00	40.00
Firemen (mechanical shovels)	0.65	0.60	0.55	0.50
Waters carriers	0.35	0.35	0.35	0.30"

3. That the following sub-section "d" be added to section VI:

"d.— Moreover, when the cost of all operations to be performed with regard to one job does not exceed \$200.00, including wages and materials, every employee or employer performing or carrying on such operations outside the regular hours established in the present section or after eight (8) hours in one day, or on the holidays enumerated in section X, shall previously give notice thereof to the Parity Committee."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall consider the objections which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 10, 1945. 8551-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that "L'Association des Policiers de Sherbrooke" has submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The City of Sherbrooke,

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Policiers de Sherbrooke", for the employer and the employees of the functions concerned, according to the following conditions:

I.— This agreement shall apply and extend to the City of Sherbrooke and to its employees of the Municipal Police service herein after mentioned:

II. — *Minimum rates of wages*:— The following shall be the minimum rates of wages paid each week, to the employees hereafter mentioned:

Captains:	
1st year	\$36.00
2nd year	37.00

3ième année	38.00
4ième année	39.00
5ième année	40.00

3rd year	38.00
4th year	39.00
5th year	40.00

Sergents:

Sergents:

1ère année	\$ 33.00
2ième année	33.50
3ième année	34.00
4ième année	34.50
5ième année	35.00

1st year	\$33.00
2nd year	33.50
3rd year	34.00
4th year	34.50
5th year	35.00

L'échelle de salaires ci-dessus, pour les capitaines et les sergents, sera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946.

The above wage list, for captains and sergeants, shall be in force until January 1, 1946.

Constables:

Constables:

1ère année	\$ 26.00
2ième année	28.00
3ième année	29.00
4ième année	30.00
5ième année	31.00

1st year	\$26.00
2nd year	28.00
3rd year	29.00
4th year	30.00
5th year	31.00

Peintres \$ 34.00

Painters 34.00

Le pourcentage de chaque grade d'officier existant à l'heure actuelle pourra être augmenté mais non diminué. Un logement sera fourni gratuitement à un seul capitaine.

The actual percentage for each rank of officers may be increased but shall not be reduced. Only one captain shall be entitled to free lodging.

III. — *Heures de travail:* — Les heures de travail seront réparties de la façon suivante:

III. — *Hours of work:* — Hours of work shall be distributed in the following manner:

Les constables seront divisés en deux équipes, une de jour et une de nuit.

Constables shall be divided in two shifts, one day-shift and one night-shift.

Les heures de travail de l'équipe de jour seront de 7.00 a.m. à 6.00 p.m.

The hours of work of the day-shift shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.

Les heures de travail de l'équipe de nuit seront de 6.00 p.m. à 7.00 a.m.

The hours of work of the night-shift shall be distributed between 6.00 p.m. and 7.00 a.m.

Les heures ci-dessus pourront être modifiées par le Chef en ce qui regarde les hommes de faction et de radio-patrouille. Les constables auront droit à un jour de repos hebdomadaire. L'alternation des équipes se fera à toutes les deux semaines, le dimanche, de 7.00 a.m. à 7.00 a.m. le lundi. Les heures supplémentaires où les constables seront appelés à travailler seront rémunérées à raison de \$0.60 par heure.

The hours hereabove mentioned may be changed by the Chief in the case of men on duty or on the radio patrol.

Constables shall be entitled to one weekly day of rest.

Change of shifts shall occur every two weeks, on Sunday, from 7.00 a.m. to 7.00 a.m. on Monday.

Overtime done by constables shall be paid for at the rate of \$0.60 per hour.

IV. — *Congé pour maladie:* — Les employés du service de la police municipale auront droit à 7 jours d'absence de leur travail pour cause de maladie chaque année, avec droit à leur salaire. Les 7 jours d'absence pour maladie, ou ceux de ces jours qui n'auront pas été pris, s'accumuleront d'année en année. En cas d'accidents de travail, les jours de maladie n'affecteront pas le nombre de jours d'absence pour cause de maladie ci-dessus prévus. Le Chef pourra, quand il le jugera à propos, exiger un certificat de médecin.

IV. — *Sick leave:* — The employees of the Municipal Police Service shall be entitled to a sick leave of seven (7) days with pay, each year. These 7 days or fraction thereof, if not taken, may accumulate from year to year. Any period of illness resulting from accidents while at work shall not affect the duration of the sick leave hereabove provided for. The Chief may, if deemed advisable, require a doctor's certificate.

V. — *Uniformes et équipements:* — En sus de son salaire, chaque homme en uniforme recevra de la cité de Sherbrooke:

V. — *Uniforms and equipment:* — Every man in uniform shall receive from the City of Sherbrooke, in excess of his salary:

a. — *tous les ans:* — un uniforme à collet haut fermé, deux paires de pantalons, un képi troué, 2 paires de gants blancs, une paire de gants gris (gants légers (kid) pour les officiers), une paire de mitaines en cuir, (gants de cuir doublé pour les officiers), deux cravates, trois chemises, une paire de gants en laine, une paire de caoutchouc, un couvre-chaussures en drap, une paire de chaussures en cuir.

a. — *Every year:* — A uniform with closed high collar; two pairs of pants, one kepi; two pairs of white gloves; one pair of gray gloves (kid gloves for officers); one pair of leather mitten (lined leather gloves for officers); two ties; three shirts; one pair of woollen gloves; one pair of overshoes; one pair of leather shoes, one pair of rubbers,

b. — *tous les trois ans:* — Un paletot de drap demi-saison, un paletot d'hiver.

b. — *Every three years:* — A between-season cloth overcoat; a winter overcoat;

c. — *tous les cinq ans:* — Un casque de fourrure.

c. — *Every five years:* — One fur cap.

d. — Lorsque l'uniforme et les autres pièces de vêtements sont renouvelés, ils demeurent la propriété de l'employé. Les hommes congédiés ou qui quitteront le service devront retourner leur uniforme et équipement.

d. — Uniforms and other garments, when renewed, remain the property of the employee.

Men discharged or leaving the service shall return their uniform and equipment to the employer.

e. — Lorsque l'uniforme et les autres pièces de vêtements sont détériorés en service ils seront remplacés par la cité de Sherbrooke.

e. — Should uniforms and other garments wear out in service, they shall be renewed at the cost of the employer.

f. — Le constable-motocycliste recevra tous les ans un uniforme complet de motocycliste

f. — The constable driving a motorcycle shall receive, every year, a complete driver uniform

(deux pantalons courts et une tunique) et tous les deux ans un uniforme de policier. Il recevra aussi une paire de bottes hautes en cuir, une paire de lunettes, une paire de gants et une casquette appropriée, le tout renouvelable au besoin.

La tenue d'été comprendra le port de la chemise sans tunique.

Les uniformes et pièces de vêtement d'été devront être fournis autant que possible avant le premier juin, ceux d'automne avant le premier octobre et ceux d'hiver avant le premier novembre.

j. — Une ceinture "Sam Browne" sera fournie lorsque nécessaire.

(two pairs of short pants and one tunic) and a constable uniform every two years.

He shall also receive one pair of high leather boots, one pair of glasses, one pair of gloves and one cap, the foregoing articles shall be renewed when needed.

The summer dress shall comprise the shirt without tunic.

Summer uniform and garments shall, of possible, be supplied before June 1st, the Autumn uniforms and garments, before October 1st, and the winter uniforms and garments, before November 1st.

g. — A "Sam Browne" belt shall be supplied when necessary.

EMPLOYÉS DU SECRETARIAT

VI. — *Salaires minimum*: — Les taux de salaires suivants seront payés chaque semaine aux employés ci-après énumérés:

- a) Secrétaire du poste \$ 40.00
- b) Secrétaire adjoint 31.00

VII. — *Heures de travail*: — De 8.00 a.m. à 5.00 p.m., sauf le samedi ou les heures de travail seront de 8.00 a.m. à midi. Ces employés seront disponibles si on a besoin d'eux; cependant, un employé du secrétariat devra être en faction chaque samedi après-midi s'il en est requis par le Chef.

Jours chômés: — Le dimanche et les jours fériés, mais ils devront communiquer avec le Chef ou l'officier en devoir à 8.00 le matin de chacun de ces jours.

VIII. — Ils auront droit tous les ans à douze jours de vacances payées.

EMPLOYÉS DE LA SURETÉ

IX. — *Salaires minima*: — Les taux de salaires suivants seront payés chaque semaine aux employés ci-après énumérés:

- Sergent détective \$34.00
- Caporal détective 33.00
- Détective 32.00
- Photographe 26.00
- Préposé aux empreintes 33.00

Le sergent-détective suit l'échelle de salaires des sergents en ce qui concerne les années de service, et ce, jusqu'au 1er janvier 1946.

X. — *Heures de travail*: — Les employés de la Sûreté doivent être disponibles à toutes les heures du jour et de la nuit.

Les heures supplémentaires que le photographe sera appelé à travailler seront rémunérées à raison de \$0.60 de l'heure. Les heures régulières de travail du photographe seront de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

XI. — *Équipement*: — *Tous les ans*: — Un complet civil, deux chapeaux civils, trois chemises, deux cravates, une paire de chaussures, une paire de gants légers (kid), une paire de gants doublés, une paire de couvre-chaussures en drap, une paire de claques, un manteau imperméable au besoin.

Tous les trois ans: — Un paletot demi-saison, un paletot d'hiver.

EMPLOYÉS AU TELEPHONE ET A LA RADIO

XII. — *Salaires minima*: — Les taux de salaires suivants seront payés aux employés ci-après énumérés

- Premier téléphoniste ou radio-télégraphiste \$27.00
- Téléphoniste ou radio-télégraphiste 26.00

SECRETARY'S OFFICE EMPLOYEES

VI. — *Minimum salaries*: — The following weekly salaries shall be paid to the employees hereinafter mentioned:

- Secretary of the station \$40.00
- Assistant-secretary 31.00

VII. — *Hours of work*: — From 8.00 a.m. to 5.00 p.m., except on Saturday when working hours shall be between 8.00 a.m. and 12.00 noon, these employees shall be available when needed. However, an employee of the secretary's office shall be on duty every Saturday afternoon when the Chief so requires.

Holidays: — Sunday and observed holidays. However, on such holidays, they shall communicate with the Chief, or the officer in charge, at 8.00 a.m.

VIII. — They shall be entitled every year, to a vacation of twelve days, with pay.

DETECTIVE POLICE DEPARTMENT EMPLOYEES

IX. — *Minimum salaries*: — The following minimum salaries shall be paid, each week, to the employees hereinafter mentioned:

- Sergeant-detective \$34.00
- Corporal-detective 33.00
- Detective 32.00
- Photographer 26.00
- Fingerprint expert 33.00

Sergeants' wage list shall apply to the sergeant-detective, with respect to the years of service, and this, until January 1, 1946.

X. — *Hours of work*: — The employees of the detective-police department shall be available at any hour of the day or night.

Overtime done by the photographer shall be paid for at the rate of \$0.60 per hour. The regular working hours of the photographer shall be distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m.

XI. — *Equipment*: — *Every year*: — A plain suit of clothes; two plain hats; three shirts; two ties; one pair of shoes; one pair of kid gloves; one pair of lined gloves; one pair of overshoes; one pair of rubbers; one raincoat when needed.

Every three years: — One between-season overcoat; one winter overcoat.

TELEPHONE AND RADIO EMPLOYEES

XII. — *Minimum salaries*: — The following minimum wages shall be paid to the employees hereinafter enumerated:

- Chief operator \$27.00
- Operator 26.00

XIII. — *Heures de travail*: — Les employés au téléphone et à la radio seront en service huit heures par jour.

XIV. — *Équipement*: — Ces employés recevront de la cité de Sherbrooke tous les ans, trois chemises, deux cravates, un uniforme de bureau, comprenant tunique et deux pantalons.

XV. — Une semaine de congé (vacances) payée sera accordée à tous les employés qui auront été en service une année.

XVI. — Les constables actuels qui faisaient partie du département lors de la division auront droit à l'échelle de salaires proportionnellement à leurs années de service comme policiers-pompier.

XVII. — Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1946; il se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties n'ait avisé l'autre, au moins soixante jours à l'avance, de son intention d'y mettre fin.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 février, 1945.

8557-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que les parties signataires ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association patronale du Commerce de Québec, Inc.

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national catholique des Employés de l'Industrie des Boîtes de Carton et des Sacs de Papier de Québec, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

1. *Jurisdiction*:— a) *Jurisdiction territoriale*:— Le décret s'appliquera aux districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé et Bonaventure, et les parties des districts de St-François et d'Arthabaska non assujetties au décret régissant l'industrie de la boîte de carton dans le district de Montréal.

b.—*Jurisdiction industrielle*:—La juridiction industrielle du décret comprendra la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en partie ou finies avec papier et carton et de toutes autres boîtes à base de fibre, pulpe ou papier non gaufré, ainsi que des sacs de papier.

Toutefois le décret ne régira pas la fabrication des boîtes de carton gaufré.

c.—*Jurisdiction professionnelle*:— Le décret ne régit que le personnel énuméré à l'article des salaires minima ainsi que les employés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les industries énumérées au paragraphe "b".

XIII. — *Hours of work*: — Telephone and radio employees shall work eight hours per day.

XIV. — *Equipment*: — Every year, the City of Sherbrooke shall give to these employees: three shirts, two ties, one office uniform, consisting of a tunic and two pairs of pants.

XV. — A vacation of one week, with pay, shall be given to all employees with one year of service.

XVI. — Constables actually in service and who were in the department at the time of the division shall be entitled to the wage schedule in proportion to the years of service as constables-fire-men.

XVII. — The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until January 1, 1946; it shall thereafter renew itself automatically, from year to year, unless one of the parties hereto notify the other, at least sixty days in advance, of its intention to have it repealed.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall consider the objections against this request which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 10, 1945.

8557-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the contracting parties mentioned herein after have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale du Commerce de Québec, Inc."

AND, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national catholique des Employés de l'Industrie des Boîtes de Carton et des Sacs de Papier de Québec", for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

1.—*Jurisdiction*:— a.—*Territorial jurisdiction*:— The decree shall apply to the judicial districts of Québec, Three Rivers, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé and Bonaventure, and those sections of the districts of St. Francis and Arthabaska not governed by the decree respecting the paper box industry in the District of Montreal.

b.—*Industrial jurisdiction*:— The industrial jurisdiction of the decree shall comprise the manufacturing of paper boxes, of wood-imitation boxes, partly made or completed with paper or cardboard and all other fibre, pulp or paper boxes made of uncorrugated material, and of paper bags.

However, the decree shall not apply to the manufacturing of corrugated paper boxes.

c.—*Professional jurisdiction*:— The decree shall apply only to the employees mentioned in the section of minimum wages and to those of the printing trades working in the industries mentioned in sub-section "b".

II.— *Définitions*:— Pour les fins d'application du décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) "Contremaître ou Contremaîtresse" désigne toute personne qui transmet les ordres du patron, distribue l'ouvrage, surveille les travaux et travaille elle-même dans le métier.

b) "Assistante-Contremaîtresse" désigne toute personne qui en général assiste un contremaître ou une contremaîtresse, voit à la bonne exécution des ordres donnés par ces derniers, et travaille également dans le métier.

c) "Apprenti ou Apprentie" désigne toute personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers régis par le décret.

d) "Travail à la main spécialisé" désigne toute opération telle que la confection de boîtes à tablettes, boîtes à documents, boîtes d'étalage pour articles de toilettes, etc., accomplie par une personne qui a besoin, pour ce faire, d'une compétence particulière.

e) "Ouvrage à la main ordinaire" désigne toute employée qui aide aux personnes désignées dans la catégorie (d), qui s'occupe d'appliquer la colle sur les articles à fabriquer, ou encore, fabrique elle-même des articles qui ne demandent pas une compétence particulière, comme le posage des libelles, dentelles, volants, habillages de couvercles et de boîtes, etc.

f) "Machiniste", dans l'industrie des sacs, de papier, désigne toute personne dont c'est l'occupation principale de régler les machines en vue du travail à faire, de les ajuster et de les maintenir en bonne condition.

g) "Millwright" désigne toute personne préposée à la réparation et l'entretien des machines et qui est responsable de leur bon fonctionnement.

h) "Expéditeur" désigne tout employé qui a la responsabilité de l'expédition et de la réception des marchandises.

i) "Employé des métiers de l'industrie de l'imprimerie" désigne toute personne exerçant l'un des métiers ou accomplissant l'une des opérations régies par le décret de l'industrie de l'imprimerie de Montréal N° 987 et de Québec, N° 3022 avec amendements en date du 15 décembre 1944.

Les salaires, les conditions de travail, l'apprentissage des employés des métiers de l'industrie de l'imprimerie, sont déterminés conformément au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie de Montréal N° 987 et de Québec N° 3022 avec amendements en date du 15 décembre 1944, à l'exception des heures régulières de travail qui seront de 48 heures par semaine dans l'industrie de la boîte de carton, et dans l'industrie des sacs de papier. Ils seront toutefois assujettis au décret.

j) "Mécanicien de machines fixes" et "Chauffeur" désignent toute personne sujette à la Loi des mécaniciens de machines fixes (S.R.Q. 1941, C. 178).

k) "Aide de manufacture" désigne toute personne préposée à la fabrication des caisses à claire-voie (crates) pour expédition, s'occupant du nettoyage des planchers, aidant aussi aux employés des autres départements lorsqu'il y a accumulation, et autres travaux d'urgence.

l) "Les diverses autres opérations des industries régies par le décret sont par elles-mêmes assez clairement déterminées qu'il n'est pas nécessaire de les définir.

III.— *Dispositions relatives aux salaires minima*:— *Travail régulier*. Les taux des salaires minima sont les suivants:

II.— *Definitions*:— For the purposes of enforcement of the decree, the following words shall have the significance given to them:

a) "Foreman" "Foreladies" mean any one transmitting orders from the employer, dividing the work, supervising operations and performing trade work.

b) "Assistant-foreman" "assistant-foreladies" mean any one generally assisting foreman, seeing to the proper carrying out of the latter's orders and, also, performing trade work.

c) "Apprentice" (male or female) is one learning either of the trades governed by the decree.

d) "Specialized hand work" means any operation such as making shelf boxes, document boxes, display boxes for toilet articles, etc., performed by a person specially competent for the execution of such work.

e) "Ordinary hand work" means any employee helping those mentioned in category (d), laying paste on articles to be fabricated or making himself or herself articles which do not require a particular competency, such as the sticking of labels, the setting of lace-work, covers, box and cover dressings, etc.

f) "Machinist", in the Paper Bag Industry, means any person whose main occupation is to regulate machines for the operation to be carried out, and to adjust and keep same in good condition.

g) "Millwright" means any person committed to the repair and maintenance of machines and who is responsible for the good running condition of such machines.

h) "Shipper" means any employee committed to the shipping and receiving of goods.

i) "Employee of the trades of the printing industry" means any person carrying on one of the trades or performing one of the operations governed by the decree relating to the printing industry of Montreal, Number 987, and of Quebec Number 3022, with amendments up to December 15, 1944.

The wages, the working conditions, the apprenticeship of the employees of the trades of the printing industry are determined pursuant to the decree relating to the printing industry of Montreal, Number 987, and of Quebec, Number 3022, with amendments up to December 15, 1944, with the exception of regular hours of work, the number of which shall be 48 per week in the paper box and paper bag industry. Nevertheless, they shall be governed by the decree.

j) "Stationary engineman" and "Fireman" mean any person governed by the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q. 1941, C. 178).

k) "General helper" means any person committed to the manufacturing of shipping crates, the cleaning of floors, and who helps the employees of other departments in cases of excess of work or other emergencies.

l) "The various other operations of the industries governed by the decree are by themselves so clearly determined that it is not necessary to define them in this section.

III.— *Provisions respecting the minimum wages*:— *Regular work*:— The following shall be the minimum wage rates:

a) Employés du sexe féminin:		l'heure	a) Female employees:		per hour
1) Contremaîtresses.		\$0.40	1) Foreladies		\$0.40
2) Assistantes-Contremaîtresses		0.36	2) Assistant-foreladies		0.36
3) Travail à la main			3) Hand work:		
i) spécialisé		0.38	i) specialized		0.38
ii) ordinaire		0.30	ii) ordinary		0.30
4) Opératrices de machines à poser les dessus		0.30	4) Top piece machine operators		0.30
5) Opératrices de machines Stokes & Smith		0.32	5) Stokes & Smith machine operators		0.32
6) Opératrices de machines à couvrir		0.30	6) Covering machine operators		0.30
7) Opératrices de machines à renfort		0.30	7) Staying machine operators		0.30
8) Opératrices de machines à piquer		0.30	8) Stitchers		0.30
9) Opératrices de machines à sacs de papier		0.30	9) Paper bag machine operators		0.30
10) Opératrices de gommeuse filée à la main		0.28	10) Hand-fed table gummers		0.28
11) Attacheuses de poignée sur sacs		0.28	11) Bag handle tiers		0.28
12) Préposées au ficelage		0.28	12) Tiers		0.28
13) Ficelage:			13) Tiers:		
1er 6 mois		0.22	1st six months		0.22
2ième 6 mois		0.26	2nd six months		0.26
14) Apprentis sur machines Stokes & Smith à poser les dessus, à couvrir, à renfort, à piquer, à sacs de papier, sur gommeuses filées à la main:			14) Apprentices on Stokes & Smith machines, top piece machines, covering machines, staying machines, paper bag machines, hand-fed table gummers:		
1er 6 mois		0.22	1st six months		0.22
2ième 6 mois		0.26	2nd six months		0.26
15) Autres employées		0.20	15) Other help		0.20
16) Ouvrières de moins de 6 mois (sacs de papier seulement)		0.18	16) Female workers with less than six months of employment (paper bags only)		0.18
b) Employés du sexe masculin		l'heure	b) Male employees		per hour
1) Contremaîtres		\$0.75	1) Foreman		\$0.75
2) Opérateurs de marqueur mitrailleuse		0.55	2) Scorers		0.55
3) Opérateurs de guillotine		0.45	3) Cutters on knife		0.45
4) Opérateurs de monteuse simple et double		0.45	4) End piece operators, single and double		0.45
5) Opérateurs de bobineuse		0.35	5) Slitter operators		0.35
6) Opérateurs de presse à rebuts		0.35	6) Bale press operators		0.35
7) Opérateurs d'emporte-pièces		0.28	7) Punch operators		0.28
8) Faiseurs de matrices		0.65	8) Die makers		0.65
9) Assistants-faiseurs de matrices		0.40	9) Assistant die makers		0.40
10) Opérateurs de presse cylindre à découper		0.52	10) Cylinder box press operators		0.52
11) Fileurs de presse cylindre à découper		0.40	11) Cylinder box press feeders		0.40
12) Opérateurs de presse Colt		0.46	12) Colt press operators		0.46
13) Fileurs de presse Colt		0.40	13) Colt press feeders		0.40
14) Opérateurs de presse Brightwood		0.50	14) Brightwood press operators		0.50
15) Fileurs de presse Brightwood		0.30	15) Brightwood press feeders		0.30
16) Opérateurs de machines à 4 coins		0.45	16) Four-corner machine operators		0.45
17) Fileurs de machines à 4 coins		0.30	17) Four-corner machine feeders		0.30
18) Opérateurs de machine automatique à coller		0.60	18) Automatic glueing machine operators		0.60
19) Machinistes		0.62	19) Machinists		0.62
20) "Millwrights"		0.68	20) Millwrights		0.68
21) Empaqueurs		0.46	21) Wrappers		0.46
22) Aides-Empaqueurs		0.30	22) Wrappers' helpers		0.30
23) Presseurs		0.30	23) Operators		0.30
24) Expéditeurs		0.50	24) Shippers		0.50
25) Aides-Expéditeurs		0.45	25) Shippers' helpers		0.45
26) Gardiens de nuit		0.41	26) Night watchmen		0.41
27) Seie circulaire		0.40	27) Circular saw		0.40
28) Chauffeurs de camion		0.47½	28) Truck drivers		0.47½
29) Hommes d'entrepôt		0.40	29) Warehouse men		0.40
30) Mécaniciens (en confor-) 2e classe		0.63	30) Stationary (pursuant to) 2nd class		0.63
machines (mité avec) 3e classe		0.53	engine- (Ordinance) 3rd class		0.53
fixes (l'ordon-) 4e classe		0.48	men (No. 6) 4th class		0.48
(nance n° 6)					
31) Chauffeurs		0.38	31) Firemen		0.38
32) Aides de manufacture		0.45	32) General helpers		0.45
33) Apprentissage sur machines:			33) Apprentices on machines:		
1er 6 mois, 30% de moins que la classification régulière			1st six months, 30% less than the regular classification		
2ième 6 mois, 15% de moins que la classification régulière			2nd six months, 15% less than the regular classification		
34) Autres employés		0.20	34) Other help		0.20

35) Hommes des métiers de l'imprimerie: en conformité avec le décret relatif à l'industrie de l'imprimerie de Montréal et Québec.

IV.— *Travail supplémentaire*: — a.— Tout travail exécuté en dehors des heures prévues à l'article VIII-i, ainsi que celui fait en surplus de la semaine normale, tel qu'indiqué à l'article VIII, est du travail supplémentaire aux fins du décret.

b) Le travail supplémentaire exécuté en surplus de la semaine normale sera rémunéré comme suit:

i) pour les employés énumérés à l'article VIII-i, à raison de taux et quart pour les cinq premières heures au-dessus de 50, et à taux et demi pour toutes les heures au-dessus de 55;

ii) pour les employés énumérés à l'article VIII-ii, à raison de taux et demi;

iii) pour les employés énumérés à l'article VIII-iii, à raison de taux et quart;

iv) pour les employés énumérés à l'article VIII-iv, à raison de taux et demi;

c.— Le travail supplémentaire exécuté le soir ou en dehors des heures normales spécifiées à l'article VIII-i, par les employés énumérés à VIII-i, ii et iv, sera rémunéré au taux de salaire et demi, quel que soit le nombre d'heures faites dans la semaine.

d.— De même, en conformité du décret relatif aux métiers de l'imprimerie, tel qu'applicable aux industries de la boîte de carton et des sacs de papier, tout travail exécuté par les employés de l'imprimerie en sus de neuf heures par jour durant les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, est aussi considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de taux et demi, quel que soit le nombre total d'heures faites dans la semaine.

V.— *Travail de nuit*: — L'équipe de nuit, exception faite des gardiens de nuit, doit être rémunérée sur la base de vingt pour cent (20%) de plus que le taux du salaire régulier et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce vingt pour cent (20%).

VI.— *Travail des jours chômés*: — a.— Le travail exécuté durant les jours chômés doit être rémunéré au taux du salaire double.

b.— Cette clause cependant ne s'applique pas aux gardiens de nuit, aux mécaniciens de machines fixes et aux chauffeurs.

VII.— *Dispositions diverses relatives au salaire*: — a.— Les salaires plus élevés que ceux stipulés à l'art. III, actuellement payés à des employés, ne peuvent être diminués durant l'existence du décret, à condition toutefois que l'employé garde les mêmes obligations et le même emploi.

b.— Le salaire de l'employé devra lui être payé en deniers ayant cours légal dans cette province; il devra lui être remis dans une enveloppe scellée sur laquelle seront inscrits ses nom et prénom, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initialement par la personne qui aura fait la paie.

c.— Un employé occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, sera considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et sera payé au tarif de cette catégorie.

d.— Cependant, lorsque par exception un employé, au cours d'une semaine, est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier, et classé dans une catégorie différente à un taux

35) Men of the printing trades: pursuant to the decree relating to the printing industry — Montreal and Quebec.

IV.— *Overtime work*: — a.— Shall be considered as overtime work, for the purposes of the decree, any work performed after the hours stipulated in section VIII-i, and that done in excess of the regular week, as indicated in section VIII.

b.— The following rates shall be paid for overtime worked in excess of the regular week:

i) For the employees mentioned in section VIII-i, time and one quarter for the first five hours in excess of 50, and time and a half for every hour in excess of 55;

ii) For the employees mentioned in section VIII-ii, time and a half;

iii) For the employees mentioned in section VIII-iii, time and one quarter;

iv) For the employees mentioned in section VIII-iv, time and a half;

c.— Overtime worked in the evening or outside the regular hours mentioned in section VIII-i by the employees mentioned in section VIII-i, ii and iv shall be paid for at the rate of time and one half, irrespective of the number of hours worked during the week.

d.— Likewise, pursuant to the decree relating to the printing trades, as applicable to the paper box and paper bag industries, any work performed by the employees of the printing industry in excess of nine hours per day during the first five working days of the week shall also be considered as overtime work and paid for at the rate of time and one half, irrespective of the total number of hours worked during the week.

V.— *Night work*: — The night shift, with the exception of night watchmen, shall be paid on the basis of twenty (20) per cent in excess of the regular rate of pay, and any remuneration for overtime work shall include this twenty (20) per cent.

VI.— *Holidays*: — a.— Work performed on observed holidays shall be paid at the rate of time and a half.

b.— This, however, does not apply to night watchmen, stationary enginemen and firemen.

VII.— *Various provisions respecting wages*: — a.— Wages actually higher than those mentioned in section III, which are paid to the employees, shall not be reduced during the subsistence of the decree provided such employees keep the same obligations and duties.

b.— The wages shall be paid to the employee with money that is current in this Province. It shall be remitted in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the week or period of labour, the number of hours paid for, the hourly rate of pay, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay clerk.

c.— An employee who performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

d.— However, should an employee be called, occasionally, during any one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a

supérieur à la sienne, il devra être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il aura fait dans cette occupation occasionnelle.

VIII.— *Dispositions relatives aux heures de travail*:— a.— La semaine normale de travail est:

i) pour les employés de l'industrie de la boîte de carton, de 50 heures réparties entre 7.00 a.m., et 6.00 p.m., pour les cinq premiers jours de la semaine, et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

ii) pour les employés de l'industrie des sacs de papier, de 48 heures réparties comme à VIII-i.

iii) pour les mécaniciens de machines fixes et chauffeurs dans les deux industries régies par le décret, de 60 heures réparties sur toute la semaine.

iv) pour les employés des métiers de l'imprimerie, dans les deux industries régies par le décret, de 48 heures réparties comme à VIII-i.

b.— *Equipe de nuit*:— Les heures de travail des équipes de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi, et vendredi.

IX.— *Dispositions relatives aux jours chômés et aux vacances*:— a.— *Jours chômés*:— Les jours chômés pour les fins d'application du décret, sont les suivants: les Dimanches, le premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël. Toutefois les employeurs ont la faculté de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la St-Jean-Baptiste ou de la Confédération.

Aux employés qui travaillent les jours de fête religieuse, on doit faciliter l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

b.— *Vacances*:— Il sera accordé, chaque année, une semaine régulière de vacances payées à tout employé qui, au 31 mai de l'année courante, était au service du même employeur depuis douze mois consécutifs avec un maximum de pas plus de quinze jours d'absence au cours de ces douze mois. La date de ces vacances sera laissée à la discrétion de l'employeur.

X.— *Dispositions relatives aux apprentis*:— a.— Le nombre des apprentis du sexe masculin ne doit pas dépasser 20% du nombre total des préposés aux machines suivantes: marqueurs-mitrailleuses, guillotines, monteuses simples et doubles, bobineuses, presses-cylindres à découper, presses Colt, machines automatiques à coller, emporte-pièces, machines Brightwood, machines à renforts, à quatre coins et machines à sacs de papier.

b.— Le nombre des apprentis du sexe féminin ne doit pas dépasser 20% du total des opératrices au travail sur les machines suivantes: machines Stokes and Smith, machines à poser les dessus, machines à couvrir, machines à renforts, machines à piquer, gommeuses filées à la main ainsi que les préposées au ficelage.

XI.— *Durée du décret*:— Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 1er avril 1946. Il se renouvellera automatiquement chaque année à cette date à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes donne un avis à l'autre partie de son intention de l'abroger; cet avis doit être donné au moins quarante-cinq (45) jours avant le 1er avril de chaque année. Tel avis doit également être envoyé au Ministère du Travail de la Province.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle*

higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

VIII.— *Provisions respecting the hours of work*:— a.— The regular week of work shall consist:

i) for the employees of the paper box industry, of 50 hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. for the first five days of the week, and between 7.00 a.m. and twelve (noon) on Saturday.

ii) for the employees of the paper bag industry, of 48 hours distributed as in section VIII-i.

iii) for stationary enginemen and firemen in both industries governed by the decree, of 60 hours distributed upon the entire week.

iv) for the employees of the printing trades in both industries governed by the decree, of 48 hours distributed as in section VIII-i.

b.— *Night shift*:— Working hours of the night shifts shall be distributed between the hours of the finishing and starting time of the day shift, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

IX.— *Provisions respecting observed holidays and vacations*:— a.— *Observed holidays*:— Observed holidays, for the purposes of enforcement of the decree, shall be the following: Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday till noon, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate-Conception Day and Christmas Day. However, the employers may observe but one of the two feasts of St. John the Baptist or Dominion Day.

In the case of employees working on religious holidays, steps should be taken to facilitate the carrying out of their religious duties.

b.— *Vacation*:— Every year, one regular week of vacation with pay shall be given to every employee who, on May 31, of the current year, had a minimum of twelve consecutive months' service for the same employer, with a maximum of fifteen days of absence during these twelve months. The date of such vacation shall be fixed by the employer.

X.— *Provisions respecting apprentices*:— a.— The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of the operators on the following machine: scorers, cutters on knife, end piece—single and double, slitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch, Brightwood machine, staying machine, four-corner machine and paper bag machine.

b.— The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female operators on the following machines: Stokes and Smith machine, top piece machine, covering machine, staying machine, stitching machine, hand-fed table gummer and tiers.

XI.— *Duration of the decree*:— The decree shall remain in force until April 1, 1946. It shall then renew itself automatically, each year, unless one of the contracting parties give notice to the other of its intention to have it repealed; such notice must be given at least forty-five (45) days before the 1st of April of each year. It shall also be sent to the Minister of Labour of the Province of Quebec.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 10 février, 1945. 8558-o

Gazette, the Honourable Minister of Labour shall consider the objections against the said request which those interested may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 10, 1945. 8558-o

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la "Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec" constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de la Loi des assurances a obtenu le permis N° 368 et le certificat d'enregistrement N° 229 qui l'autorisent, à compter du 23 janvier 1945, à accorder des bénéfices à l'occasion du décès ou de maladie de ses membres.

Donné ce vingt-troisième jour de janvier 1945, au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

Le Surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
8463-5-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Department of Treasury Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that "Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec" constituted as a mutual benefit society in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act has obtained the license No. 368 and the certificate of registry No. 229 authorizing it, as from January 23, 1945, to grant benefits in the case of death and sickness of its members.

Given this twenty-third day of January, 1945, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
8463-5-2-o For the Treasurer of the Province.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la "Railway Employees Cooperative Protection Association" constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de la Loi des assurances a obtenu le permis N° 366 et le certificat d'enregistrement N° 227 qui l'autorisent à compter du 28 août 1944, à accorder des bénéfices à l'occasion du décès de ses membres.

Donné ce vingt-deuxième jour de janvier 1945, au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

Le Surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
8464-5-2-o Pour le Trésorier de la Province

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that the "Railway Employees Cooperative Protection Association" constituted as a mutual benefit society in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act has obtained the license No. 366 and the certificate of registry No. 227 authorizing it as from August 28, 1944, to grant benefits in the case of death of members.

Given this twenty-second day of January, 1945, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
8464-5-2-o For the Treasurer of the Province.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la "Société de Secours Mutuels des Employés de la Canadian John's Manville Company Limited d'Asbestos" constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de la Loi des assurances a obtenu le permis N° 367 et le certificat d'enregistrement N° 228 qui l'autorisent, à compter du 19 janvier 1945, à accorder des bénéfices à l'occasion d'accident ou de maladie de ses membres.

Donné ce vingt-deuxième jour de janvier 1945, au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

Le Surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
8465-5-2-o Pour le Trésorier de la Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that "Société de Secours Mutuels des Employés de la Canadian John's Manville Company Limited d'Asbestos" constituted as a mutual benefit society in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act has obtained the license No. 367 and the certificate of registry No. 228 authorizing it, as from January 19, 1945, to grant benefits in the case of accident and sickness of members.

Given this twenty-second day of January, 1945, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
8465-5-2-o For the Treasurer of the Province.

Siège social

Head Office

L'ÉDIFICE COLOMB DE MONTMAGNY LIMITÉE

L'ÉDIFICE COLOMB DE MONTMAGNY LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que l'Édifice Colomb de Montmagny Limitée, compagnie constituée en corporation dans la Province de Québec, Dominion du Canada, par Lettres Patentes accordées le 21 janvier 1943 et par Lettres Patentes Supplémentaires accordées le 22 juin 1943, ayant sa principale place d'affaires en la ville de Montmagny, a établi son bureau dans cette ville. A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Notice is hereby given that "L'Édifice Colomb de Montmagny Limitée", a company incorporated in the Province of Québec, Dominion of Canada, by letters patent issued January 21st, 1943, and by supplementary letters patent issued June 22nd, 1943, and having its principal place of business in the town of Montmagny, has established its office in the said town. From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Daté à Montmagny ce trentième jour de janvier mil neuf cent quarante-cinq.

Dated at Montmagny, this thirtieth day of January, nineteen hundred and forty-five.

(Seau)
8533-0

Le Secrétaire,
E. BOULET.

(Seal)
8533

E. BOULET,
Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec, District de Bedford

Province of Quebec, District of Bedford

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LA CITÉ DE GRANBY

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE CITY OF GRANBY

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le 26 février 1945, pour l'achat d'une émission d'obligation de deux cent soixante mille dollars, de la commission scolaire catholique de la cité de Granby, P. Q., portant un intérêt au taux de trois pour cent l'an échéant de 1946 à 1955 et au taux de trois et quart pour cent l'an échéant de 1956 à 1965, datées du 1er février 1945, et rachetables par séries, comme suit, savoir:

Public Notice is hereby given that Tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds", shall be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, the 26th day of February 1945, for the purchase of Two hundred and sixty thousand dollars of the Catholic school commission of the City of Granby, P. Q., bearing interest at three per cent per annum maturing from 1946 to 1955 and three and a quarter per centum per annum from 1956 to 1965, dated the first of February 1945, and redeemable serially, as follows:

1946	\$ 9,600.
1947	9,900.
1948	10,200.
1949	10,500.
1950	10,800.
1951	11,100.
1952	11,400.
1953	11,800.
1954	12,200.
1955	12,500.
1956	12,900.
1957	13,400.
1958	13,800.
1959	14,200.
1960	14,700.
1961	15,200.
1962	15,700.
1963	16,200.
1964	16,700.
1965	17,200.

1946	\$ 9,600.
1947	9,900.
1948	10,200.
1949	10,500.
1950	10,800.
1951	11,100.
1952	11,400.
1953	11,800.
1954	12,200.
1955	12,500.
1956	12,900.
1957	13,400.
1958	13,800.
1959	14,200.
1960	14,700.
1961	15,200.
1962	15,700.
1963	16,200.
1964	16,700.
1965	17,200.

Lesdites obligations pourront être enregistrées quant au capital.

The said Bonds will be registerable as to the principal.

Intérêts semi-annuels payables le 1er février et le 1er août de chaque année.

Semi-annual interest payable the first day of February and the first day of August of each year.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non, dans le prix de la soumission.

Each tender must specify whether the accrued interest is or not comprised in the price of the tender.

La plus basse ou aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Lowest or any tender not necessarily accepted.

Granby, P. Q., 3 février 1945.

Granby, P. Q., February 3rd, 1945.

(Seau)

Le Secrétaire-trésorier,
JOS. LEMIEUX.

(Seal)

JOS. LEMIEUX,
Secretary-treasurer.

8534-0

8534-0

Province de Québec, District de Roberval

VILLE DE DOLBEAU

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées, marquées sur l'enveloppe: "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à midi, le vingt-sixième jour de février, 1945, pour l'achat d'un montant de \$237,000.00 d'obligations de la ville de Dolbeau, portant intérêt à 3½% et datées du 1er mai 1945, émises sous l'autorité du règlement qui sera approuvé par les contribuables de la ville de Dolbeau, le 23 février, 1945.

Ces obligations seront remboursables en quinze ans, du 1er mai 1945 et l'intérêt payable semi-annuellement, le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, à la banque Canadienne Nationale à Dolbeau, Québec ou Montréal.

Objet de l'emprunt: renouvellement du solde de l'émission de \$345,000, datée du 1er mai, 1930 en vertu des règlements Nos 18 et 24.

Tableau des échéances

1er mai	Montant
1946	\$12,000.
1947	15,000.
1948	15,000.
1949	16,000.
1950	17,000.
1951	14,000.
1952	14,000.
1953	16,000.
1954	17,000.
1955	19,000.
1956	19,000.
1957	20,000.
1958	21,000.
1959	11,000.
1960	11,000.

La ville se réserve le droit de racheter par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, les obligations présentement émises, en commençant par celles à date des plus éloignées, c'est-à-dire par les dernières échéances du présent emprunt. Dans ce cas, un avis de tel rachat sera publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, pas moins de trente jours ni plus de soixante jours avant la date du rachat et sera affiché et publié en la manière prescrite pour les avis publics de la ville de Dolbeau. Le même avis sera, dans le même délai, déposé à la poste par le secrétaire-trésorier de la ville, sous pli recommandé, à la dernière adresse connue de tout détenteur d'obligations ainsi rachetables. Toutes obligations dont le rachat sera ordonné cesseront de porter intérêt à compter de la date mentionnée aux avis ci-dessus cités.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Dolbeau ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions reçues.

Dolbeau, ce sixième jour de février, 1945.

Le Secrétaire-trésorier,

8546-o

D. LEFEBVRE

Province of Quebec, District of Roberval

TOWN OF DOLBEAU

Notice is hereby given that sealed tenders, marked on the envelope: "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, until noon, February twenty-sixth, 1945, for the purchase of \$237,000.00 in bonds of the town of Dolbeau, interest 3½%, dated May 1st, 1945, issued under the authority of by-law which will be approved by the tax-payers of the Town of Dolbeau, February 23rd, 1945.

These bonds will be redeemable in fifteen years from first of May, 1945, and the interest payable semi-annually.

Object of the loan renewal for the balance of issue of \$345,000, dated May 1st, 1930, in virtue of by-laws Nos. 18 and 24.

Table of Maturities

May 1st	Amount
1946	\$12,000.
1947	15,000.
1948	15,000.
1949	16,000.
1950	17,000.
1951	14,000.
1952	14,000.
1953	16,000.
1954	17,000.
1955	19,000.
1956	19,000.
1957	20,000.
1958	21,000.
1959	11,000.
1960	11,000.

Capital and interest will be payable at La Banque Canadienne Nationale at Dolbeau, Québec or Montreal.

The town reserves itself the right to redeem in anticipation, at par, at the date of payment of interests, bonds presently issued, beginning by longer maturities. In the case, notice of repurchase will be published once in the *Quebec Official Gazette*, not less than thirty days nor more than sixty days before the date of repurchase and also published as prescribed for the Town of Dolbeau for public notices. The same notice will be, in the same time, sent by registered mail, by the Secretary-treasurer of the Town of Dolbeau, to the last known address of every holder of such redeemable bonds. All bonds to be redeemed will cease bearing interest from the date given in above mentioned notices.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Dolbeau, does not obligate itself to accept the highest nor any of the tenders received.

Dolbeau, this sixth day of February, 1945.

D. LEFEBVRE,

8546-o

Secretary-treasurer.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le vingt-huitième jour de février 1944 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, MER-

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 28th day of February, 1944, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St.

CREDI, le VINGT-HUITIEME jour de FÉVRIER 1945, en conformité de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 8 janvier 1945.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,
8237-2-6-o W. E. ALLISON.

James St. West, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, FEBRUARY 28th, 1945, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 8th, 1945.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
W. E. ALLISON,
8237-2-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA RIVIÈRE-DU-MOULIN

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du cinq février 1945, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale du village de la Rivière-du-Moulin, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public à l'hôtel de ville du village de la Rivière-du-Moulin, le SIX MARS 1945, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales de l'année 1934 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1.—Donat Savard: Un terrain formant partie du lot numéro 71-A, premier rang nord est du chemin Sydenham, canton Chicoutimi, lequel mesure 50 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, borné vers le nord-est par le terrain d'Alfred Tremblay ou représentants, vers le sud est par une rue de 30 pieds de largeur, vers le nord ouest et le sud-ouest par Anthime Larouche ou représentants.

2.—Alexandre Tremblay: Un terrain formant partie du lot numéro 20-A, deuxième rang nord est du chemin Sydenham, canton Chicoutimi, mesurant 100 pieds du nord au sud par 50 pieds de l'est à l'ouest, borné vers le sud par le chemin public, vers l'ouest par le terrain de Dame Yvonne Harvey, épouse de Alexandre Tremblay, fils Alexandre, vers le nord et vers l'est par le terrain de Dame Flavie Bergeron, veuve de Isidore Gauthier, père, ou représentants.

3.—Dame Alexandre Tremblay: a) Un terrain de forme irrégulière formant partie du lot numéro 20-A, deuxième rang nord est du chemin Sydenham, canton Chicoutimi, mesurant 125 pieds du côté nord ouest, 200 pieds du côté sud est et 237 pieds des côtés nord est et sud-ouest, borné vers le nord-ouest par le chemin public du rang St-Joseph, vers le sud ouest par le chemin public du rang St-Jean-Baptiste, vers le sud-est par le terrain de Dame Flavie Bergeron ou représentants et vers le nord-est par le terrain décrit au paragraphe b) ci-dessous. La borne sud est du terrain présentement décrit part à un point, en front du chemin public du rang St-Jean-Baptiste, situé à 237 pieds du point d'intersection des bornes sud ouest et nord ouest du terrain présentement décrit, et court vers le nord sur une distance de 200 pieds. La borne nord est part à un point sur le chemin public du rang St-Joseph situé à 125 pieds du point d'intersection des bornes nord ouest et sud ouest du terrain présentement décrit et court vers l'est sur une distance de 237 pieds.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF RIVIÈRE-DU-MOULIN

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the fifth of February, 1945, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the village of Rivière-du-Moulin, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction at the Town Hall of the Village of Rivière-du-Moulin, on the SIXTH day of MARCH, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon the municipal taxes for the year 1934 and previous years, shall have been paid before the sale.

1.—Donat Savard: A lot of land forming part of lot number 71-A, first range Northeast of the Sydenham road, township of Chicoutimi, which measures 50 feet in width by 100 feet in depth, bounded on the North-east by the land of Alfred Tremblay or representatives, on the Southeast by a street 30 feet wide, on the Northwest and Southwest by Anthime Larouche or representatives.

2.—Alexandre Tremblay: A lot of land forming part of lot number 20-A, second range Northeast of the Sydenham road, township of Chicoutimi, measuring 100 feet from North to South by 50 feet from East to West, bounded on the South by the public road, on the West by the land of Dame Yvonne Harvey, wife of Alexandre Tremblay, son of Alexandre, on the North and East by the land of Dame Flavie Bergeron, widow of Isidore Gauthier, Sr., or representatives.

3.—Dame Alexandre Tremblay: a) A lot of land of irregular figure, forming part of lot number 20-A, second range Northeast of the Sydenham road, township of Chicoutimi, measuring 125 feet on the Northwest side, 200 feet on the Southeast side and 237 feet on the Northeast and Southwest sides, bounded on the Northwest by the public road of the St. Joseph range, on the Southwest by the public road of the St Jean-Baptiste range, on the Southeast by the land of Dame Flavie Bergeron or representatives and on the Northeast by the land described in paragraph b) below. The Southeast boundary of the lot of land presently described starts at a point, in front of the public road of the St Jean Baptiste range, situate at 237 feet from the point of intersection of the Southwest and Northwest boundaries of the lot of land presently described, and runs northward for a distance of 200 feet. The Northeast boundary starts at a point on the public road of the St-Joseph range situated at 125 feet from the point of intersection of the Northwest and Southwest boundaries of the lot of land presently described and runs Eastward for a distance of 237 feet.

b) Un terrain de forme irrégulière formant partie du lot numéro 20-A, deuxième rang nord-est du chemin Sydenham, canton Chicoutimi, mesurant 16 pieds du côté nord-ouest, 140 pieds du côté sud-est, 270 pieds du côté nord-est et 237 pieds du côté sud-ouest et compris dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest par le chemin public du rang St-Joseph, vers le nord-est et le sud-est, par le terrain de Dame Flavie Bergeron ou représentants et vers le sud-ouest par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe a).

Ces parties de lots sont du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

Elles seront vendues avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujettes à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce six février 1945.

Le Secrétaire-trésorier,
8547-6-2-o J.-A. OUELLETTE.

Province de Québec

CITÉ DE DRUMMONDVILLE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Marcel Marier, assistant-greffier, que l'immeuble suivant sera mis en vente et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, à la salle des délibérations du Conseil dans l'Hôtel de Ville de la cité de Drummondville, SAMEDI, le DIX MARS 1945, à DIX heures a.m., savoir:

Un terrain faisant partie du lot N° 1 du quartier nord du cadastre de la cité de Drummondville, mesurant environ 45 pieds de largeur au chemin par la profondeur qu'il y a à la rivière St-François, borné en front par le chemin public, en profondeur par la rivière St-François, du côté sud-est par le terrain de Henri Sylvain, du côté nord-ouest par le terrain de La Caisse Populaire Ste-Thérèse; le dit immeuble porté au rôle d'évaluation actuellement en vigueur au nom de Rorgelio Cortès.

Cette vente est faite pour le paiement des taxes municipales et scolaires affectant le dit immeuble et en conformité de la Loi des Cités et Villes.

Donné à Drummondville, ce 5 février 1945.
(Seau) L'Assistant-greffier,
8537-6-2-o MARCEL MARIER.

Province de Québec

VILLE DE JONQUIÈRE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du premier février 1945, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation de la ville de Jonquière et à la commission scolaire du village de Jonquière, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'Hôtel de Ville, à Jonquière, le SIXIÈME jour de MARS 1945, à ONZE heures de l'avant-midi.

b) A lot of land of irregular figure, forming part of lot number 20-A, second range Northeast of the Sydenham road, township of Chicoutimi, measuring 16 feet on the Northwest side, 140 feet on the Southeast side, 270 feet on the Northeast side and 237 feet on the Southwest side and is comprised within the following boundaries: On the Northwest by the public road of the St-Joseph range, on the Northeast and Southeast, by the land of Dame Flavie Bergeron or representatives and on the Southwest by the land above described in paragraph a).

Said parts of lots are from the official cadastre for the parish of Chicoutimi.

They will be sold with buildings thereon erected, if any, subject to all the active or passive, apparent or unapparent servitudes which may affect the same.

The adjudication price of each of said immovable will be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Rivière-du-Moulin, this sixth of February, 1945.

J.-A. OUELLETTE,
8547-6-2 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

CITY OF DRUMMONDVILLE

Public notice is hereby given by the undersigned, Marcel Marier, deputy-clerk, that the property hereinafter designated shall be sold by public auction, at the place where the City Council holds its meeting at the City Hall, in the City of Drummondville, SATURDAY, MARCH TEN, 1945, at TEN o'clock a.m., to wit:

A parcel of land forming part of lot number 1 of the Official Plan and Book of Reference for the North Ward of the City of Drummondville, measuring about forty-five feet in width, by the depth there is from the River Road to St. Francis River, and bounded as follows: on front on the north-east by the said River Road, in rear on the south-west by the St. Francis River, on the north-west side by J. O. Roberge, and on the south-east side by Henri Sylvain; and inscribed in the valuation roll actually in force in the City of Drummondville as belonging to Mr. Rorgelio Cortès.

This property is sold for the payment of municipal and school taxes on said property.

Given at Drummondville, February 5th 1945.
(Seal) MARCEL MARIER,
8537-6-2-o Deputy-clerk.

Province of Quebec

TOWN OF JONQUIERE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the first of February, 1945, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the corporation of the Town of Jonquière and the School Commission of the Village of Jonquière, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the Council hall, in the Town Hall of Jonquière, on the SIXTH day of MARCH, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales de l'année 1944 et des années antérieures et les taxes scolaires de l'année 1943-1944 et des années antérieures, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, les dits immeubles étant des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

PREMIERE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

1.—Jos. Bouchard, barbier.—Un terrain formé de partie des lots numéros 26B284 et 26B285 rang 3, le dit terrain formant un triangle d'environ 100 pieds de hauteur et une base de 75 pieds, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, borné au nord par le terrain de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, au sud-ouest par la ligne du chemin de fer du Canadien National conduisant aux usines de Price Brothers and Co. Ltd à Kénogami, à l'est par le terrain de Edmond Boily ou représentants.

2.—Jos. Boily, Méridéc.—Cette partie du lot numéro 14B-18, rang 4, comprise dans les bornes suivantes:—au nord, par la rue St-Aimé (Nos 14B-19 et 14B-20), à l'est par la rivière aux Sables, au sud par les lots numéros 14B-6, 14B-5 et 14B-4 et à l'ouest par une ligne parallèle à la ligne de division entre le terrain de Richard Asselin et le terrain de Price Brothers and Company Limited et distante de 93 pieds vers l'est de cette dernière ligne, pour le côté sud, et 97 pieds vers l'est de cette dite dernière ligne, pour le côté nord, sauf à distraire cependant un lopin de terre de 35 pieds, du nord au sud, sur 125 pieds, de l'est à l'ouest, borné au nord par la rue du Nouveau pont, telle qu'actuellement ouverte, à l'est par la rivière aux Sables et des deux autres côtés par le résidu du dit lot dont il forme partie, avec les bâtisses construites sur le dit lopin de terre et dépendances, le tout tel que la dite propriété se trouve actuellement.

3.—Georges Boily.—Le lot numéro 14A-9, rang 4.

4.—Léonce Potvin.—Le lot numéro 26B-359, rang 3.

5.—Rosaire Tremblay.—Le lot numéro 25A-280, rang 3.

DEUXIEME SECTION.

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

6.—Jos. Boily, père et fils, Oliva Boily, Charles Angers, François Angers, Jos. Bergeron, Lig., Jos. Bergeron, Trefflé.—Le lot numéro 23A-13, rang 4.

7.—Jean-Baptiste Poirier.—Les lots numéros 22A-52 et 21A-86, rang 4.

8.—Armand Simard.—Le lot numéro 26B-190, rang 3.

9.—Valérie Simard.—Le lot numéro 23A-14, rang 4.

Tous les lots ou parties de lots ci-dessus désignés sont du cadastre du canton Jonquière et seront vendus avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Jonquière, ce 6ième jour de février 1945.

Le Greffier,
PAUL-E. FORTIN
8538-6-2-o

However, there shall be excluded from the sale, those immoveables whereon the municipal taxes for the year 1944 and previous years and the school taxes for the year 1943-1944 and previous years, shall have been paid before the sale.

The sale of the immoveables described in the second section will be final and without right of redemption, in conformity with the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immoveables being vacant lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

FIRST SECTION

IMMOVEABLES SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION

1.—Jos. Bouchard, barber.—A lot of land composed of a part of lots numbers 26B284 and 26B285 of range 3, the said lot of land forming a triangle of about 100 feet in height and a base of 75 feet, the whole more or less and without warranty of exact measurement, bounded on the North by the land of the Roberval-Saguenay Railway company, on the Southwest by the Canadian National Railway line leading to the Price Brothers & Co. Ltd plants at Kénogami, on the East by the land of Edmond Boily or representatives.

2.—Jos. Boily, Méridéc.—That part of lot number 14B-18, range 4, comprised within the following limits: On the North by St. Aimé street (Nos. 14B-19 and 14B-20), on the East by the "aux Sables" river, on the South by lots Nos. 14B-6, 14B-5 and 14B-4 and on the West by a line parallel to the division line between the land of Richard Asselin and the land of Price Brothers and Company Limited and distant 93 feet on the East from the said latter line, for the South side, and 97 feet on the East from the said latter line, for the North side, save to be deducted, however, a parcel of land of 35 feet, from North to South, by 125 feet, from East to West, bounded on the North by the New Bridge street (rue du Nouveau pont), as actually open, on the East by the "aux Sables" river and on the other sides by the residue of said lot of which it forms a part—with the buildings thereon erected on the said parcel of land and dependencies, the whole as the said property actually subsists.

3.—Georges Boily.—Lot number 14A-9, range 4.

4.—Léonce Potvin.—Lot number 26B-359, range 3.

5.—Rosaire Tremblay.—Lot number 25A-280, range 3.

SECOND SECTION

IMMOVEABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION

6.—Jos. Boily, father and son, Oliva Boily, Charles Angers, François Angers, Jos. Bergeron, Lig., Jos. Bergeron, Trefflé.—Lot number 23A-13, range 4.

7.—Jean-Baptiste Poirier.—Lots numbers 22A-52 and 21A-86, range 4.

8.—Armand Simard.—Lot number 26B-190, range 3.

9.—Valérie Simard.—Lot number 23A-14, range 4.

All the lots or parts of lot hereinabove described are of the cadastre for the Township of Jonquière and will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price of each of the said immoveables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Jonquière, this 6th day of February, 1945.

PAUL E. FORTIN,
Clerk.
8538-6-2-o

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

QUEBEC
Fieri Facias
Québec, à savoir: { J. ADÉLARD LAMBERT,
N° 48412 { J. chef de gare, domicilié à

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

QUEBEC
Fieri Facias
Quebec, to wit: { J. ADÉLARD LAMBERT,
No. 48412 { J. station agent, domiciled

Scott Junction, agissant aux présentes en sa qualité d'exécuteur testamentaire à la succession de feu Dame Julia Audet, épouse contractuellement séparée de biens de feu Hector Cadrin, agent, tous deux en leur vivant domiciliés à Saint-Anselme, dans le comté de Dorchester, contre RAYMOND PAQUIN, docteur en médecine, ci-devant de Méchins et actuellement de Saint-Léon de Standon, comté de Dorchester, et Dame GILBERTE PAQUIN, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Fontaine, avocat, tous deux domiciliés en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et le dit PAUL FONTAINE, mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, à savoir:

Les subdivisions Nos 49-A-1 et 49-A-2 (quarante-neuf-A-un et quarante-neuf-A-deux) du lot numéro 4437 (quatre mille quatre cent trente-sept) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant des emplacements situés coin sud-ouest de la Grande-Allée et Place Montcalm, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 24 janvier 1945.
(Première insertion, 27 janvier 1945)
(Deuxième insertion, 10 février 1945)

Le Shérif,
L. LAPIERRE.
8422-4-2-o

at Scott Junction, acting herein as testamentary executor to the Estate of the late Dame Julia Audet, wife separated as to property by marriage contract of the late Hector Cadrin, agent, both in their lifetime domiciled at Saint-Anselme, in the county of Dorchester; against RAYMOND PAQUIN, doctor in medicine, heretofore of Méchins and now of Saint-Léon de Standon, county of Dorchester, and Dame GILBERTE PAQUIN, wife separated as to property by marriage contract of Paul Fontaine, advocate, both domiciled in the city of Ottawa, Province of Ontario, and the said PAUL FONTAINE, mis en cause to authorize and assist his said wife, to wit:

Subdivisions Nos. 49-A-1 and 49-A-2 (forty-nine-A-one and forty-nine-A-two) of lot number 4437 (four thousand four hundred and thirty-seven) of the official cadastre for Montcalm Ward, of the city of Quebec, being emplacements situated at the Southwest corner of Grande-Allée and Place Montcalm, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, January 24th, 1945.
(First insertion, January 27, 1945)
(Second insertion, February 10, 1945)

L. LAPIERRE,
Sheriff.
8422-4-2

RICHELIEU

Cour Supérieure.— District of Richelieu
N° 10379 { LOUIS LAPOINTE, bourgeois,
des cité et district de Montréal,
demandeur; vs ROLAND PLANTE, de Ste-
Julie, district de Richelieu, défendeur:

"Une terre située à Ste-Julie, au rang de l'église, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, tenant d'un côté la route des Quatorze et Origène Dalpé, de l'autre côté Origène Dalpé, par un bout le chemin de front des Douze et par l'autre bout le chemin de front du rang de l'église avec une maison et autres bâtisses y érigées, connue et désignée comme étant le lot numéro deux cent cinquante-sept et une partie du lot numéro deux cent cinquante-cinq (Nos 257 et P. 255) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Julie, comté de Verchères."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Julie, comté de Verchères, le VINGT FÉVRIER 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Sorel, le 17 janvier 1945.
[Première insertion, 20 janvier 1945]

Le Shérif,
MICHEL SAINT-GERMAIN.

Superior Court.— District of Richelieu
No. 10379 { LOUIS LAPOINTE, bourgeois, of
the city and district of Mont-
real, plaintiff; vs ROLAND PLANTE, of Ste-
Julie, district of Richelieu, defendant.

A farm situated at Ste-Julie, in the Church Range, measuring three arpents in front by thirty arpents in depth, bounded on one side by the "des Quatorze" road and Origène Dalpé, on the other side by Origène Dalpé, at one end by the front road of "des Douze" and at the other end by the front road of the Church Range, with a house and other buildings thereon erected, known and designated as being lot number two hundred and fifty-seven and a part of lot number two hundred and fifty-five (Nos. 257 and P. 255) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Ste-Julie, county of Verchères.

To be sold, at the parochial church door of Ste-Julie, county of Verchères, on the TWENTIETH of FEBRUARY, 1945, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sorel, January 17th, 1945.
[First insertion, January 20th, 1945.]

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff.
8352-3-2

TERREBONNE

Cour Supérieure
Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 194310 { THE COMMERCIAL
ACCEPTANCE
CORPORATION LIMITED, corporation légale
ayant son siège social en les cité et district de
Montréal, demanderesse; vs ÉMILE PAPI-
NEAU, résidant à St-Jérôme, district de Terre-
bonne, défendeur.

La moitié indivise d'un lopin de terre, ou emplacement situé en la ville de St-Jérôme, sur la rue Labelle, connu et désigné sous le numéro dix-sept, subdivision officielle du lot numéro sept

TERREBONNE

Superior Court
Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 194310 { THE COMMERCIAL
ACCEPTANCE
CORPORATION LIMITED a legal corporation
having its social place of business in the City
and District of Montreal, plaintiff; vs ÉMILE
PAPINEAU, residing at St. Jerome, district of
Terrebonne, defendant.

The undivided half of a lot of land or emplacement situated in the Town of St. Jerome on Labelle Street, known and designated under number seventeen official subdivision of the lot

(7-17) du cadastre officiel de la ville de St-Jérôme, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du Shérif, dans la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, le VINGT-ET-UNIEME jour de FÉVRIER 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

ALBERT FOURNELLE.

St-Jérôme, ce 15 janvier 1945. 8327-3-2-o
(Première insertion, 20 janvier 1945)

seven (7-17) of the Official Plan of the Town of St. Jerome, with buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office in the town of St. Jerome, district of Terrebonne, on FEBRUARY the TWENTY-FIRST, 1945, at TWO o'clock in the after-noon.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff.

St. Jérôme, this 15th day of January 1945.
(First insertion, January 20th, 1945) 8327-3-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 6

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

353 — Concernant les règlements relatifs au classement et à la vente des volailles abattues	381
371 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec	389
372 — Employés municipaux de la cité de Joliette	376
373 — Employés de garage dans la cité de Sherbrooke	376

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

361

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 25, Inc. (Formation)	390
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 49, Inc. (Formation)	390
Discours du Trône	390
Hollinger (Québec) Exploration Company Limi ed (Règlement)	390
L'Œuvre des Terrains de Jeux de Montréal (Règlements)	390
The People's Church (Demande d'incorporation)	389

CHARTES — ABANDON DE

Bleury Realty Limited	393
Cosmo Mfg. Inc.	393
Économie Sociale Ltée	394

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Association d'Hospitalisation du Québec. Berthierville, ville de	394
Canadian Kaolin Silica Products, Limited Charbonneau, Médéric et al.	401
Commissaires d'Écoles de la paroisse de St-Adelphe.	395
Commission des Écoles Catholiques de Verdun.	400
Drummondville, cité de	394
Iles Laval, ville des	401
La Corporation des Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Québec.— The Corporation of Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec	400
La Corporation de l'École Polytechnique Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée	398
Lévis, cité de	399
L'Œuvre des Missions Catholiques du Basutoland	396
Saint-Hyacinthe, cité de	397

ORDERS IN COUNCIL:

353 — Concerning the regulations relative to the grading and the sale of dressed poultry.	381
371 — Barber and hairdresser trades in the district of Quebec	389
372 — Municipal employees of the city of Joliette.	376
373 — Garage employees in the city of Sherbrooke.	376

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

361

MISCELLANEOUS NOTICES:

Asociation Catholique des Institutrices Rurales du District N° 25, Inc. (Formation)	390
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 49, Inc. (Formation)	390
Speech from the Throne	390
Hollinger (Quebec) Exploration Company, Limited (By-law)	390
L'Œuvre des Terrains de Jeux de Montréal (By-laws)	390
The People's Church (Application for incorporation)	389

CHARTERS — SURRENDER OF:

— Bleury Realty Limited	393
— Cosmo Mfg. Inc.	393
— Economie Sociale Ltée.	394

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Quebec Hospital Service Association	394
Berthierville, town of	401
Canadian Kaolin Silica Products, Limited Charbonneau, Médéric et al.	395
School Commissioners of the parish of St-Adelphe.	400
Catholic School Commission of Verdun.	394
Drummondville, city of	401
Iles Laval, town of	400
The Corporation of Funeral Directors and Embalmers of the Province of Quebec — La Corporation des Directeurs de Funérailles et Embaumeurs de la Province de Quebec	398
La Corporation de l'École Polytechnique Les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée	399
Lévis, city of	396
L'Œuvre des Missions Catholiques du Basutoland	397
Saint-Hyacinthe, city of	396

Salaberry-de-Valleyfield, cité de.....	395
Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company.....	398
Succession Arthur Roy.....	397
Succession Joseph Bergeron.....	397
The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine.....	400
Val d'Or, ville de.....	399
Verdun, cité de.....	401

Salaberry-de-Valleyfield, city of.....	395
Shawinigan Falls Protestant Cemetery Company.....	398
Estate of Arthur Roy.....	397
Estate of Joseph Bergeron.....	397
The Saint John of Suchawa Bukowinian Greek Orthodox Church of Lachine.....	400
Val d'Or, town of.....	399
Verdun, city of.....	401

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est (Modification).....	407
Comité conjoint des tanneries et corroieries de la province de Québec (Prélèvement).....	401
Comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Jean (Modification).....	403
Commission conjointe pour l'industrie de la robe de la province de Québec (Modification).....	405
L'Association des Policiers de Sherbrooke (Avis).....	408
Le Syndicat national catholique des employés de l'industrie des boîtes de carton et des sacs de papier de Québec (Avis).....	411

TRÉSOR:

ASSURANCES:

Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec.....	416
Railway Employees Cooperative Protection Association.....	416
Société de Secours Mutuels des Employés de la Canadian John's Manville Company Limited d'Asbestos.....	416

LETTRES PATENTES:

Albert's Self Service Grocery Inc.....	362
A. L. Zinman Company Limited.....	363
Artik Ice Cream Co. Inc.....	363
Barakett Building Corporation.....	363
Bergermont Construction Inc.....	364
Bordeleau Auto Inc.....	364
Flyfast Limited.....	365
Gaspé Oil Ventures Limited.....	365
Harvel Manufacturing Co. Inc.....	366
Immeubles et Vignobles, Limitée.....	366
Jack Spratt Children's Wear Inc.....	367
Kerrin, Egan, Freeman Co.....	367
Kushner Textile Corporation.....	367
La Chambre de Commerce de Bonaventure.....	368
La Guilde des Artistes.....	368
Leisure Wear Inc.....	369
Les Vétérans en Sécurité du Québec — Veterans of Safety of Quebec.....	369
L'Hippodrome de St-Léonard de Nicolet Ltée.....	370
Liquide Vitrez Liquid, Inc.....	370
Pat-Ann Juniors Inc.....	371
P. J. Stock Express Incorporated.....	371
Road Maintenance Ltd.....	372
The M. & R. Moderne Utilities Co. Ltd.....	372
Tots' Toggery Incorporated.....	373
Victory Thread & Novelty Co. Inc.....	373

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Bell Trading Company Limited.....	374
-----------------------------------	-----

DEPARTMENTAL NOTICES:

LABOUR:

Building trades joint committee of the Eastern Townships District (Amendment).....	407
Tanners and curriers joint committee of the Province of Quebec (Levy).....	401
Joint committee of the building trades of St. John (Amendment).....	403
Joint commission for the dress industry of the Province of Quebec (Amendment).....	405
L'Association des Policiers de Sherbrooke (Notice).....	408
Le Syndicat national catholique des employés de l'industrie des boîtes de carton et des sacs de papier de Québec (Notice).....	411

TREASURY:

INSURANCE:

Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec.....	416
Railway Employees Cooperative Protection Association.....	416
Société de Secours Mutuels des Employés de la Canadian John's Manville Company Limited d'Asbestos.....	416

LETTERS PATENT:

Albert's Self Service Grocery Inc.....	362
A. L. Zinman Company Limited.....	363
Artik Ice Cream Co. Inc.....	363
Barakett Building Corporation.....	363
Bergermont Construction Inc.....	364
Bordeleau Auto Inc.....	364
Flyfast Limited.....	365
Gaspé Oil Ventures Limited.....	365
Harvel Manufacturing Co. Inc.....	366
Immeubles et Vignobles, Limitée.....	366
Jack Spratt Children's Wear Inc.....	367
Kerrin, Egan, Freeman Co.....	367
Kushner Textile Corporation.....	367
La Chambre de Commerce de Bonaventure.....	368
La Guilde des Artistes.....	368
Leisure Wear Inc.....	369
Veterans of Safety of Quebec — Les Vétérans en Sécurité du Québec.....	369
L'Hippodrome de St-Léonard de Nicolet Ltée.....	370
Liquide Vitrez Liquid, Inc.....	370
Pat-Ann Juniors Inc.....	371
P. J. Stock Express Incorporated.....	371
Road Maintenance Ltd.....	372
The M. & R. Modern Utilities Co. Ltd.....	372
Tots' Toggery Incorporated.....	373
Victory Thread & Novelty Co. Inc.....	373

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Bell Trading Company Limited.....	374
-----------------------------------	-----

Canadian Forge Co. Ltd.	374	Canadian Forge Co. Ltd.	374
Hygienic Laundry Ltd.	374	Hygienic Laundry L d.	374
Les Producteurs de Québec, Limitée .	374	Les Producteurs de Québec, Limitée . . .	374
Patterson & Paterson, Incorporated . . .	375	Paterson & Paterson, Incorporated . . .	375
Produits des Cantons de l'Est Ltée — Eastern Townships Produce Ltd.	375	Eastern Townships Produce Ltd — Pro- duits des Cantons de l'Est Ltée.	375
Scarves & Allied Arts Inc.	375	Scarves & Allied Arts Inc.	375

SIÈGE SOCIAL:

L'Edifice Colomb de Montmagny Li- mitée.	417
--	-----

HEAD OFFICE:

L'Edifice Colomb de Montmagny Limi- tée.	417
--	-----

SOUSSIONS:

Commission scolaire catholique de la cité de Granby	417
Dolbeau, ville de.	418

TENDERS:

Catholic School Commission of the City of Granby	417
Dolbeau, town of	418

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company. . .	418
---------------------------------------	-----

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company. . . .	418
---	-----

VENTE POUR TAXES:

Drummondville, cité de	420
Jonquière, ville de	420
Rivière-du-Moulin, village de.	419

SALE FOR TAXES:

Drummondville, city of.	420
Jonquière, town of	420
Rivière-du-Moulin, village of.	419

VENTES PAR SHÉRIFS:

QUÉBEC:

Lambert vs Paquin <i>et al</i>	421
--	-----

SHERIFFS' SALES:

QUEBEC:

Lambert vs Paquin <i>et al</i>	421
--	-----

RICHELIEU:

Lapointe vs Plante.	422
-----------------------------	-----

RICHELIEU:

Lapointe vs Plante.	422
-----------------------------	-----

TERREBONNE:

The Commercial Acceptance Corporation Limited vs Papineau	422
--	-----

TERREBONNE:

The Commercial Acceptance Corporation Limited vs Papineau	422
--	-----

8559-o

8559-o

